

Alors que les Serbes se maintiennent sur les hauteurs de Sarajevo

L'OTAN pourra intervenir en Bosnie avec l'aval de l'ONU

Demi-mesure

LES menaces de frappe aériennes brandies par l'OTAN impressionnent-elles réellement les Serbes ? Les déclarations « épaissantes » faites ces derniers jours par leurs dirigeants politiques et militaires en Bosnie et leurs promesses d'évacuer les hauteurs surplombant Sarajevo tendraient à le laisser penser. Mais jusqu'à présent les Serbes n'ont tenu aucun de leurs engagements ; ce qui n'est pas étonnant dans ce conflit où l'on compte par dizaines les cessez-le-feu restés lettres mortes. A ce petit (et triste) jeu - des promesses à chaque menace occidentale - le docteur Karadzic et ses comparses ont chaque fois gagné un peu de temps.

Depuis une semaine, les Serbes de Bosnie jouaient à nouveau au chat et à la souris avec les Occidentaux. Bill Clinton, estimant que l'étranglement de Sarajevo était devenu insupportable, avait subitement réitéré une « action décisive » et une réunion de l'OTAN. Apparemment surpris par le nouveau revirement américain, les Serbes avaient choisi de faire le gros dos et d'afficher une fraîche volonté de négocier à Genève sur la partition de la Bosnie-Herzégovine, à l'occasion de pourparlers qui, selon lord Owen, relèvent d'un « sordide charcutage ». Ils ont ainsi « testé » la détermination de la Maison Blanche, en sachant que les Européens ne seraient pas d'accord avec Washington sur ces fameuses frappes aériennes.

De fait, après la réunion du Conseil de l'Atlantique nord, lundi 9 août à Bruxelles, l'action décisive envisagée est devenue un nouvel avertissement militaire - certes plus ferme que les précédents - aux Serbes, s'ils continuent à entraver l'acheminement de l'aide humanitaire et à assiéger des villes musulmanes. La Grande-Bretagne, la France, le Canada et d'autres pays, qui ont des milliers de « casques bleus » sur le terrain, craignent nettement des représailles en cas d'attaques aériennes sans le soutien de troupes terrestres.

Washington a donc dû faire une concession de taille aux Européens : c'est le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, et non l'OTAN comme le souhaitaient les Etats-Unis, qui sera habilité à donner le feu vert à ces raids, destinés à protéger les convois humanitaires.

ET l'on indique enfin qu'il est hors de question, pour l'Alliance atlantique, de faire la guerre à un seul camp. La mise en garde s'adresse à tous les belligérants, et c'est donc une nouvelle déconvenue politique pour le président bosniaque, Alija Izetbegovic, qui réclame depuis seize mois une intervention étrangère, la levée de l'embargo sur les armes et le droit pour les musulmans de se défendre.

Que peut-on alors espérer de ce qu'il faut considérer comme une nouvelle demi-mesure ? Dans le scénario le plus optimiste, que les Serbes laissent le siège de Sarajevo et d'autres enclaves musulmanes, qu'ils se retirent des monts dominant la capitale bosniaque. Céder du terrain n'est guère dans leurs habitudes. A preuve, ces propos du général Ratko Mladic, qui clameur dernièrement : « Lorsqu'un drapeau serbe flotte sur un territoire conquis, aucun autre drapeau ne pourra le remplacer ».

M0147 - 0811 0 - 7.00 F



Réunie à Bruxelles, lundi 9 août, l'OTAN a approuvé à l'unanimité le principe de frappes aériennes en Bosnie-Herzégovine destinées à assurer la sécurité de la FORPRONU. Ces opérations ne pourront être déclenchées sans l'autorisation du secrétaire général des Nations unies. A Genève, les médiateurs internationaux ont annulé les négociations de mardi matin, en raison du refus des Serbes de se retirer des hauteurs surplombant Sarajevo.



Lire page 3

Après les déclarations contradictoires de Helmut Kohl et de John Major

L'Union monétaire européenne est remise en question

Jugeant indispensable la poursuite des objectifs du traité de Maastricht, le chancelier Kohl a déclaré, lundi 9 août, qu'après la récente crise des changes le calendrier de l'union monétaire pourrait être retardé de « un ou deux ans ».

par Erik Izraelowicz

Les dirigeants européens commencent à tirer, les uns après les autres, les leçons du compromis monétaire de Bruxelles du 2 août. Et comme il convient, les réactions font naître les vieux clivages sur la construction européenne, ceux-là même qui avaient été au centre des débats lors de la préparation du traité de Maastricht.

Il y a aujourd'hui, d'un côté, ceux qui jugent que l'élargissement de la marge de fluctuation dans le système monétaire européen (SME) n'est qu'un incident de parcours qui ne doit pas remettre en cause fondamentalement le chemin défini par le texte bicentenaire ratifié par les Douze.

Il y a, de l'autre côté, ceux qui

estiment que la crise a mis fin au projet fédéraliste prêté à ce document, préconisant la recherche d'une autre voie. Entre les deux, l'exécutif français pourrait bien être plus partagé qu'on ne le croit.

Exprimant le souhait qu'un sommet extraordinaire de la CEE analyse, en octobre, les conséquences de la crise monétaire, Helmut Kohl fait partie du premier groupe, ceux pour lesquels l'explosion du SME n'a rien modifié d'essentiel. Le chancelier allemand reconnaît pourtant, lundi 9 août dans un entretien télévisé depuis son lieu de villégiature en Autriche, que le calendrier de l'Union économique et monétaire (UEM) pourrait être retardé « d'un ou deux ans ».

« Qu'est-ce que cela change sur le fond ? », ajoutait-il.

interrogé, mardi, sur la nécessité d'accélérer la marche vers l'union monétaire totale. Enfin, M. Major a remis en question l'union monétaire en préconisant un abandon de la monnaie unique pour y substituer une monnaie commune, idée à laquelle M. Balladur avait renoncé lors du débat sur le traité de Maastricht.

Le traité de Maastricht prévoit trois phases dans l'union monétaire : la troisième, celle de la monnaie unique, doit s'ouvrir le 1^{er} janvier 1997 au plus tôt, le 1^{er} janvier 1999 au plus tard.

La même voie et le même objectif (la monnaie unique), même s'il faut plus de temps pour l'atteindre : telle est donc l'analyse du chancelier allemand et, avec lui, de son gouvernement. Depuis la réunion du conseil économique et financier franco-allemand du mardi 3 août, Paris et Bonn campent sur cette même ligne officielle.

L'élargissement des marges de fluctuation au sein du SME n'a pas constitué « une décision contre Maastricht », selon M. Kohl.

Lire la suite page 15 et nos informations pages 15 et 16

Mercenaires islamistes en Afghanistan

Les fondamentalistes du Hezb, avec l'aide de combattants algériens, tentent de relancer le djihad

par Patrice de Beer

« Je m'appelle Abou Habib, je suis algérien. Je suis entré en Afghanistan depuis Peshawar, au Pakistan, avant le Ramadan. Je suis venu car le gouvernement algérien réprime les musulmans. » Ce jeune barbu vêtu d'un pull répond ainsi à l'interrogatoire de policiers de Kaboul, dans une cassette vidéo dont le Monde vient d'avoir connaissance.

Sur ce document de qualité médiocre, diffusé par les partisans du commandant Ahmed Chah Massoud, une dizaine d'Arabes capturés récemment autour de Kaboul, surtout des

Algériens - ceux qu'à Alger on surnomme les « Afghans » - mais aussi un Saoudien, reconnaissent avoir été recrutés par des oulémas et envoyés en Afghanistan pour faire le djihad, la guerre sainte.

Certes, de tels documents, émanant de services de police d'un régime qui a ricoché de démocratie, doivent être traités avec la plus grande prudence. Toutefois, la dizaine de témoignages concordants enregistrés en langue arabe confirment la présence de combattants arabes aux côtés des fondamentalistes du Hezb-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Abou Habib ajoute que

« tous les Arabes qui viennent en Afghanistan séjournent dans des maisons à Peshawar avant de franchir la frontière ». Comme les autres, il a été entraîné dans un camp du Hezb, à la frontière pakistanaise pour lui, dans l'intérieur pour d'autres.

« Je suis arrivé, sans passeport ni visa, dans un groupe de cent douze Arabes, pour avoir une formation militaire et combattre », ajoute un autre Algérien, à la barbe et aux cheveux hirsutes, qui reconnaît avoir participé à la dernière offensive du Hezb contre Kaboul, en mai.

Lire la suite page 6

Les otages français du PKK libérés en Turquie

Après plusieurs tentatives infructueuses, les quatre otages français détenus par les séparatistes kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été libérés, dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 août, dans le sud-est du pays, à majorité kurde. Un Britannique et une Australienne, enlevés avant les Français, restent aux mains des rebelles.

Page 20

La presse algérienne entre deux cultures

Pris dans la violente tourmente politique qui leur vaut d'être la cible de tueurs islamistes, et de sévères rappels à l'ordre, de la part du pouvoir, journaux francophones et arabophones se livrent une âpre concurrence pour tenter d'élargir leur audience.

Page 4

Lundi soir, 9 août, un cadre de l'ahdamedair Algérie actualité, Abdelhamid Benmeni, a été assassiné à Alger, par des inconnus qui se sont enfuis. Agé de quarante-trois ans, M. Benmeni est un ancien journaliste. C'est le troisième représentant de cette profession à avoir été assassiné en Algérie depuis la mois de mai.

Pluie d'étoiles

Toutes les conditions semblent réunies pour une « averse » exceptionnelle de météores dans la nuit du 11 au 12 août

par Jean-Paul Dufour

Nos sœurs disaient qu'une étoile se décroche chaque fois qu'une âme monte au ciel. On sait aujourd'hui que les météores, ou « étoiles filantes », ne sont que des débris de comètes ou d'astéroïdes qui se consument en entrant dans l'atmosphère terrestre. Et pourtant, survivance des vieilles superstitions, certains ne peuvent s'empêcher de faire un vœu à leur passage.

Les tenants de cette tradition risquent bien d'être déçus au cours de la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 août, pour laquelle les astronomes nous promettent une pluie de météores mémorable. Comparable, prédisent certains, aux averse les plus violentes du siècle, comme celle du 17 novembre 1966, où l'on

dénombra 2 000 étoiles filantes à la minute dans le ciel d'Amérique du Nord.

Si elles atteignent rarement une telle intensité, ces « avalanches de feu » ne sont pas rares, et surviennent même régulièrement à certaines périodes bien précises de l'année. Il semble que les anciens aient très vite assimilé le phénomène à des chutes d'objets célestes, même s'ils le liaient à des influences maléfiques ou divines.

Les « savants sérieux », en revanche, ne se sont guère penchés sur la question, en Europe occidentale au moins, et la nature des météores n'a été parfaitement comprise et décrite qu'au siècle dernier. « Les recherches les plus poussées ont été lancées au début des années 70, pour une raison très prosaïque, explique Cbantat

Levasseur-Regourd, professeur à l'université Paris-VI, spécialiste des comètes au CNRS (laboratoire d'aéronomie de Verrières-le-Buisson). En effet, la course à l'espace commençait et un craignait que ces petits cailloux n'endommagent les satellites et les sondes interplanétaires. Les crédits ont donc afflué. Une crainte justifiée qui a poussé la NASA à reculer le prochain lancement de la navette Discovery au lendemain de la « pluie de météores » du 11 août.

Grâce à ces travaux, on sait désormais que les comètes - ces « blocs de neige sale » venus des confins de l'univers - éjectent des nuages de gaz et de débris quand la proximité du Soleil les réchauffe.

Lire la suite page 9

Cartier

Montre MUST II
Nouvelle création Cartier
Argent Massif 6400 Frs
ou Vermeil 7200 Frs
(étanche jusqu'à 30 m).

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 800 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 46 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Néerlandaises, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 460 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

مكتبة الشفاء

ÉTRANGER

Approuvant le principe d'« options opérationnelles »

Le conseil de l'Atlantique nord demande aux Serbes de Bosnie de lever le siège de Sarajevo

Les médiateurs internationaux ont décidé, mardi 10 août, d'annuler la session de négociations sur la Bosnie prévue dans le matinée à Genève, parce que les Serbes ne se sont pas encore retirés de certaines hauteurs dominantes Sarajevo, a déclaré un porte-parole des Nations unies. Les médiateurs, lord Owen et Thorvald Stoltenberg, devaient étudier dans la journée la situation sur le mont Igman, d'où les Serbes se sont engagés à se retirer, pour voir si les pourparlers entre Musulmans, Croates et Serbes de Bosnie peuvent reprendre.

Lundi soir, les trois parties bosniennes avaient quitté les deux médiateurs sans avoir négocié. « Il n'y a pas eu de négociations, car nous avons constaté que les Serbes ne s'étaient pas retirés des monts

Igman et Bjelasnica, a déclaré le président bosnien, Alija Izetbegovic. Nous reviendrons demain à 10 heures et nous commencerons les négociations si les Serbes se sont retirés. » Le dirigeant serbe, Radovan Karadzic, s'était contenté d'affirmer qu'il n'y a rien de nouveau.

A la suite de la réunion lundi de l'OTAN à Bruxelles, à l'issue de laquelle le conseil de l'Atlantique nord a approuvé, à l'unanimité, le principe d'« options opérationnelles » en Bosnie-Herzégovine, le secrétaire d'Etat américain avait exprimé sa « satisfaction », déclarant qu'« avec la décision d'aujourd'hui l'Alliance dispose maintenant de tous les moyens nécessaires pour engager une action énergique contre les Serbes s'ils ne mettent pas fin à leur attitude intolérable ». Warren

Christopher avait ajouté que cette unanimité « montre que la communauté internationale n'acceptera pas la poursuite du siège des villes, les bombardements de civils, l'interdiction de l'aide humanitaire à une population dans le besoin ou les promesses vaines ». « Les Serbes sont avertis et le recours aux raids aériens dépend de leurs actes », avait-il précisé.

Enfin, aux Pays-Bas, le gouvernement néerlandais a accueilli avec une « grande satisfaction » la décision de l'OTAN. Celle-ci, selon La Haye, est « opérationnellement prête à défendre réellement les zones musulmanes placées sous la protection de l'ONU ». Les Pays-Bas ont réitéré leur volonté de « participer » à une éventuelle opération aérienne.

France, ait son mot à dire dans l'affaire. Le conseil « se prépare à se réunir à bref délai » si nécessaire : « Une telle réunion pourra se tenir à la demande d'un Etat membre ou du SACEUR (commandant suprême des forces alliées en Europe), ou encore en réponse à une demande des Nations unies. »

Le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, a estimé que cet accord est un « succès historique ». Depuis sa création, en 1949, l'Alliance atlantique n'est jamais intervenue militairement. Selon certains diplomates, si les Serbes ne tenaient pas compte de cette menace, un feu vert pourrait être donné avant la fin de la semaine pour des frappes aériennes « graduées » constituant une « réponse proportionnée » aux attaques serbes contre les forces de protection de l'ONU ou contre les zones de sécurité.

Trois niveaux d'intervention pourraient être dégagés : raids aériens limités à des forces serbes en position offensive, raids sur des centres de commandement, des routes ou des nœuds de communication, enfin attaque globale. Le général français Jean Cot, patron des « casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, et l'amiral

américain Jeremy Boorda, chef du commandement de la région sud de l'OTAN, basé à Naples, devraient travailler de concert pour la mise en œuvre des opérations si un feu vert officiel était donné. L'OTAN dispose actuellement d'une soixantaine d'avions américains, français, britanniques et néerlandais basés en Italie. On estimait toutefois, à Bruxelles, que des premiers indices encourageants étaient apparus avec l'amorce d'un retrait partiel des Serbes des hauteurs de Sarajevo.

Des frappes limitées

« Il est essentiel, précise le communiqué du conseil sans indiquer de délai, que les Serbes de Bosnie lèvent sans retard le siège de Sarajevo, que les hauteurs qui entourent la ville et les voies d'accès soient placées sous le contrôle de la FORPRONU. » Cette référence au contrôle exercé par les « casques bleus » répond au désir de ne pas voir les musulmans occuper immédiatement les collines évacuées par les Serbes, ce qui aurait pour effet de relancer immédiatement les hostilités. Une première difficulté, pourrait apparaître dans la mesure

où les forces de l'ONU ne sont pas en nombre suffisant pour occuper les positions que les Serbes accepteraient d'abandonner. Seule la France, à jusqu'à présent, envoyé des renforts sur place. « Les Etats-Unis ne veulent pas envoyer d'hommes en Bosnie. Il ne sert à rien de vouloir faire de la diplomatie si on ne s'en donne pas les moyens », déplore un diplomate.

Le communiqué du conseil souligne que « les frappes aériennes envisagées sont limitées au soutien de l'aide humanitaire et ne doivent pas être envisagées comme une décision d'intervention militaire ». Autrement dit, commente une source diplomatique, la menace est brandie « en soutien aux négociations de Genève, mais elle ne constitue pas une politique alternative ».

Avec sa prudence de rigueur et son langage diplomatique, l'OTAN vient quand même de prendre un engagement de nature à peser sur les négociations de Genève. En fait, les résolutions adoptées par les Seize sont la copie presque conforme d'un « projet commun » bipartite négocié entre les délégations française et américaine dans la matinée de lundi, avec remonte de texte jusqu'à la Maison Blanche.

Ce projet a ensuite été approuvé par le secrétaire général de l'Alliance, qui l'a présenté sous sa responsabilité aux autres membres. Les Etats-Unis avaient fait ces derniers jours beaucoup de concessions en raison du rejet poli de leur demande initiale par la majorité des membres du conseil. C'est donc une première qui comptera sans doute dans l'histoire de l'Alliance, même si les Serbes finissent et parviennent à gagner du temps en évitant de commettre la faute caractéristique qui leur vaudrait les foudres des alliés.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(1) Il est composé des ambassadeurs des seize pays membres auprès de l'OTAN. Il siège dans la capitale belge.

Chaine humaine pour la paix à Mostar. — Un demi-millier de militants pacifistes ont formé, lundi 9 août, une chaîne humaine à Mostar, capitale de l'Herzégovine, pour protester contre le conflit bosnien, ont rapporté des témoins. Les forces croates ont donc les manifestants du mouvement Mir Sada (la Paix maintenant) à entrer dans la ville, après les avoir relégués la veille. La manifestation s'est déroulée devant la cathédrale, sous la menace de snipers omniprésents. Les journalistes et les « casques bleus » de l'ONU ont pu entrer dans Mostar depuis deux mois. — (Reuters).

Helmut Kohl refuse de financer la reconstruction de la Serbie après la guerre. — La Serbie ne recevra « pas un seul mark allemand » pour sa reconstruction, en raison de son rôle d'« agresseur » dans le conflit yougoslave, a déclaré le chancelier Helmut Kohl, lundi 9 août, dans une interview télévisée. Il affirme en outre que l'Allemagne continuera de « ne pas reconnaître les modifications de frontières obtenues par la force », et exprime son soutien à l'emploi de la force aérienne, avec l'aval de l'ONU, contre des objectifs militaires dans l'ex-Yougoslavie. — (Reuters).

Charles Redman nouveau représentant spécial américain pour l'ex-Yougoslavie. — M. Charles Redman va succéder à M. Reginald Bartholomew au poste de représentant spécial américain pour l'ex-Yougoslavie, a annoncé, lundi 9 août, le département d'Etat. M. Redman était, depuis mars dernier, chargé d'affaires spécial pour Haiti. M. Bartholomew vient pour sa part d'être désigné ambassadeur des Etats-Unis à Rome. Entré au département d'Etat en 1974, Charles Redman a été ambassadeur en Suède de 1989 à 1992. Il était auparavant en poste à Paris, à l'OTAN, à Bruxelles et à Alger. — (AFP).

BELGIQUE : lors de sa prestation de serment

Le roi Albert II a appelé ses sujets à la « concorde » et au « civisme fédéral »

Albert II, successeur de son frère Baudouin I^{er}, a prêté serment, lundi 9 août, devant les parlementaires réunis à Bruxelles. Le nouveau roi a notamment appelé ses sujets à lutter contre les « égoïsmes collectifs » et à favoriser un « civisme fédéral ».

BRUXELLES

de notre correspondant

C'est un roi très ému, presque gauche, tremblant de la tête et des mains, rattrapant à l'extrême un sabre au bord de la chute, qui a prêté serment au Palais des nations, où siègent députés et sénateurs, à deux pas des bureaux du premier ministre. Serment en trois langues, l'allemand ayant été ajouté cette fois, pour tenir compte de la présence d'une minorité germanique de 68 000 personnes à l'est du royaume (le Monde daté 4-5 juillet). C'est également en alternant les trois langues nationales qu'Albert II a prononcé la traditionnelle allocution dans laquelle le nouveau souverain indique les grandes orientations de son action.

« Au lendemain des votes achevés de faire de la Belgique un Etat fédéral, je vous demande de traduire dans les faits les nouvelles institutions, de les faire fonctionner au mieux, dans un esprit de concorde, de bonne volonté, de tolérance et de civisme fédéral », a-t-il dit au Parlement d'une voix devenue ferme. En ce moment où les égoïsmes collectifs prennent un peu partout dans le monde des formes inquiétantes, montrons qu'il est possible de faire vivre ensemble dans un même pays les hommes et les femmes de culture différente qui l'habitent. Puis il a mentionné les « autres défis » que la Belgique doit affronter : « l'emploi et la promotion de nos exportations » — avant d'appeler à « un nouveau consensus économique et social », ainsi qu'à l'« altruisme », citation de Tocqueville à l'appui.

Un incident

Dans sa réposée, Charles-Ferdinand Notomb, président de la Chambre des représentants, rappela quel rôle le roi pouvait jouer grâce à sa « magistrature d'influence ». Il était écouté par Guy Spitaels, chef de l'exécutif wallon, et par Luc Van den Brande, son homologue flamand, assis côte à côte de par le nouvel ordre protocolaire, qui tient compte de la promotion des entités fédérées. L'« influence » du roi continuera à

s'exercer sur le gouvernement fédéral, dans la formation duquel il joue un rôle non négligeable, mais elle risque d'être beaucoup plus réduite sur les « gouvernements » régionaux, surtout s'il y a des surenchères linguistiques.

Jean-Pierre Van Rossum, un député d'Anvers élu sur une liste marginale qui porte son nom, créa un incident en criant : « Vive la République européenne ! » Immédiatement, des « Vive le roi ! » couvrirent sa voix. Frank Swaelen, président flamand du Sénat, exprima son indignation. Lors de la prestation de serment de Baudouin I^{er}, un député communiste de Liège, Julien Lahaut, avait lui aussi crié « Vive la République ! ». Assassiné dans des conditions mystérieuses une semaine plus tard, il est vénéralisé par certains Belges républicains. Il n'y a rien de commun entre cet idéologue sincère et M. Van Rossum, affairiste venu à la politique et assoiffé de publicité, sous des allures d'« onorichiste milliardaire ». Néanmoins, ce pseudo-coup d'éclat jeta un froid.

A la sortie du Parlement, la reine Paola dut rattraper son mari par le bras pour lui rappeler qu'il devait faire un salut militaire. Souriante, très en beauté, elle semble être entrée très facilement dans son nouveau rôle. Le couple royal a parcouru la capitale dans une voiture découverte. Il y avait des nuages et un vent annonciateur de pluie, mais celle-ci eut le bon goût d'attendre la fin des cérémonies pour commencer à tomber.

Sauf aux abords du palais royal, que la famille régnante gagna à pied après avoir serré beaucoup de mains, et au balcon duquel elle se fit ovationner par la foule, l'affluence et l'enthousiasme furent sans doute moins grands que ne l'espérait l'association « contre le séparatisme » qui avait organisé avec succès une manifestation « unitariste » au printemps et qui appelait à « une présence massive sur la trajectoire du cortège ». Ce qui frappait davantage, c'était le maintien des portraits de l'ancien et du nouveau roi sur les vitres, le dédoublement persistant de drapés belges aux fenêtres. Même si l'on fait la part du phénomène d'entraînement, cela donne à réfléchir. Il y a des flammingants et des wallingants, qui, finalement, partagent le même objectif de dislocation du royaume, et qui dessinent une nouvelle ligne de fracture en Belgique : entre ceux qui veulent encore celle-ci pour patrie et ceux qui songent à autre chose.

J. de la G.

Le souverain est-il malade ?

BRUXELLES

de notre correspondant

Albert II est-il malade ? Comme tous les télespectateurs, les journalistes du Soir ont été frappés par la tromblante du roi du nouveau roi quand il prêterait serment à la succession. Etais-ce parce qu'il avait conscience d'être handicapé par la maladie ? Jusqu'à lundi, par exemple, dans leur édition de mardi. Au palais, l'ancien porte-parole de Baudouin I^{er} expliqua ce trébuchement par « un très grand stress ». Cependant, un neurologue connu exprima sa perplexité : « Il y a manifestement un problème. N'importe qui ayant un peu de culture médicale songe aux symptômes de la maladie de Parkinson. » Des familiers du roi, interrogés par la

quotidien francophone, affirmant que la trébuchement constaté publiquement était habituel chez la princesse Albert depuis quelques années. Dans un passé récent, la futur roi paraissait songer à s'effacer au profit de son fils au moment de la succession. Etais-ce parce qu'il avait conscience d'être handicapé par la maladie ? Jusqu'à lundi, par exemple, dans leur édition de mardi. Au palais, l'ancien porte-parole de Baudouin I^{er} expliqua ce trébuchement par « un très grand stress ». Cependant, un neurologue connu exprima sa perplexité : « Il y a manifestement un problème. N'importe qui ayant un peu de culture médicale songe aux symptômes de la maladie de Parkinson. » Des familiers du roi, interrogés par la

Le palais royal, au tout cas, a démenti mardi après la publication de l'article du Soir que le roi souffrait de la maladie de Parkinson.

J. de la G.

GRÈCE : visite controversée de l'ancien roi Constantin. — L'ancien roi Constantin de Grèce, exilé depuis 1967, est arrivé dans son pays avec sa famille, lundi 9 août, pour une visite privée de quelques jours. Le roi n'était pas revenu en Grèce depuis 1981, date à laquelle il était venu enterrer sa mère, la reine Frederika. L'opposition socialiste a qualifié cette visite de « provocation » tandis que le Parti communiste accusait le gouvernement conservateur de « tenter de redonner vie aux fantômes du passé ». Le porte-parole du gouvernement a souligné de son côté que l'ex-roi a conservé un passeport grec et est donc libre de ses mouvements. — (AFP, Reuters, UPI).

IRLANDE DU NORD : le Sinn Féin demande à la police d'autoriser ses dirigeants à être armés. — Le Sinn Féin, considéré comme la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a demandé lundi 9 août à la police l'autorisation d'armer certains de ses dirigeants et de ses élus après le meurtre du fils de l'un d'eux, dimanche à Belfast, par un groupe paramilitaire protestant (le Monde du 10 août). Dans sa demande, le Sinn Féin souligne que la permission de porter des armes a été accordée à plusieurs dirigeants de partis unionistes victimes de menaces de l'IRA. — (AFP).

La situation autour de la capitale bosniaque

Les forces serbes contrôlent toujours le mont Bjelasnica

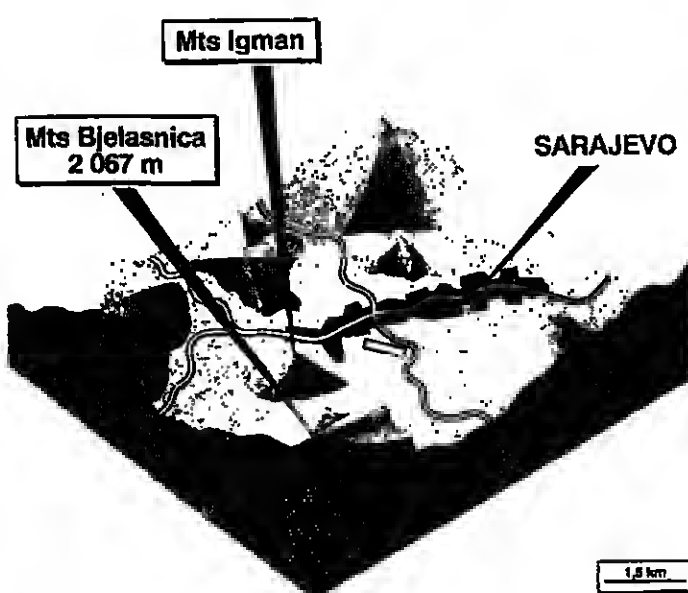
SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Alors que le président Izetbegovic contestait, à Genève, un retrait serbe du mont Bjelasnica (de moindre importance stratégique que l'Igman), de bonnes sources, à Sarajevo, confirmaient mardi 10 août que les annonces d'une amorce de retrait serbe étaient pour le moins prématurées. Selon ces sources, les forces serbes contrôlent toujours le sommet de Bjelasnica. Les « casques bleus » français venus patrouiller dans le cadre d'un accord entre les commandants serbe et bosnien avaient même été « invités » par les Serbes à redescendre.

On était donc loin de l'annonce d'un « succès » — qui aurait été, de toutes façons, très relatif — faite par le porte-parole de la FORPRONU, lundi. Selon lui, les Serbes avaient disparu du sommet de la montagne et, très symboliquement, le drapeau serbe avait été enlevé de la tour de télévision qui surplombe la hauteur. En privé, des responsables de la FORPRONU, à Sarajevo, espéraient que cela suffirait pour décider le président Izetbegovic à reprendre les négociations sur la partition de son pays. En public, le FORPRONU estimait que « si nous continuons les négociations [sur le retrait serbe d'Igman] les frappes aériennes ne seront pas nécessaires ».

Pourtant, les pourparlers militaires de Sarajevo sont dans une impasse, a reconnu le porte-parole de la FORPRONU. Le commandant des forces bosniaques, Rasim Delic, demande toujours que ses troupes puissent occuper à nouveau ces montagnes dominantes Sarajevo et par lesquelles les Bosniaques alimentaient la capitale en armes. Le commandant des forces serbes, le général Ratko Mladic, exige, de son côté, avant de se retirer totalement, que les « casques bleus » contrôlent cette zone et empêchent les forces bosniaques de revenir. A la FORPRONU, on espérait que le président Izetbegovic donnerait l'ordre au général



Delic de signer, mardi, un accord militaire en abandonnant la prétention d'un retour des troupes bosniaques à Igman. D'autant plus que l'opération « Lifeline » (« Secours »), qui vise à ouvrir deux routes depuis la capitale, rencontrait un certain succès : les équipes de reconnaissance des itinéraires avaient pratiquement rempli leur mission, non sans avoir rencontré quelques obstacles, dont des mines, des barrières serbes et une manifestation « spontanée » de femmes serbes.

L'évacuation de la petite Irma

Voulant souligner que, malgré les « bonnes nouvelles » diffusées par la FORPRONU, le siège de Sarajevo était encore loin d'être levé, les médecins de la ville n'en finissaient pas d'alerter la presse sur un cas dramatique mais pas isolé. Irma, une petite fille de cinq ans, blessée le 30 juillet dernier par des éclats de mortier, était en train de

mourir dans un hôpital de la ville, faute de pouvoir être soignée sur place et d'être évacuée par la FORPRONU. Gisant sur son lit, entourée de lapias en peluche et d'une poupée rose, la fillette avait perdu conscience lundi matin. Face à la pression des médias, le gouvernement britannique a finalement envoyé un avion de la Royal Air Force pour évacuer la fillette. Mais il reste encore plusieurs enfants et encore plus d'adultes grièvement blessés en attente d'évacuation depuis des mois.

Les hôpitaux sont toujours à court d'eau et d'électricité, comme le reste de la ville. Le président Izetbegovic, qui avait exigé, pour aller négocier la partition de son pays à Genève, le rétablissement des services essentiels dans Sarajevo et dans les autres villes de Bosnie, pourra donc trouver autant de bonnes raisons pour refuser de reprendre les pourparlers de Genève.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

سكوتس لافون

AFRIQUE

La presse algérienne entre deux cultures

Journalistes arabophones et francophones se disputent les faveurs d'un lectorat pris dans la tourmente politique

ALGER

de notre correspondant

« Si on enlève des journaux ce qui concerne le terrorisme et les querelles politiques, il ne reste plus grand-chose », s'exclame Bachir Rezouk, directeur du quotidien *l'Opinion*, dans un de ces éditoriaux d'autodéfense dont les Algériens sont prodigés. « Qu'est-ce qui se vend dans un journal ? La une et les pages 2 et 3. Pour le reste, allez faire un tour dans n'importe quelle rédaction. Vous trouverez dix à quinze journalistes, qui grâtent leurs dents à trois feuillets par jour, sans bouger de leur bureau », ajoute-t-il, avec un gros soupir.

« A lire la presse quotidienne, on a parfois l'impression que le pays ressemble à Chicago ! On n'y parle que de violences et d'attentats. Et on n'y entend que la voix des gros ponies, s'indigne un jeune Algérois. On dirait que les journalistes ont peur des gens ou qu'ils s'en fichent. Ils ne vont jamais dans les bouillottes et encore moins dans les campagnes. » Ce jugement à l'emporte-pièce, qui fait fi des tensions que l'insécurité impose aux rédactions, n'est pas moins révélateur des faiblesses de la presse nationale.

Privilégiant la politique intérieure et les commentaires, la presse quotidienne regorge d'éditorialisme, de chroniques professorales et de billets d'humeur assassins. Mais le reportage y est rare, le journalisme d'investigation absent. « Manque de moyens » comme on le dit souvent ? Ou « de professionnels » comme on l'affirme aussi ?

Au mois de mai dernier, on dénombrait dix-neuf quotidiens, dont une légère majorité de journaux du secteur privé, à dominante francophone. L'abondance des titres, aussi bien dispersés les talents ? « Les vrais journalistes ne courent pas les rédactions », admet le directeur du quotidien *El Watan*, Omar Belhouche. La jeunesse de la presse privée, née il y a moins de trois ans (le *Monde* du 7 août), et le manque d'expérience de la nouvelle génération de journalistes expliquent largement ces lacunes.

Autre handicap : sur une population qui dépasse les 27 millions d'habitants, le Centre national d'alphabetisation évaluait, en 1989, le nombre des analphabètes à 7,5 millions. Cette estimation, parfois contestée, est aussi difficilement vérifiable que celle qui concerne le lectorat. En l'absence de tout paramètre fiable sur la vente des journaux, le seul outil de mesure se réduit au volume des tirages.

En mai, le tirage des quotidiens frôlait 1,6 million d'exemplaires, au lieu d'un million en 1991 et environ 800 000 en 1988. Celui des hebdomadaires et périodiques dépassait 2,1 millions.

Les séductions de la rumeur, alliées au peu de transparence de certaines institutions, rendent parfois malaisée la recherche des informations. Cela explique bien des déconvenues mais n'empêche pas quelques « miracles ». La publication du « rapport Beloucif », en 1991, dans *El Watan*, contribua à briser la carrière et la réputation du général du même nom. Sans aller jusqu'au scoop, les exemples sont légion de ces révélations, d'un intérêt variable, mais qui n'auraient pas pu être publiées sans l'existence d'une presse indépendante, qui a parfois le bonheur d'être bien introduite.

C'est ainsi qu'a été partiellement découverte, par la grâce du quotidien arabophone *El Djazair El Youm* (1), l'histoire des détenus de la prison militaire de Mers-El-Kébir, près d'Oran, dont certains auraient réussi à s'échapper. Ou que l'on a appris, via le quotidien francophone *le Matin* (2), l'arrestation, au Maroc, d'un des « émirs » des maquis islamistes algériens et de quelques-uns de ses comparses. Le quasi-embargo qui règne, depuis l'instauration de l'état d'urgence, en 1992, sur toute information en rapport avec la situation militaire rend d'autant plus acrobates ces exploits journalistiques.

Rappels à l'ordre

Mais les audaces ont leurs limites. Ceux qui, par la foi des rumeurs, finissent par publier une fausse nouvelle s'en mordent généralement les doigts. De même, parfois, ceux qui en publient une vraie. Six journalistes d'*El Watan* ont ainsi passé une semaine en prison, au mois de janvier dernier, pour avoir annoncé, de manière « prématurée », l'assassinat de six gendarmes, perturbant ainsi « gravement », selon le gouvernement, le travail des enquêteurs.

Depuis le début de 1992, les rappels à l'ordre et les peines d'amende (assez minimes) restent fréquents. « De février à mars-avril 1993, j'ai passé presque toutes mes matinées chez le juge d'instruction », se rappelle Omar Belhouche. Et, depuis le mois de septembre dernier, précise-t-il, *El Watan* s'est vu interdire, à lui seul, « vingt-

trois ou vingt-quatre procès ».

La politique et son cortège de violences ne sont pourtant pas les seuls sujets à faire recette. En brisant, à sa manière, le silence qui pesait sur les tabous sexuels, une partie de la presse privée a réussi, en l'espace de quelques mois, une percée spectaculaire.

Petites annonces et courrier des lecteurs

Les petites annonces et le courrier des lecteurs – rigoureusement interdits à l'époque du parti unique – contribuent largement au succès d'*Horizons* et du *Soir d'Algérie*, quotidiens francophones, de l'hebdomadaire oranais *Détective* ou du magazine algérois *Confidences*, qui se décrit lui-même comme « le journal des sentiments ».

A longueur de colonne se croisent les « Jeune fille de bonne famille, sérieuse, au physique agréable, cherchant homme passionné, logement » et les « Jeune homme, beau et charmant, désirant entrer en contact avec jeune fille sincère,

« Tu vas mourir... »

ALGER

de notre correspondant

« Tu vas mourir, si ce n'est pas aujourd'hui, sois sûr que ce sera demain ! Et ta mort sera inscrite dans les pages glorieuses du mouvement islamique... » Ca t'excite, « signé » du mouvement islamique armé (MIA), est arrivé, fin mai, sur le bureau du rédacteur en chef d'un quotidien francophone algérois. Rien d'exceptionnel. Les menaces de mort, adressées par courrier ou par téléphone, sont devenues monnaie courante à tel point que, souvent, on jette les lettres au panier, reconnaît un journaliste.

Les critères qui font des intellectuels ou des journalistes des « gâchis » potentiels ? Une lettre, adressée, fin juin, à un patron de presse algérois, évoque, de manière sinistre mais éclairante, la personnalité de l'écrivain Tahar Djaout, assassiné un mois plus tôt, et qualifié d'« extrémiste de la francophonie », ennemi acharné de la langue du

belle et religieuse ». Par bataillons serrés, en phrases sibyllines, s'alignent les appels à l'aide, les messages d'apôtre, les billets doux, les demandes de médicaments, les déresses de châtiments anonymes ou de femmes délaissées. Cet immense « filon » populaire, qui trouve son prolongement dans les lettres de lecteurs (auxquelles d'autres lecteurs répondent), dans les récits de faits divers ou les « grandes enquêtes » sur des sujets tabous (la nuit de noces, l'inceste, le suicide, la virginité, l'homosexualité, etc.), a finalement trouvé, dans l'hebdomadaire arabophone *Ech Chourouk*, un de ses meilleurs exploitants.

Le premier numéro d'*Ech Chourouk*, paru au mois de mai 1991, avait été tiré à 40 000 exemplaires. « A l'époque, certains socialistes démocrates nous ont accusés de vouloir faire un journal porno. Les islamistes aussi nous ont décriés », sourit le directeur de l'hebdomadaire, Ali Fodil, ancien journaliste du secteur public. « En fait, personne ne comprenait qu'on pouvait traiter des tabous, tout en restant respectueux de la religion », ajoute-t-il. Surtout, personne ne comprenait à quel point, après trente ans

de chute de plomb, les gens avaient besoin de parler. Aujourd'hui, le courrier des lecteurs « mange » quatre pages entières – occupant cinq journalistes à plein temps, – et *Ech Chourouk*, avec un tirage de quelque 350 000 exemplaires, est devenu, quantitativement, le premier journal du pays.

Beaucoup lu des jeunes et des femmes, *Ech Chourouk* aborde aussi bien les problèmes de l'avortement clandestin que de la sorcellerie, de l'adoption d'enfants, de la prostitution ou des mariages mixtes entre Arabes et Kabyles, par exemple : autant de sujets auxquels, d'habitude, ni la famille ni la société ne répondent. « La règle du silence est brisée, et c'est une chose très positive car elle permet à la fois de banaliser les angoisses et de montrer que des itinéraires pluriels existent », explique la sociologue Nouria Remaoun, universitaire oranaise, qui vient de réaliser une étude sur le comportement des jeunes face à la presse (3). « Cette transgression est possible car assurée par d'autres, en l'occurrence, par le journal, qui veille à présenter ces drames comme des accidents. » Cette libération ambiguë s'illustre, notamment, dans les conseils, en guise de garde-fous, prodigués aux lecteurs, et qui sont le garant de la conservation des valeurs.

« Suicide collectif » ?

Tout en se gardant d'apparaître comme un porte-voix politique – « Nous sommes antipolitiques, c'est ce qui fait notre force », souligne M. Fodil – *Ech Chourouk* n'en oublie pas moins de mettre régulièrement son grain de sel, à forte saveur islamiste, dans les débats qui agitent la société algérienne. « Près de la moitié du journal est consacrée à des articles politiques, religieux ou culturels. La ligne du journal est celle du peuple : contre les laïques et contre les communistes », explique candidement une jeune journaliste. *Ech Chourouk*, qui a inauguré une rubrique « Orient contre Occident », n'est pas, de ce point de vue, une exception, dans le monde de la presse arabophone.

C'est dans le très modéré et sérieux *El Khabar*, un quotidien que nombre d'observateurs estiment « de sensibilité francophone », que l'on a pu lire, récemment, un entretien avec l'écrivain Tahar Djaout, qui, tout en se disant « désolé » de la mort de personnalités

comme Tahar Djaout ou M'Hamed Boukhouza, estime que les « intellectuels démocrates », profondément « coupés du peuple », ont finalement « choisi le suicide collectif ».

Dans son ensemble, la presse arabophone, souvent peu amenée vis-à-vis du pouvoir, ne ménage pas ses attaques à l'encontre du « courant franco-laïco-communiste » et n'hésite pas à fustiger ses confrères de « la presse occidentale ». Dans le quotidien *Es Salam* (secteur public), ceux-ci sont régulièrement accusés de « vouloir dépouiller le peuple algérien de ses valeurs constitutives », au point, ajoute-t-on, « que chacun hésite à parler d'arabité, d'islam ou de patriotisme ».

Le fossé qui se creuse entre la presse de langue arabe et celle de langue française n'est-il qu'artificiel et provisoire, comme d'anciens font mine de le croire ? « L'instrument linguistique sert de "fonds de commerce éditorial" à plusieurs de ces journaux », reconnaît le responsable de publication du quotidien *El Moudjahid*, Mohamed Abderrahmani. « Mais c'est un faux divorce, car les lecteurs sont très souvent bilingues et passent d'un journal à l'autre, limitant aussi bien en arabe qu'en français », affirme-t-il.

Ce lecteur « polygame », s'il existe encore dans de nombreuses villes algériennes, paraît cependant menacé, à terme, de disparition. « 75 % de la population a moins de trente ans : la grande majorité des jeunes, massivement scolarisés en arabe, ne parle plus – ou très mal – le français », soutient Mina Rezouk, directeur du bimensuel *l'Annuaire* *Onthia*. Son magazine (25 000 exemplaires) a sa version arabe et sa version française. « Si un lecteur francophone meurt, il ne sera pas remplacé », estime, de son côté, le directeur d'*El Khabar*, Chérif Rezki. Pour lui, comme pour beaucoup, il n'y a désormais plus l'ombre d'un doute : « L'avenir est à la langue arabe et à la presse de langue arabe ».

CATHERINE SIMON

(1) Suspendu de parution le 2 août, par le ministère de la culture et de la communication, en raison de la publication d'un placard à forte connotation islamiste, portant « atteinte à l'ordre public, à la sécurité publique et aux intérêts supérieurs du pays ».

(2) Absent des kiosques depuis la fin juillet, suite à un différend avec son imprimeur.

(3) A paraître dans la revue trilingue *Nous*, au septembre ou octobre.

TCHAD : le massacre dans le Ouaddaï et les affrontements à N'Djamena

Les sanglants désordres soulignent les carences de l'Etat

Le calme est revenu, lundi 9 août, à N'Djamena, après les affrontements de dimanche qui ont fait 41 morts – dont trois militaires et quatre policiers –, selon les autorités. Des sources hospitalières ont fait état de 66 morts. Un couvre-feu nocturne a été instauré sur l'ensemble du territoire.

Le Tchad n'en aura-t-il jamais fini de compter ses morts ? La semaine dernière, 82 personnes ont été tuées dans un massacre attribué, selon plusieurs sources, à des voleurs de bétail qui opéraient en toute impunité depuis des mois dans le Ouaddaï, au nord-est du pays, en « exportant » leurs butins au Soudan. Voyant les villageois prendre des mesures d'autodéfense, une bande de pillards aurait organisé une expédition punitive dans cette région, à la frontière soudanaise, où l'autorité de l'Etat est pratiquement inexistante.

Quatre jours plus tard, les habitants de la capitale originaires du Ouaddaï protestaient, à N'Djamena, contre l'insécurité dans leur région. Selon des témoins, certains manifestants ont été tirés sur des policiers. Très vite déborder par la foule, les forces de l'ordre – parmi lesquelles ont été comptées les premières victimes –, ont riposté, à l'aide de la Garde républicaine, en tirant à la roquette.

Les affrontements ont duré plusieurs heures. « Ça a été une bouillie », dit l'un de ceux qui ont vu les images diffusées par la télévision nationale. Selon le porte-parole de la Ligue tchadienne des

droits de l'homme (LTDH), des éléments de la Garde républicaine ont arrêté une ambulance et ont « froidement » tué le blessé qu'elle transportait.

L'éthnie zagawa profite de la situation

Ces événements mettant à nouveau en lumière l'absence d'autorité de l'Etat, une constante dans ce pays où les conflits se sont succédés. Aujourd'hui, le Tchad n'est plus en guerre contre un ennemi extérieur ; et aucun des ennemis tchadiens du régime n'est pour l'heure engagé dans des combats contre l'armée nationale. Pour autant, l'Etat est toujours inexistant.

L'éthnie zagawa, dont les combattants ont permis au colonel Idriss Déby d'accéder au pouvoir, est la première à profiter de ce vide. Selon plusieurs sources, les voleurs de bétail du Ouaddaï sont originaires de cette ethnie. De même, la Garde républicaine, accusée de centaines d'exécutions dans le sud du pays, entre janvier et avril derniers, et de certaines des exactions commises dimanche, est composée en grande partie de zagawas. « Tout peut arriver, le chaos, l'Etat d'exception, une explosion sociale... tout », affirme le président de la LTDH, Enoch Djondang, contacté par téléphone, il nous fait une vraie armée, une vraie gendarmerie, qui soient capables de véritables opérations de maintien de l'ordre ».

Depuis près de deux ans, la France est engagée, aux côtés du régime qu'elle a contribué à mettre en place, dans une opération de

restructuration de l'armée consistant à réduire les effectifs militaires de 45 000 à 25 000 hommes. Mais cette opération traîne en longueur. En juin, lors de sa dernière visite à Paris, le président Déby indiquait que « 80 000 hommes ont quitté l'armée ». On est loin des objectifs initiaux. Et les exactions attribuées par la population de N'Djamena aux combattants zagawas continuent.

« Nos vies ne valent rien »

« Nos vies ne valent rien », se désespère M. Djondang, dont le bras-droit a été assassiné l'an dernier. Le président de la LTDH craint pour sa vie, comme tous les militants des droits de l'homme. « Tu de l'extérieur, c'est comme si le malheur de ce pays était programmé », dit-il en regrettant que les questions de fond n'aient pas été abordées au cours de la conférence nationale qui a eu lieu de janvier à avril derniers.

o NIGÉRIA : Interpellation de huit militants pour la démocratie. – Des policiers ont forcé, lundi 9 août, le domicile à Lagos de deux militants des droits de l'homme, Beko Ransome-Kuti et Gani Fawehinmi, tous deux actuellement en prison, et ont interpellé huit personnes, afin de désorganiser la campagne de désobéissance civile prévue pour la fin de la semaine, ont indiqué des opposants au régime militaire. M. Ransome-Kuti est le dirigeant de Campagne pour la démocratie, collectif d'associations de défense des droits de l'homme qui a appelé à trois jours

de protestation à partir de jeudi. – (AFP)

o SÉNÉGAL : visite de Jacques Toubon pour préparer le sommet de la francophonie. – En visite pour deux jours au Sénégal dans le cadre de la préparation du sommet des pays francophones, le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a souhaité, lundi 9 août à Dakar, que la francophonie devienne « un grand projet politique ». Le prochain sommet des pays francophones est prévu en octobre à l'île Maurice. – (AFP)

MARIE-PIERRE SUBTIL

AFRIQUE DU SUD : malgré le déploiement de militaires au cours du week-end

Une cinquantaine de personnes ont été tuées dans les cités noires de Johannesburg

JOHANNESBURG

de notre correspondant

En dépit de l'intervention de soldats en renfort de la police dans les cités noires de l'est de Johannesburg, depuis le 5 août, de nombreux habitants de la violence continuent d'augmenter : 51 personnes ont été tuées au cours du week-end dernier dans cette région où le bilan, pour les dix premiers jours du mois, s'élève déjà à au moins 220 victimes. Ces chiffres contrastent vivement avec les déclarations optimistes des forces de l'ordre sur l'impact bénéfique de leur présence dans cette zone. Quel que soit le calme apparent qui règne maintenant dans les rues de Kaitleng, Tokoz et des autres foyers de violence, les 2 000 policiers et soldats déployés ne suffisent pas à enrayer l'hémorragie.

Bien qu'un sentiment d'urgence traverse la classe politique, deux éléments limitent l'efficacité des décisions. En envoyant d'autorité des renforts dans ces zones, le gouvernement de Klerk a agi de façon unilatérale, aux yeux du Congrès national africain (ANC) et des communautés, si hie que la présence des unités de sécurité est vécue sur le terrain comme celle de forces d'occupation, et non de protection.

D'autre part, l'alternative démocratique des négociations multipartites d'annonce très lente. L'idée de la création d'une force de paix, émise par l'ANC et finalement acceptée par le gouvernement et par le parti zoulou Inkatha, va être soumise aux participants à ces négociations. La création d'une telle force serait partie de la législa-

tion coocernant la création d'un Conseil exécutif de transition, qui devra être ratifié par le Parlement durant la prochaine session de septembre. Mais d'ici là, au rythme auquel tombent les victimes, la situation risque de s'être considérablement dégradée.

Face à la nécessité de trouver d'autres solutions, Tokyo Sexwale, dirigeant de l'ANC pour le Transvaal, a annoncé lundi, lors d'un rassemblement à Daveyton, le début d'une campagne visant à intégrer les policiers noirs au sein de structures de paix locales. Une initiative dont il faut espérer qu'elle ne sera pas une goutte de plus sur une jambe de bois. – (Interim.)

o ANGOLA : la Grande-Bretagne lève l'embargo sur les armes. – La Grande-Bretagne a annoncé, lundi 9 août, la levée de l'embargo sur les armes qui frappait le régime angolais, en estimant que « le gouvernement de l'Angola a un droit légitime à l'autodéfense » dans le conflit qui l'oppose à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). D'autre part, selon la radio nationale angolaise, plus de 150 civils ont été tués dimanche et lundi à Cuito, la garnison du gouvernement assiégée depuis sept mois par l'UNITA. – (AFP, Reuter.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

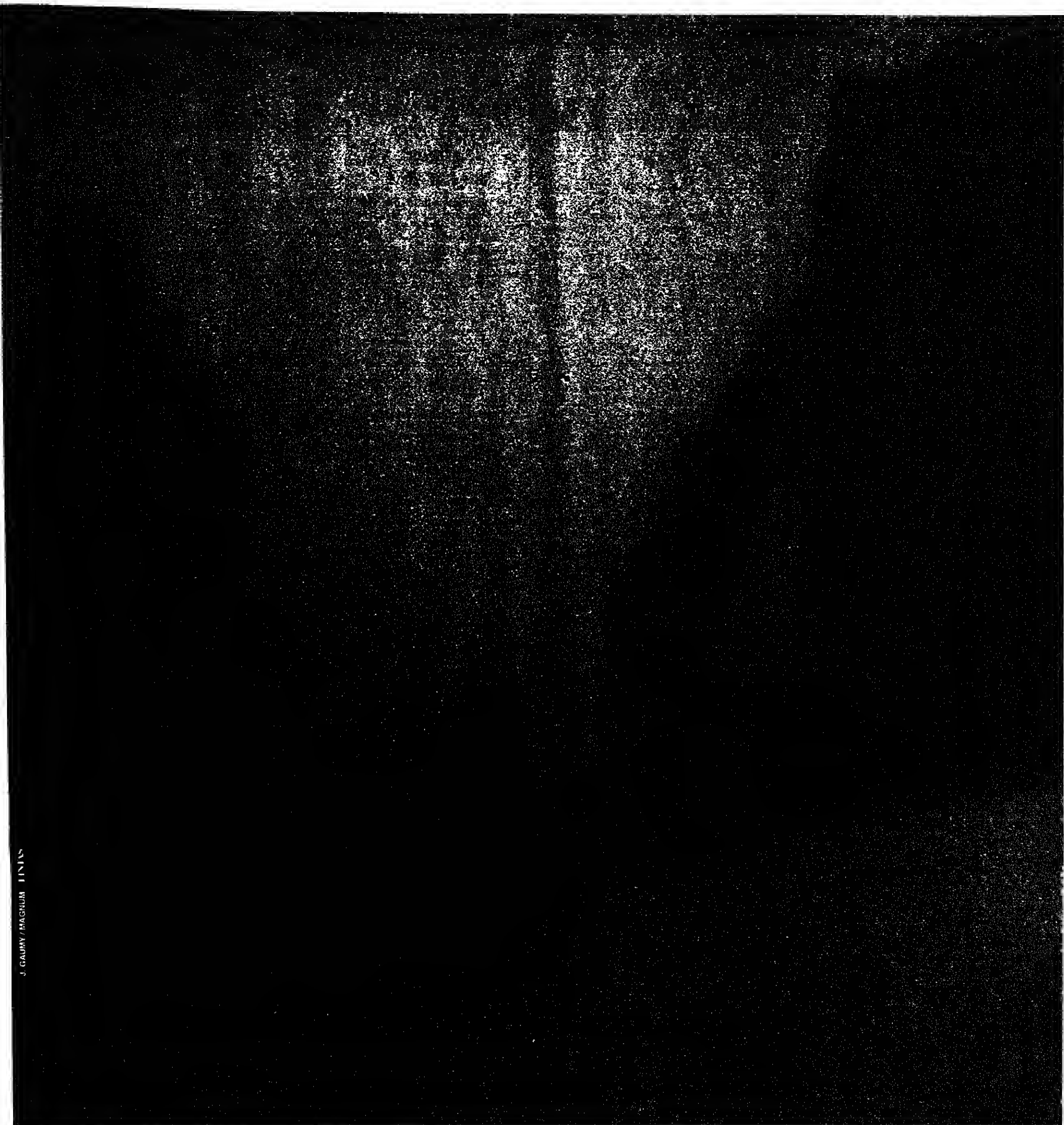
ARTS
Le Monde et SPECTACLES

res

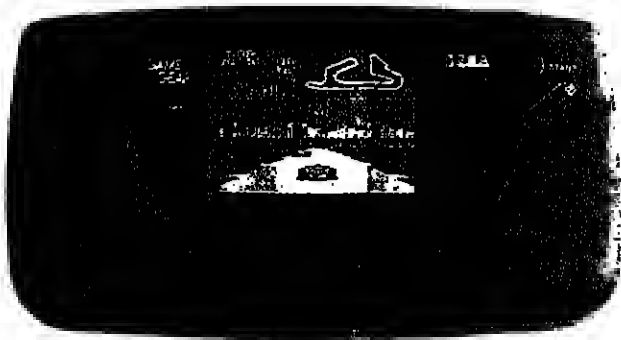
BOURBONNIAIS
L'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-François Legras, a été élu député de la 1^{re} circonscription de la Haute-Loire. Il a obtenu 51,2% des voix. Legras, 52 ans, est marié et a deux enfants. Il a été ministre de l'Intérieur de 1986 à 1991. Il a été élu député de la Haute-Loire en 1991. Il a été réélu député en 1993. Il a été élu député de la Haute-Loire en 1993. Il a été élu député de la Haute-Loire en 1993.

CATHERINE
Catherine Deneuve a été élue députée de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis. Elle a obtenu 51,2% des voix. Deneuve, 52 ans, est mariée et a deux enfants. Elle a été députée de la Seine-Saint-Denis de 1986 à 1991. Elle a été réélue députée en 1993. Elle a été élue députée de la Seine-Saint-Denis en 1993.

104 SU
104 personnes ont été tuées dans un attentat à la bombe à Johannesburg. Les victimes étaient des membres de la communauté noire. L'attentat a été perpétré par des membres du mouvement de libération. Les autorités ont déclaré que l'attentat était une tentative de provoquer une émeute raciale. Les autorités ont déclaré que l'attentat était une tentative de provoquer une émeute raciale.



C'EST SOUVENT SUR LA ROUTE
QU'ON A L'IMPRESSION D'AVOIR OUBLIÉ QUELQUE CHOSE.
C'EST TOUJOURS EN ARRIVANT QU'ON SAIT QUOI.



GAME GEAR, CONSOLE PORTABLE COULEUR.

SEGA

C'EST PLUS FORT QUE TOI.

هڪڙا من لاءِ

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après les bombardements israéliens

Le déploiement de l'armée nationale dans le Sud suscite les craintes de la Syrie

Riz, fleurs, acclamations. Cinq cents soldats libanais ont fait, lundi 9 août, une entrée triomphale dans quatre des sept villages du sud du pays, récemment bombardés par l'armée israélienne. Ils ont pris position dans une zone contrôlée par la Force interarmées des Nations unies au Liban (FINUL) et proche de la « zone de sécurité » créée par les Israéliens dans la région frontalière.

BEYROUTH

de notre envoyé spécial
Réclamée par une population en mal de paix depuis dix-huit ans, et qui voit en elle un facteur de stabilité, l'armée libanaise a bien pris soin de préciser sa mission. Dans un communiqué publié à Beyrouth, le commandement militaire a rappelé, lundi, que le seul but de ce déploiement est d'aider la population du Liban-sud à rester dans ses foyers face aux agressions israéliennes et à éviter tout incident de sécurité dans les villages. Toute information, ajoute le communiqué, selon laquelle le déploiement est dirigé contre la résistance à l'occupation, qui reste un droit naturel des citoyens jusqu'à la fin de l'occupation, est dénuée de tout fondement.

Loin d'être de pure rhétorique, cette précision traduit, en réalité, les réserves de l'armée face à une décision politique, prise « hâtivement », après une semaine de bombardements israéliens qui ont fait cent trente-deux morts et cinq cents blessés, et, outre un exode sans précédent, causé des dégâts matériels considérables. Conscient des risques de tous ordres d'un déploiement dans une région limitrophe de la zone de sécurité, occupée par Israël et sa milice auxiliaire, l'armée du Liban (ALS), une région où la résistance islamique est très présente, le commandement militaire a, en effet, exigé du gouvernement une

définition très précise de sa mission pour éviter des dérapages. L'armée, ont fermement précisé ses chefs, ne sera pas le gardien des « frontières » de la zone d'occupation.

Ce n'est sans doute pas un hasard si aucun des quatre villages où s'est installée l'armée n'est à moins d'une dizaine de kilomètres de la zone de sécurité. Les soldats qui y seront cantonnés n'établiront pas de barrières fixes et se contenteront de patrouiller dans les bourgades pour rassurer la population et intervenir en cas de conflit interne. Présents dans cette zone, les contingents népalais, fidjien et finlandais de la FINUL y continueront leur mission d'observation, les commandements des deux forces restant totalement indépendants.

Des questions sans réponse

L'armée libanaise, qui ne peut s'établir à moins de 500 mètres d'un poste de la FINUL, prévient de ses patrouilles les forces de l'ONU, mais aucune coopération n'est prévue avec celles-ci. Il n'est pas question, par exemple, que les « casques bleus » remettent à l'armée les résistants en armes qu'ils auraient arrêtés, précise-t-on de très bonne source. De même, comme l'a rappelé le ministre de la défense, Mobsen Dalloul, si « là où se trouve l'armée, personne ne peut circuler en armes sous quelque prétexte que ce soit », les militaires libanais n'interviendront pas contre une opération de résistants si ceux-ci ne passent pas juste devant elle en armes. « Nul ne fera la résistance. Elle est libre et nous l'appuyons. C'est un droit », a déclaré M. Dalloul.

Dans l'attente d'un engagement d'Israël à se retirer du Liban sud – préalable que pose le Liban pour désarmer la résistance –, le rôle aujourd'hui dévolu à l'armée est beaucoup plus psychologique que militaire et répond à des considérations de politique intérieure. Président du Parlement et chef du gouvernement chéite Amal, Nabih Berri réclamait ce déploiement de crainte

de voir le Liban sud, majoritairement chiite, tomber entièrement aux mains d'un Hezbollah politiquement victorieux et financièrement puissant. L'intervention de l'armée, dont l'un des rôles sera de prévenir tout éventuel incident entre Amal et le Hezbollah et d'intervenir au cas où il surgirait, joue en faveur du chef d'Amal qui a toujours mis en avant l'importance de la légalité.

Reste que ce déploiement des militaires libanais soulève beaucoup de questions, non résolues à ce jour, dont l'essentiel demeure l'ambiguïté entre le droit réaffirmé de la « résistance » à combattre Israël et la détermination affichée du gouvernement de faire régner la stabilité au sud. Que fera l'armée libanaise en cas d'incursion israélienne au nord de la zone de sécurité ? Ne risque-t-elle pas d'être prise entre le feu israélien et celui de la « résistance » sans avoir les moyens de s'opposer valablement à l'Etat hébreu, ce qui risque de la discréditer aux yeux de la population ? Comment pourra-t-elle concilier le besoin de sécurité des habitants du Liban sud et le droit acquis par le Hezbollah de continuer ses attaques dans la zone de sécurité ?

Toutes ces questions soulevées par le haut commandement militaire de l'annonce du déploiement ont sans doute fait l'objet des entretiens qu'a eus, lundi, à Damas, le premier ministre, Rafic Hariri, avec le président syrien Hafez el-Assad. Bica que favorable dans le principe au déploiement de l'armée au Liban sud – décision qui remonte à 1991 –, la Syrie craint que l'armée libanaise ne soit tombée dans un piège dans lequel sa propre armée déployée au Liban risquerait d'être entraînée si des combats de grande ampleur opposaient l'armée israélienne à l'armée libanaise.

Damas craint aussi que l'armée libanaise ne soit entraînée, y compris par des provocations, dans des querelles internes de nature à remettre en cause l'équilibre libanais. Ces craintes, partagées par le commandement libanais, soucieux aussi de préserver l'unité d'une armée entière reconstituée après la chute du général Michel Aoun, ont joué dans le sens de la réduction d'un déploiement que le gouvernement souhaitait plus ambitieux.

En attendant, l'espoir mis par la population du Sud dans l'armée risque d'être vite déçu. Placée dans une situation des plus délicates, celle-ci devra faire preuve de beaucoup de tact pour concilier les missions officiellement bien définies mais sur lesquelles planent en arrière-plan beaucoup d'ambiguïtés. Dans la mesure où, comme l'affirme un ministre, après le cessez-le-feu décrété par Israël, le Liban sud demeure le seul ring régional où on a le droit de se battre, il était nécessaire d'y ajouter un acteur qui risque d'y perdre sa crédibilité.

FRANÇOISE CHIPAUX

Réunis à Tunis

Dirigeants et représentants de l'OLP tentent de minimiser leurs divergences

Les dirigeants palestiniens s'efforcent de juguler, au siège de l'OLP, à Tunis, la plus grave crise qui les ait opposés, depuis le début du processus de paix, il y a près de deux ans, à la délégation chargée de discuter avec Israël. Ils ont ainsi multiplié les démentis sur l'existence même d'une crise, et notamment sur la possible démission des trois principaux négociateurs – Fayal Hussein, Saeb Erakat et Hanane Achraoui –, qui reprochent à Yasser Arafat et à son entourage la manière trop personnelle dont il oriente, à distance, les pourparlers et sa disposition excessive au compromis.

Si Bassam Abou Charif, proche conseiller du chef de l'OLP, a reconnu l'existence d'un « mouvement d'humour », il a nié que les négociateurs palestiniens aient présenté leur démission. « Il n'existe pas de divergences qui justifient de telles démissions », a déclaré, pour sa part, l'ambassadeur de « l'Etat de Palestine » à Amman, Abdelrahman al-Tayeb, concédant que certains délégués souhaitaient voir leur mission « modifiée ou clarifiée ».

« Divergences radicales »

Le chef de la délégation palestinienne aux discussions bilatérales de paix avec Israël, Haidar Abdel Chafi, qui avait annoncé ses trois démissions, a écarté, lundi, à son arrivée à Tunis où il était appelé en consultation avec six autres délégués des territoires occupés, toute intention réelle de démissionner des trois négociateurs, soulignant qu'il s'agit, d'une « simple offre » sans conséquence. Il a démenti l'existence « de divergences radicales » avec la direction de l'OLP, celle-ci ayant, selon lui, « approuvé les modifications de formulation apportées par la délégation » au document palestinien, remis jeudi dernier à Jérusalem, au secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher.

Reçu, lundi, par le président tunisien, Yasser Arafat a souligné l'importance pour les Palestiniens de la question de Jérusalem qu'il a qualifiée de « point essentiel dans toutes les démarches » pour réaliser la paix avec Israël. « C'est aussi une cause arabe, islamique et chrétienne », a-t-il ajouté, précisant qu'à ce propos il avait évoqué avec M. Ben Ali « l'importance d'une attitude arabe et islamique unifiée » ainsi que « l'intérêt qu'il y a pour tous à en prendre conscience ». – (AFP)

Le Congrès juif mondial demande à Israël de ne pas expulser John Demjanjuk

Le Congrès juif mondial a déposé, lundi 9 août, un appel devant la Cour suprême d'Israël contre l'expulsion de John Demjanjuk, acquitté fin juillet « en bénéfice du doute », cinq ans après avoir été condamné à mort pour crimes contre l'humanité et assimilé à « Ivan le Terrible » du camp d'extermination de Treblinka. Le congrès juif demande un jugement pour son rôle pendant dans le camp de Sobibor (Pologne).

La Cour suprême devait se prononcer mercredi sur les appels du centre Wiesel, du mouvement d'extrême droite Kach et de rescapés de camps nazis. Par ailleurs, le département américain de la justice a fait appel de la décision, prononcée le 3 août par la cour d'appel de Cincinnati d'autoriser le retour de Demjanjuk aux Etats-Unis. Washington estime que cet homme de soixante-treize ans, début de sa nationalité américaine en 1951, ne peut obtenir cette autorisation en raison de son passé nazi. – (AFP, AP)

EGYPTE : assassinat de deux policiers. – Un policier a été assassiné par des inconnus, dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 août, à Assouan, au sud de l'Egypte. L'adjudant Abdel Hamid Gad Elrab a été tué par balles devant sa maison. Un autre policier avait été assassiné, au cours de la journée de lundi, à Quousiya, à 350 kilomètres au sud de la capitale égyptienne. Des islamistes extrémistes sont soupçonnés d'être les auteurs de ces agressions. – (AFP)

ASIE

INDE : nouvelles émeutes

Plus de quatre-vingts morts en trois jours

L'Inde a connu un week-end particulièrement sanglant. An Cachemire, treize personnes ont trouvé la mort, samedi 7 août, et onze dimanche, au cours d'affrontements entre séparatistes musulmans et forces de l'ordre. Selon la police, un ancien garde du corps du chef intégriste alghab Gubbudhin Hekmatyar a été tué. Par ailleurs, 128 musulmans qui tentaient de franchir la frontière pour aller subir un entraînement militaire au Pakistan ont été interceptés.

D'autre part, à Madras, une bombe a explosé au quartier-général régional du RSS – Rashtriya Swayamsevak Sangh (corps national des volontaires), mouvement extrémiste hindouiste interdit en décembre dernier – faisant une dizaine de morts et plusieurs blessés. Le bâtiment a été presque totalement détruit.

Au nord-est du pays, des rebelles séparatistes naga ont tué, entre vendredi et dimanche, environ quarante-cinq membres de l'ethnie kuki dans l'Etat du Manipur. Les assaillants, membres, selon les autorités,

du Conseil national socialiste du Nagaland (NSCN) ont attaqué quatre villages, incendiant les maisons et massacrant les habitants. Les dirigeants kukis ayant promis de se venger, des renforts de police ont été dépêchés sur les lieux. Des affrontements entre les deux ethnies avaient déjà fait une centaine de morts depuis le début de l'année.

A Hyderabad, un député d'opposition de l'Assemblée locale d'Andhra Pradesh a été tué samedi par des inconnus qui ont jeté sur lui trois bombes. P. Siva Reddy, du parti Telegu Desam, qui avait survécu à trois tentatives d'assassinat, avait demandé, la veille, la protection de la police.

Enfin, dans un village proche de Jamshedpur, à 225 kilomètres à l'ouest de Calcutta, une fillette de quatre ans a été sacrifiée à une déesse locale par un propriétaire foncier qui voulait chasser les mauvais esprits. Après avoir été lavée rituellement, elle a été percée de flèches et offerte à la divinité. Le responsable a été arrêté. – (Reuters, UPI, AFP)

Mercenaires islamistes en Afghanistan

Suite de la première page

« Des oulémas nous ont dit que le djihad n'avait pas cessé » malgré le départ des Soviétiques et l'instauration d'un Etat islamique à Kaboul. Un troisième, ancien plombier entré en Afghanistan après la chute du régime communiste, raconte qu'il a « rencontré Hekmatyar à Peshawar. Il nous a dit qu'il fallait lui donner le nom d'Allah pour instaurer un Etat islamique et renverser celui de Kaboul ».

Un quatrième veut, lui, « aller participer au djihad... au Tadjikistan ».

Un jeune volontaire saoudien explique que « le roi Fahd a dit que le djihad était fini en Afghanistan », mais qu'il a préféré suivre « d'autres oulémas et cheikhs saoudiens qui affirment qu'il faut y aller quand même car le régime de Kaboul n'a rien d'islamique ».

C'est par centaines, voire par milliers, que ces « volontaires islamiques » combattent en Afghanistan. Après les avoir laissés des années opérer de Peshawar et franchir la frontière pour lutter contre les Soviétiques, le Pakistan, bien embarrassé, souhaite désormais que décampent ceux qui se livrent à des activités hostiles à des pays tiers. D'autant que les témoignages confirment clairement l'utilisation de son territoire par ceux qu'il a Alger ou au Caïre en qualité de « terroristes ». De passage à Paris il y a quelques jours, son ministre des affaires étrangères, Abdul Sattar, expliquait ce plus vouloir de ces gènes sur son territoire, et que sept cents d'entre eux avaient été pris de faire leur valise (1). Et d'ajouter que des contacts ont eu lieu avec l'Algérie, l'Egypte et la Tunisie, d'où sont originaires la plupart de ces « barbus ». Mais il n'est pas encore question de les expulser.

« Si Hekmatyar prend Kaboul... »

Facile à dire, moins à faire. Sur tout ce qui se souvient des liens étroits tissés entre Hekmatyar et l'ISI (les services spéciaux militaires pakistanais (2)) comme avec les extrémistes pakistanais du parti Jammat ou du qazi Hussain Ahmad. Ce n'est certainement pas sur le ministère des affaires étrangères d'Islamabad que militaires et islamistes comptent pour conduire la politique afghane du Pakistan.

Une situation que regrette le jeune chargé d'affaires afghan à Paris, Daoud Mir, proche du commandant Massoud. Même si son ministre en titre n'est autre qu'un partisan d'Hekmatyar au sein d'un gouvernement imposé, selon lui, par le Pakistan et l'Iran au nom de la solidarité islamique lors de l'accord d'Islamabad, en mars dernier (3). Un « gouvernement », qui, malgré les roquettes, n'a pas réussi à s'installer à Kaboul, fief de Massoud et d'une coalition de partis autour du Jamiat-i-Islami du chef de l'Etat, Burhanuddin Rabbani.

Une situation ubuesque, si elle n'avait coûté, depuis un an et demi, trente mille morts. « Les roquettes ont fait fuir les ambassades étrangères, détruit l'infrastructure de l'Etat et chassé la population, avec la connivence des services pakistanais et iraniens », insiste M. Mir dans un langage peu diplomatique. Selon lui, face à l'intégrisme du Hezb, soutenu à Téhéran comme à Islamabad et dans certains milieux saoudiens, financé

par des capitaux privés arabes, Massoud, ses alliés et les commandants de l'intérieur représentent « le dernier rempart ». « Les intégristes sont à deux doigts d'entrer à Kaboul puis en Asie centrale » avec l'aide de mercenaires arabes fanatisés. « Si Hekmatyar prend Kaboul, tout l'Afghanistan deviendra une base pour les intégristes, risquant de déstabiliser encore plus la région ».

M. Mir regrette la passivité d'un monde occidental « qui ne sait pas faire la différence entre intégristes et musulmans traditionnels. Tous les Afghans, et Massoud, ne sont pas des intégristes » et doivent faire face « depuis un an aux attaques conjuguées des intégristes chiites et des fondamentalistes sunnites ». Il compte surtout sur l'alliance des commandants de l'intérieur, qui devraient choisir un nouveau ministre de la défense pour remplacer Massoud... et préparer l'organisation d'élections.

Il s'inquiète par ailleurs de la dégradation de la situation à la frontière afghano-tadjike. La répression « anti-islamique » du régime communiste de Douchanbe qui a fait fuir quatre-vingt mille Tadjiks vers le nord de l'Afghanistan, les bombardements de cette zone par l'armée russe – dont « certains militaires extrémistes veulent se venger de leur défaite par les moudjahidins » – et la politique pour le moins confuse de Moscou risquent de faire basculer la population et certains commandants locaux du côté du Hezb, qui n'ont pas oublié les dix ans de résistance contre les « Chouravis ».

Car Gubbudhin Hekmatyar, qui ne manque ni d'alliés, ni d'argent, ni de matériel, est prêt à aider la résistance tadjike alors que Massoud, sur la défensive, n'en a pas les moyens et souhaite plutôt une solution politique au conflit. D'où le risque d'un nouveau foyer potentiel d'intégrisme dans cette zone frontalière d'Asie centrale.

PATRICE DE BEER

(1) Il reste toutefois encore 2 400 de ces Arabes à Peshawar.

(2) L'ancien chef de l'ISI, qui fut responsable de la politique afghane du Pakistan, serait toujours très actif pour soutenir le Hezb. Lire les fascicules souvenirs du général Mohammad Youssaf, chef du bureau afghan de l'ISI de 1983 à 1987, The Bear Trap, Afghanistan's Untold Story, écrits avec Mark Adkin, Leo Cooper Ed., Londres 1992. L'auteur raconte en particulier comment, en 1986, des commandos de moudjahidins furent envoyés par l'ISI effectuer des opérations de sabotage au Tadjikistan, alors soviétique.

(3) M. Hekmatyar aurait demandé à la mission afghane aux Nations unies de donner un passeport aux partisans de Cheik Omar impliqués dans l'attentat contre le World Trade Center.

CHINE : détournement d'un avion chinois sur Taïwan. – Un pirate de l'air, qui avait détourné sur Taïpei, mardi 10 août, un avion de ligne chinois, s'est rendu à la police, ont déclaré les autorités de l'aéroport de la capitale taïwanaise. L'homme, qui a déclaré être âgé de trente ans et originaire du nord de la Chine, a été interpellé pour interrogatoire. L'appareil, un Boeing 767 d'Air China, transportait cent cinquante-deux passagers et membres d'équipage. – (AFP)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.8061

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 251.3111

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gomboust
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-3037

PRINTED IN FRANCE
Hébergement sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-65-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - postage) is published daily for \$ 80 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 - 0118.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3730 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 290 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

- 301 MON 01 PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Conseil d'administration :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frapez
directeur de la rédaction
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
Jean-Marie Colombani
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
Jean-Marie Colombani
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Thomas Fournier
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.8061

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

Quatre-vingts millions
trois jours

Accueil confidentiel à Kingston

KINGSTON (JAMAÏQUE)
de notre envoyée spéciale
Ciel gris et vent d'orage suffoquant dans le moiteur tropicale : sous ce temps maussade, l'accueil fut des plus confidentiels pour Jean-Paul II à l'aéroport de Kingston, lundi 9 août après-midi. Le pape a baisé le sol jamaïcain, selon son habitude lorsqu'il visite pour la première fois un pays.

Aux personnalités, dont le gouverneur de l'île, Sir Howard Felix Hamlin Cooke, et le premier ministre, Percival Patterson, venus l'attendre au milieu d'un important dispositif de sécurité, Jean-Paul II a, avant tout, voulu expliquer le but de son voyage. Un voyage dont les deux premières étapes, à la Jamaïque et au Mexique, s'inscrivent « en droite ligne dans la célébration du 500^e anniversaire de l'évangélisation de l'Amérique, fête l'hiver dernier à Saint-Domingue ».

S'adressant à ces descendants d'esclaves africains (près de 90 % de la population) qui peuplèrent jadis l'île, après que les premiers habitants – les Indiens Arawaks – eurent succombé à son siècle et demi de colonisation, le pape a célébré l'arrivée de la Croix sur le Nouveau Continent, tout en regrettant qu'elle ait été aussi accompagnée « d'erreurs et de péchés ». Retrouvant les mots que l'émotion lui avait dictés en février 1992 lors de son voyage à Gorée, l'ancienne plaque tournante du commerce des esclaves au Sénégal, pour « demander pardon au nom de l'Occident », le pape a rappelé le « drame des populations réduites en esclavage ». « L'immensité de leurs souffrances, a-t-il dit, n'est égale qu'à l'immensité du crime commis contre elles : la négation de leur dignité humaine ».

Dans son premier discours, Jean-Paul II, qui a placé ce sixième voyage pastoral sous le signe de la « vie » contre la « culture de la mort », a voulu s'adresser à la Jamaïque actuelle. Un pays de 2,5 millions de habitants, décimé par un déficit public, une dette extérieure de plusieurs milliards de dollars, aux centres urbains surpeuplés et aux campagnes vides, dont

la jeunesse, en quête d'idéal, laisse de construire des statues à Boh Marley, l'ex-roi du reggae, émigre en masse vers les États-Unis.

« L'avenir de votre pays est étroitement lié aux efforts entrepris dans toutes les Caraïbes pour accroître et cimenter l'unité régionale », a-t-il expliqué. Au passage, le pape a rendu hommage au rôle d'une église minoritaire (4,4 % de catholiques), hommage qui devait le conduire peu après à visiter le centre d'accueil pour les déshérités tenu par les sœurs de la Charité de Mère Teresa.

Devoir d'ingérence et Évangile

Le pape avait déjà souligné la nécessité, pour la jeunesse surtout, de se prendre en main, au cours de la conférence de presse qu'il avait tenue à bord de l'avion qui l'emmenait depuis Rome. Évoquant les récentes violences qui ont ensanglanté Denver (Colorado), dernière étape de ce voyage, il avait mis en cause la « civilisation des médias », l'exemple qu'elle fournit et qui contribue à la « dégradation de la jeunesse ». Souriant, détendu, c'est un Jean-Paul II particulièrement en vogue qui avait répondu aux questions.

Les bombes contre « sa » cathédrale, Saint-Jean-de-Latran, l'autre semaine ? « On veut déstabiliser la vie politique et sociale italienne. Pas l'Eglise ». Craint-il un attentat contre sa personne ? « J'en ai déjà eu un et je suis toujours là. On verra ». Rejetant « la responsabilité sur les politiques » de toute éventuelle intervention en Bosnie, il a presque ironisé sur ce « devoir d'ingérence qui est un concept évangélique, mais qui est si souvent interprété de façon pas évangélique du tout ». Enfin, à quelqu'un qui s'inquiétait de sa santé, il a rétorqué : « Je tiens encore sur mes deux jambes et je continue mon chemin, y compris en montagne ! L'espérance, c'est de me tenir en forme pour ne pas créer de problèmes supplémentaires ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

AMÉRIQUES

Le voyage du pape en Amérique

L'enquête sur l'assassinat de l'archevêque de Guadalajara suscite un sérieux malaise au Mexique

MEXICO

de notre correspondant

Jean-Paul II est attendu, mercredi 11 août, à Mérida, capitale de l'État mexicain du Yucatán, où il effectuera une visite de vingt-quatre heures avant de partir pour les États-Unis. Ce voyage survient dans un contexte politique particulièrement délicat, du fait de la controverse suscitée par l'enquête sur l'assassinat, le 24 mai, de l'archevêque de Guadalajara, le cardinal Juan Posadas.

Dans l'espoir de couper court à toute polémique lors du séjour de Jean-Paul II, les responsables de l'enquête ont annoncé, la semaine dernière, que « le dossier était clos » à la suite de l'arrestation des tueurs à gages qui auraient « confondu » le cardinal avec le chef d'un des principaux cartels mexicains de la drogue. La version officielle a été reçue avec scepticisme dans certains secteurs de la hiérarchie catholique et dans la classe politique, y compris au sein de la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), déjà profondément divisé à propos de la politique de réconciliation entre l'Eglise et l'État entreprise par le président Salinas.

Les nombreuses irovraismes de l'enquête sur le meurtre du cardinal, survenu en plein jour à l'aéroport de Guadalajara, ont suscité des interprétations qui révélaient le profond malaise provoqué par cette affaire, quelques mois à peine après le rétablissement des relations diplomatiques entre le

Mexique et le Vatican – interrompues depuis le siècle dernier – et la modification des articles anticléricaux de la Constitution de 1917.

La presse locale, largement contrôlée par le gouvernement, a repris avec prudence les commentaires de certains évêques mettaient en doute la version officielle et exigeait l'arrestation des « vrais auteurs » de l'attentat. C'est le cas de l'ancien porte-parole de la Conférence épiscopale, Mgr Genaro Alamilla, qui participe à l'organisation de manifestations pour protester contre la manipulation de l'enquête.

« Deux Mexique »

Dans une déclaration à l'hebdomadaire indépendant *Proceso*, Mgr Alamilla a indiqué que lui-même et plusieurs autres évêques « n'acceptent pas l'hypothèse que le cardinal ait été victime d'un groupe de mécontents qui cherchent à créer des problèmes à l'approche de la fin du mandat présidentiel ». Cette accusation est reprise par certaines publications catholiques latino-américaines et européennes comme l'hebdomadaire espagnol *Vida Nueva*, dirigé par les jésuites, ou les revues italiennes *Il Sabato* et *Famiglia Cristiana*, qui soupçonnent les « faux-maçons » d'avoir joué un rôle dans cette affaire mais n'apportent aucune preuve.

La revue péruvienne *SELAT* (*Servicios latino-americanos*), axée par des catholiques conservateurs, se veut plus précise : le car-

dinal aurait été victime de la lutte sourde entre le secteur moderniste du PRI, dirigé par M. Salinas, et ses « dinosaures », qui refusent les changements imposés par le chef de l'État, en particulier le rétablissement des relations avec l'Eglise catholique. Selon *SELAT*, l'assassinat du cardinal aurait été organisé par des éléments réactionnaires du PRI pour torpiller l'effluence contre l'Eglise et M. Salinas, afin d'affaiblir la position de ce dernier et l'obliger à tenir compte de leurs exigences dans le choix du candidat officiel à l'élection présidentielle d'août 1994.

De tels soupçons ont conduit quelques évêques à hausser le ton : un document publié le 24 juin par la commission pastorale sociale de la Conférence épiscopale et mettant en cause « un nombre important de fonctionnaires et de militaires dans le trafic de drogue » a provoqué une réaction virulente du ministère de la Défense, qui a exigé « des noms ». Soucieux d'éviter l'affrontement avec les autorités, la hiérarchie catholique a aussitôt évoqué un « malentendu ».

Un homme s'est joué un rôle fondamental pour calmer le jeu : Mgr Girolamo Frigione, le nonce apostolique, arrivé en 1978 (faute de relations diplomatiques avec le Vatican, il était alors « délégué » du pape) et devenu le véritable chef de l'Eglise mexicaine, au grand dam des évêques « progressistes », qui lui reprochent son caractère autoritaire et son appui sans détour au président Salinas. « Le nonce nous n'a dit que, compte tenu

de la situation dans le pays, il n'était pas opportun de rendre publics nos désaccords avec le gouvernement », déplore Mgr Alamilla.

Le torchon brûle entre le nonce, appuyé par les conservateurs de l'Eglise, et une poignée d'évêques qui dénoncent publiquement la corruption, la fraude électorale et la « simulation démocratique » du gouvernement. Dans le discours d'ouverture de la dernière assemblée de l'épiscopat, en avril, le président de la conférence des évêques mexicains, Mgr Adolfo Suárez, avait constaté « l'existence de deux Mexique : l'un, immensément majoritaire, est effrayé et arriéré ; l'autre, minoritaire, est riche, moderne et international ». Il avait estimé que « la politique néolibérale imposée à l'ensemble de l'Amérique latine était responsable de l'aggravation des inégalités sociales ».

Le gouvernement tolère les critiques formulées par certains évêques qui interviennent de plus en plus ouvertement dans la presse, l'interdiction faite aux Eglises de posséder des journaux n'ayant pas été levée. Il reste que le message télévisé, tout à fait isolé au Mexique, prononcé par le président Salinas peu avant l'arrivée du pape et invitant la population de Mérida à « descendre dans la rue avec enthousiasme » pour accueillir « le message de la paix et de la dignité humaine », a dû faire l'effet d'une douche glacée sur les « dinosaures » du PRI.

BERTRAND DE LA GRANGE

DIPLOMATIE

La Cour internationale de justice se préoccupe d'environnement

LA HAYE

de notre correspondant

La Cour internationale de justice (CIJ), à La Haye, se dote d'une Chambre spécialisée dans « les questions d'environnement ». La Cour (1), qui est l'organe judiciaire des Nations unies, tire ainsi le leçon du développement du droit international de l'environnement. L'idée de former une telle Chambre n'est pas nouvelle mais, jusqu'à présent, elle n'avait jamais été concrétisée. Aujourd'hui, la Cour « considère qu'elle devrait être prête à traiter de toute affaire d'environnement relevant de sa juridiction ».

En constituant pour la première fois une Chambre appelée à connaître d'une catégorie déterminée d'affaires, les juges, expliquent-ils au Palais de la paix, ont voulu « rappeler aux États que la Cour pouvait traiter d'autre chose que de différends territoriaux ». Toutefois, la nouvelle Chambre ne sera que ce que les plaignants en feront :

elle ne connaîtra des procédures d'environnement que dans la mesure où les États l'en saisiroient explicitement.

Elle ne devrait toutefois pas examiner les deux affaires (sur un total de onze actuellement pendantes) qui font l'objet d'un recours déposé antérieurement à sa constitution : la remise en état de certaines terres à phosphates exploitées sous administration australienne avant l'indépendance de la République de Nauru, et le conflit entre la Hongrie et la Slovaquie à propos de la construction du barrage de Gabčíkovo (le Monde du 9 avril).

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Sept des quinze juges de la Cour ont été élus membres de cette nouvelle Chambre pour un mandat de six mois à compter du vendredi 6 août : MM. Mohammed Bedjaoui (Algérie), Jens Evensen (Norvège), Ota Horáček (Hongrie), Raymond Karera (Madagascar), Stephen Schwebel (États-Unis), Mohamed Shahabuddeen (Guyane) et Christopher Weeramantry (Sri-Lanka).

Nominations d'ambassadeurs

■ François Nicoulaud en Hongrie

Ancien directeur de cabinet du ministre de la Défense, Pierre Joxe, François Nicoulaud a été nommé ambassadeur en Hongrie.

[Né le 24 juillet 1940, François Nicoulaud (R.N.A., 1973), a été notamment en poste à New York (Nations unies), Santiago du Chili, Berlin et Bombay. Il a été conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur de 1988 à 1991. En février 1991, il était nommé directeur

du cabinet civil et militaire du ministre de la Défense.]

■ Jacques Humann, au Luxembourg

Jacques Humann a été nommé ambassadeur au Luxembourg en remplacement de Gérard Julienne.

[Né le 16 janvier 1930, Jacques Humann (École nationale de la France d'outre-mer), a été notamment en poste à Berlin, Rabat, Vienne, Bangui et Prague (ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire). Il a également occupé différentes fonctions à l'administration centrale.]

A TRAVERS LE MONDE

ARABIE SAOUDITE

Une soixantaine
d'universitaires
interdits de voyage
à l'étranger

Une soixantaine d'universitaires ont été interdits de voyager à l'étranger pour avoir adressé une lettre au roi Fahd demandant la libération de trois responsables d'un comité de défense des droits de l'homme, d'inspiration islamique, a affirmé, dimanche 8 août, l'association Liberty, basée à Londres. Selon celle-ci, le ministre de l'Intérieur, le prince Nayef Ben Abdel Aziz, a exigé que les signataires de cette pétition adressent des « excuses » au souverain wahabite sous 24 heures, les menaçant de « punitions » en cas de refus.

Liberty a, d'autre part, confirmé la démission de trois autres universitaires. Cette association a fait aussi état de l'arrestation, dimanche dernier, d'un avocat, Souleiman Al Rouchoudi, membre fondateur du comité de défense des droits de l'homme et de celles, récentes, notamment à La Mecque, de dix-sept imams et enseignants, ainsi qu'un élève, accusés de distribuer une rumeur publiée à l'étranger, *Al Qibla*, milite pour des réformes politiques. – (AFP.)

■ Ryad décide de signer la convention sur les armes chimiques. – Le gouvernement saoudien a décidé de signer la convention sur l'interdiction des armes chimiques, lors de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, présidée par le roi Fahd, lundi 9 août, à Djeddah. La plupart des pays arabes, en particulier les voisins d'Israël, avaient refusé, au mois de janvier dernier, de signer cette convention par crainte de se retrouver démunis face à l'arme nucléaire que l'État juif est soupçonné de posséder. – (AFP.)

GÉORGIE

Les circonstances
de la mort
du diplomate américain
restent mystérieuses

Les circonstances de la mort du diplomate américain Fred Woodruff, tué par balle près de Tbilissi, dimanche soir 8 août, alors qu'il se trouvait dans une voiture (le Monde du 10 août) restent entourées, mardi, d'une certaine confusion, plusieurs versions circulant à ce sujet.

Salon la New York Times, Fred Woodruff, qui se trouvait temporairement affecté à la section politique de l'ambassade américaine

en Géorgie (il n'en pas chargé d'affaires, comme l'indiquait par erreur une première information), travaillait pour la CIA qui l'avait chargé de la formation des forces de sécurité géorgiennes. Le diplomate, qui était âgé de quarante-cinq ans, se trouvait dans une voiture conduite par le chef de la sécurité présidentielle géorgienne, Gueorgui Gogoladze, lorsqu'il a été atteint par une balle.

Selon les autorités géorgiennes, Fred Woodruff a été tué par une « balle perdue » alors qu'il revenait de la maison de campagne de M. Gogoladze. Un responsable géorgien anonyme, cité par l'AFP, affirme que ce dernier, au volant de la voiture, était en état d'ébriété.

La présidente Chevardnadze s'est déclarée « profondément affectée » par le mort d'un « ami, victime d'un acte irresponsable ». – (AFP, UPI, AP, Inter-Tess.)

MAROC

Le commissaire de police
Mustapha Tabet
a été exécuté

Commissaire principal des renseignements généraux d'Al-Azhar, un quartier de Casablanca, Mustapha Tabet, condamné, le 13 mars dernier, à la peine capitale, après avoir été reconnu coupable de « multiples crimes de violence avec enlèvement, séquestration, torture et actes de barbarie », a été fusillé, lundi 9 août, a annoncé un communiqué du ministère de la justice. Son pourvoi en cassation et son recours en grâce avaient été rejetés.

Le procès du commissaire Tabet, cinquante-quatre ans, avait défrayé la chronique marocaine, en raison, surtout, du nombre important des victimes – plus de cinq cents femmes. Son supérieur hiérarchique, la commissaire divisionnaire Ahmad Duachi, avait été condamné à la prison à vie pour avoir cherché à protéger son subordonné, et deux autres commissaires avaient été condamnés à dix et vingt ans de prison pour le même motif. Ce scandale avait conduit au remplacement, au mois d'avril dernier, du directeur général de la sûreté nationale, le général Aziz El Duazani, par Ahmed Midoui, gouverneur de Tanger. – (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

☐ Vous êtes abonné(e)

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES
Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (vous trouverez ce numéro en haut, et à gauche de la 1^{re} et de votre journal).

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ : _____

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)
du _____ au _____

☐ Transfert sur le 2^e de vacances (France métropolitaine uniquement)
du _____ au _____

Votre adresse de vacances :
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
Code postal _____ Ville _____

☐ Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES
Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	81 F	2 mois (62 n°)	360 F
3 semaines (18 n°)	128 F	3 mois (78 n°)	536 F
1 mois (26 n°)	181 F		

VOTRE ABONNEMENT VACANCES :
DURÉE _____ du _____ au _____

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
Code postal _____ Ville _____

VOTRE ADRESSE HABITUELLE :
ADRESSE _____
Code postal _____ Ville _____

VOTRE RÈGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N° _____
Expire _____

Date et signature obligatoires _____

A envoyer à : LE MONDE, Service abonnements, 301 MON 02, 1, place Hubert-Rouge-Mary, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Le Monde ÉDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة لبنان

MÉDECINE

Dans les centres de protection maternelle et infantile

Le saturnisme affecterait 10 % des enfants à Paris

Le dernier numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* (BEH) de la direction générale de la santé publie les résultats d'une enquête qui conclut que près de 10 % des enfants suivis à Paris dans les centres de protection maternelle et infantile (PMI) présentent une concentration anormalement élevée de plomb dans le sang. Tous les arrondissements de la capitale semblent touchés par ce type d'intoxication. Ce phénomène est, selon les spécialistes, comparable à celui observé dans certaines collectivités urbaines des États-Unis.

Le saturnisme (ou intoxication au plomb) a pu être identifié au dix-neuvième siècle comme l'une des conséquences de l'industrialisation, frappant en particulier les ouvriers de certaines entreprises (imprimerie, céramique, soudure...). Par la suite, on a observé chez des enfants certaines atteintes neurologiques avec retard mental, liées à des seuils de concentration de plomb dans le sang (plombémie) notablement plus faibles que ceux observés chez les adultes. On sait ainsi qu'en deça des manifestations cliniques traditionnelles (anémie, douleurs abdominales, troubles neurologiques), il existe des formes « infra-cliniques » du saturnisme, intoxications modérées responsables de retard de croissance, de troubles du développement, du système nerveux central et corollaire d'échecs et de retards scolaires. On considère actuellement comme toxique une plombémie supérieure à 150 microgrammes par litre.

À la différence des États-Unis, où de vastes études ont été entreprises au début des années 80, on ne dispose pas en France de données nationales. Les services parisiens de PMI ont été les premiers à s'intéresser au dépistage du saturnisme infantile. On croyait, ces dernières années encore, cette pathologie disparue, ou presque, avant qu'on ne découvre dans la capitale, de manière presque accidentelle, une série de cas. « Des enquêtes furent alors réalisées dans les immeubles d'où provenaient ces premiers cas, mettant en évidence le risque d'intoxication à partir de peinture au plomb dégradée, explique le docteur Alain Fontaine (service de santé publique hôpital Robert-Debré, Paris). Ce risque, particulièrement important chez les enfants des milieux défavorisés, est déjà connu aux États-Unis, en Belgique et en Angleterre. On ne peut ignorer cette intoxication, les milliers d'enfants exposés risquent des lésions neurologiques irréversibles » (1).

« Tous les arrondissements sont touchés »

De 1987 à 1990, un dépistage mené dans six arrondissements du nord-est de la capitale a permis d'identifier 1 500 enfants souffrant de concentration toxique en plomb (le *Monde* daté 13-14 mars 1988 et 7 février 1990). Parmi eux, trois cents ont dû être pris en charge en milieu hospitalier. Le travail publié aujourd'hui dans le BEH (2) constitue la suite de cette étude. Il s'agit d'établir le nombre d'intoxications au plomb chez les enfants âgés de un à trois ans, stable dans l'ensemble des centres parisiens de PMI. Un échantillon représentatif de 512 enfants a été constitué. Au terme d'une série de dosages biologiques et d'analyses statistiques, les auteurs de cette étude concluent que parmi ces enfants un dixième souffre d'une concentration sanguine en plomb supérieure à la normale et devrait être médicalement pris en charge (3).

« Tous les arrondissements de la capitale sont touchés, bien que de manière inégale, expliquent les

auteurs. Cela justifie l'expansion du dépistage systématique à tous les centres de PMI. Ces résultats ne peuvent être extrapolés à l'ensemble de la population enfantine parisienne. Des travaux sont en cours en médecine générale pour essayer de chiffrer l'ampleur du problème en dehors de la clientèle des centres de PMI. Le pourcentage que nous avons estimé est presque du même ordre de grandeur que celui observé dans certaines collectivités urbaines des États-Unis. Comme dans ce pays, il semble que l'appartenance d'un groupe socio-économique défavorisé expose plus particulièrement au risque d'intoxication ».

Cette étude ne situe pas avec précision l'origine de cette intoxication. On connaît le danger que constitue le contact quotidien ou presque avec des peintures contenant du plomb. En France, tous les immeubles construits avant 1948 peuvent contenir de telles peintures a priori toxiques. Les recherches menées par le Laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris mettent en évidence une étroite corrélation entre le degré d'intoxication des enfants et le contenu en plomb soluble des peintures et de la poussière domestique. Sans doute faut-il également compter avec les carburants, et peut-être aussi avec certains aliments, les jeunes enfants pouvant plus que les adultes absorber le plomb par voie digestive.

JEAN-YVES NAU

(1) Le saturnisme infantile : un problème d'actualité, du docteur Alain Fontaine, revue *Prescrire* (juin 1993).

(2) Prévalence du saturnisme infantile dans les centres de PMI à Paris. Ce travail a été conduit par des spécialistes de l'hôpital Robert-Debré, de la direction de la PMI de Paris et du Laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris. Il est publié dans le dernier numéro (2-8-93) du BEH de la direction générale de la santé.

(3) Le traitement du saturnisme repose sur l'élimination médicamenteuse « souvent difficile » des stocks de plomb contenus dans l'organisme, ainsi que sur la prévention des réintoxications.

JUSTICE

En provenance du Liban

Une filière d'importation d'héroïne a été démantelée à Marseille et à Paris

Le démantèlement d'une filière d'importation d'héroïne en provenance du Liban a conduit, lundi 9 août, à la mise sous mandat de dépôt de quatre personnes d'origines libanaise, syrienne et française. Six d'entre elles ont été écrouées à Paris, huit autres à Marseille.

Le démantèlement de ce réseau fait suite à l'interpellation, le 4 août, à Créteil (Val-de-Marne), de deux hommes pris en flagrant délit de transaction. Roger Doummar, un épicière de treize-sept ans d'origine syrienne, et Ange Ammar, vingt-cinq ans, de nationalité française, venaient de remettre 500 000 francs à leur fournisseur contre un kilogramme d'héroïne.

Selon les enquêteurs, ils procédaient régulièrement à des achats de drogue libanaise. Plusieurs dizaines de kilos d'héroïne auraient ainsi transité par Paris, avant d'être acheminés à Marseille. Au

cours de diverses perquisitions, les policiers marseillais et parisiens ont également saisi un grand nombre d'armes.

□ Saisies de drogue dans le Var et les Pyrénées-Orientales. — Cinq cent cinquante-neuf kilos de résine de cannabis ont été saisis, vendredi 6 août, par les services des douanes, sur un voilier naviguant au large de Saint-Mandrier (Var). Deux frères, de nationalité française, qui convoquaient le bateau depuis l'Espagne, ont été mis en examen pour « importation de stupéfiants » et écroués à Toulon. De même, dans les Pyrénées-Orientales, sept mille pilules d'ecstasy et deux cent vingt-cinq kilos de résine de cannabis ont été saisis, au cours de deux contrôles effectués par les douaniers, vendredi 6 août, à proximité de la frontière espagnole.

EN BREF

□ Près d'une cinquantaine de Maliens éracés d'un squat à Ivry-sur-Seine. — La direction départementale de la police nationale (DDPN) du Val-de-Marne a procédé, lundi 9 août, à l'évacuation de « près d'une cinquantaine » de personnes, d'origine malienne pour la plupart, qui occupaient illégalement « depuis près de dix ans » un immeuble et un entrepôt, à Ivry-sur-Seine, selon les indications du cabinet du préfet. Les bâtiments, qui appartenaient à une société privée, sont situés 96-100, rue Molière. L'expulsion a été menée en exécution d'une décision de justice. La majorité des résidents ont quitté le squat par leurs propres moyens. Quatre mètres et leurs quatre enfants ont été dirigés vers le service pédiatrique de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, afin d'y être hébergés pour la nuit. En fin de journée, les issues de l'immeuble ont été murées et la grille de l'entrepôt soudée.

□ Le domicile d'un journaliste du Progrès cambriolé. — L'apparte-

ment d'un journaliste du Progrès, Gérard Angel, responsable du service politique de ce quotidien, a été l'objet d'un cambriolage dont la documentation professionnelle — dossiers, documents, notes et disquettes informatiques, ainsi que la mémoire centrale de l'ordinateur — a été la cible principale. À côté du fichier de la lettre confidentielle d'analyse politique qu'édite M. Angel, un grand nombre des documents volés se rapportent à l'effort Noir-Bottom et à ses associés, sur lesquels le journaliste avait écrit plusieurs articles.

□ La tempête tropicale « Bret » a causé plus de 150 morts au Venezuela. — Les pluies torréfiées et les glissements de terrain consécutifs au passage de la tempête tropicale « Bret » sur le littoral vénézuélien, dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 août (le *Monde* du 10 août), ont fait plus de 150 morts, 500 blessés et 11 000 sinistrés dans les quartiers pauvres de Caracas, selon les derniers bilans. Construites à flanc de

Racisme et antisémitisme dans les universités américaines

La réintégration contestée du professeur Jeffries

Les tensions interethniques, entre étudiants comme entre professeurs, ont été relancées par la récente décision d'un juge de Manhattan demandant la réintégration à son poste d'un professeur noir qui avait tenu des propos antisémites. Ce jugement soulève une polémique sur la liberté d'expression sur les campus.

NEW-YORK

correspondance

« Les juifs sont les principaux responsables de la traite des esclaves, car ils en ont été les financiers. Ils sont responsables d'une conspiration planifiée, contrôlée et organisée depuis Hollywood, afin de permettre la destruction des Noirs... » Ces propos, émaillés d'insultes envers différents représentants de la communauté juive, ont été tenus à Albany (capitale de l'État de New-York), en mai 1991, par Leonard Jeffries, directeur du département d'études noires de la City College de l'université de la ville de New-York (CUNY). Ils avaient suscité, à l'époque, un vif débat sur les limites à apporter à la liberté d'expression.

Ce réquisitoire avait renforcé la tentative d'instaurer des speech codes à l'intérieur des universités, c'est-à-dire des règlements interdisant tout vocabulaire discriminatoire envers les minorités dans les discours publics comme dans les conversations privées. En attendant, le professeur Leonard Jeffries avait été démis de ses fonctions de directeur

de département, mais pour des motifs administratifs (des retards injustifiés en cours et dans la remise des notes). Il continuait à appartenir au corps professoral.

Les Blancs, « gens de glace »

Il e donc pu continuer à enseigner à ses étudiants sa théorie selon laquelle les Blancs, « gens de la glace », sont « égoïstes et cruels », car ils appartiennent à un « système historiquement individualiste et égoïste, sans ressources jusqu'à la conquête coloniale et à l'esclavagisme de l'Afrique ». Alors que les Noirs, « peuple du soleil », sont « naturellement généreux et imaginatifs », leur histoire reposant sur une « échelle de valeurs davantage humaniste et spiritualiste ».

Cet enseignement d'études noires à la City College qui avait été créé, en 1971, à la suite des violentes émeutes raciales de 1969, avait permis à la fois la création de départements pluri-ethniques autonomes et une plus grande ouverture de la faculté aux minorités. Aujourd'hui, 5 325 des 15 000 étudiants que compte la City College sont noirs, mais seulement une cinquantaine suivent les cours de Leonard Jeffries.

Si les « fidèles » de Leonard Jeffries au sein de la faculté sont très minoritaires, l'indépendance du département d'études noires reste un symbole pour la communauté noire, et le renvoi de son

directeur avait été ressenti comme un affront direct. Le professeur Jeffries a fait appel dès 1991 de la décision de renvoi, arguant qu'elle avait été provoquée non par des motifs administratifs, mais à cause du contenu de son enseignement et de la publicité faite autour de son discours d'Albany. Les tribunaux lui ont donné raison.

En mai 1993, un premier jugement, confirmé en appel le 4 août par le juge Conboy de la cour fédérale du district de Manhattan, lui a accordé 400 000 dollars de dommages et intérêts pour violation de ses droits constitutionnels et exigé sa réintégration au poste de directeur du département.

Des propos

« haineux et réprouvés »

Tout en reconnaissant, dans les 70 pages d'attendu de son jugement, le caractère « haineux et réprouvé des propos » du professeur Jeffries, le juge Conboy a rappelé que « la liberté d'expression n'interdit pas de punir un professeur qui tiendrait systématiquement des propos racistes, antisémites, sexistes envers ses élèves, ou qui enseignerait des théories fallacieuses et absurdes... ». Il a constaté que les représentants de l'Université n'ont pas eu recours à cette possibilité et s'est étonné de leur présentation « malhonnête et peu courageuse des faits ».

Sur le campus, l'annonce du retour du professeur Jeffries a été accueillie de façon favo-

ble par les étudiants. Mais ce qui importe pour la plupart d'entre eux, quelle que soit leur appartenance ethnique, c'est le respect de la liberté d'expression, « aussi répugnante que puisse être son utilisation », explique un étudiant.

« Un affront aux valeurs de notre société »

« Bien sûr que nous sommes pour la défense de la liberté d'expression, commente Melvin Salberg, le directeur de l'Anti Defamation League, une organisation juive, mais le retour de Jeffries, avec son lot de racismes, est un affront aux valeurs qui sous-tendent la démocratie et le pluralisme de notre société ».

Kathy Connors, journaliste d'Amsterdam News, un hebdomadaire noir de New-York, répond que « si tous les professeurs blancs devaient être renvoyés en raison de propos discriminatoires envers des Noirs, il n'en resterait pas un seul sur le campus ». Car entre la liberté d'expression et la lutte contre le racisme, la frontière n'est pas toujours facile à tracer. Il y a quelques mois, le même juge Conboy avait dû exiger du City College la mention à son poste de Michael Levin que l'université voulait renvoyer. Ce professeur de philosophie, juif et blanc, enseignait que les « Noirs sont moins intelligents que les juifs ».

COLOMBE SCHNECK

Soupçonné d'avoir collaboré à des actions de séparatistes basques

Un Français est recherché pour participation à l'ETA

BAYONNE

de notre correspondant

Les polices espagnole et française sont depuis plusieurs jours sur la piste d'un ressortissant français âgé de trente-deux ans, Daniel Derguy, soupçonné d'avoir participé à des actions de séparatistes basques de l'ETA. Ces recherches font suite à la découverte, le 26 juillet, près de Barcelone, d'un camping-car contenant 41 kilos d'explosifs, ainsi que des détonateurs.

Selon les policiers espagnols, ce véhicule aurait été utilisé lors de plusieurs attentats commis récemment en Espagne et revendiqués par l'ETA. Il aurait été loué à Toulouse, le 17 juillet, par Daniel Derguy, un agent commercial natif de Hasparren (Pyrénées-Atlantiques) et vivant à Bayonne. La famille de ce véhicule aurait permis d'établir qu'il était utilisé par trois per-

sonnes de nationalité française, deux hommes et une femme.

Daniel Derguy avait déjà été interpellé le 5 janvier 1988 à la suite de l'interception près de Saint-Pée-sur-Nivelle, dans le Pays basque français, d'une fourgonnette contenant 1 300 kilos d'explosifs. Il avait été condamné à deux ans de prison pour association de malfaiteurs et remis en liberté en juillet 1989. Daniel Derguy est, pour la police, un proche de José Arregi Erostabar, dit « Filipaldi », arrêté en mars 1992 à Bidart, près de Biarritz, avec d'autres membres de l'état-major de l'ETA. Si tous ces indices se confirment, la police espagnole aurait donc affaire à un nouveau commando composé de Français, comme ce fut le cas dans les années 80.

MICHEL GARICORX

L'affaire du match Valenciennes-OM

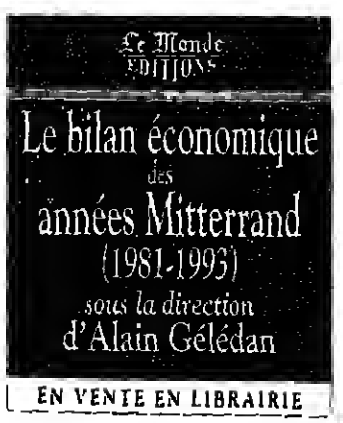
Les empreintes de M. Tapie ne figurent pas sur l'enveloppe et les billets de la corruption présumée

Les empreintes digitales de Bernard Tapie, relevées jeudi 5 août à l'occasion d'une visite du juge valenciennois Bernard Boffy dans les bureaux parisiens du président de l'OM (le *Monde* du 7 août), ne correspondent pas à celles retrouvées sur l'enveloppe et les billets (250 000 francs) de la corruption présumée dans l'affaire du match Valenciennes-OM.

Le magistrat instructeur avait entendu M. Tapie au siège de son groupe en tant que témoin dans l'enquête sur la tentative de subornation de témoins dont Boro Priozzi, l'ancien entraîneur du club de Valenciennes, affirme avoir fait l'objet par l'intermédiaire du restaurateur corse André-Noël Filippeddu.

M. Boffy avait profité de cette visite pour procéder également à diverses vérifications concernant le volet corruption de l'affaire. En l'état actuel des investigations, il semble donc que les différentes empreintes décelées sur l'enveloppe et les billets retrouvés le 24 juin chez la tante du joueur valenciennois Christophe Robert ne correspondent pas à celles des protagonistes de l'affaire.

□ La Ligue nationale de football prépare la première réunion de la commission supérieure juridique et de discipline. — La date de la première réunion de la Commission supérieure juridique et de discipline de la Ligue nationale de football (LNF), chargée de prendre des sanctions sportives contre certains acteurs de l'affaire du match Valenciennes-Marseille, devrait être connue très prochainement. « Les convocations sont prêtes à être adressées aux principaux protagonistes et il ne suffit plus qu'à trouver une date, ce qui n'est pas facile en ce mois d'août », a indiqué, lundi 9 août, le directeur général de la LNF, Jacques Thébault. Comme nous l'indiquions dans le *Monde* du 10 août, il semble toutefois improbable que des sanctions soient prises avant le 30 août, date limite fixée par l'Union européenne pour désigner un éventuel remplaçant à l'Olympique de Marseille en coupe d'Europe.



SOCIÉTÉ

Pluie d'étoiles

Suite de la première page

Les plus petites poussières (inférieures au centième de millimètre), poussées par le « vent solaire », finissent par se perdre dans le galaxie. Les plus gros débris, quand ils rencontrent la Terre, sont à l'origine des météorites. S'ils provoquent parfois d'impressionnantes cratères, ils arrivent le plus souvent au sol sans provoquer de dégâts, sous forme de petite cailloux, après avoir perdu une bonne partie de leur masse par échauffement au contact de l'air.

Le reste est à l'origine des météores ou étoiles filantes. Quand ces objets, dont la taille varie du gros grain de sable au petit galet, abordent les hautes couches de l'atmosphère à la vitesse de plusieurs kilomètres par seconde, le frottement porte leur surface à quelque 2 000 degrés centigrades. Ils se vaporisent généralement à plus de 50 kilomètres d'altitude.

Dans une chaise longue...

Les débris semés par les comètes ont tendance, avec le temps, à s'éparpiller sur toute l'orbite (la trajectoire) décrite par ces astres, petits mais grands voyageurs. Quand la Terre traverse les plus gros de ces « fleuves de poussière », on assiste aux fameuses averse de météores, terreur de nos ancêtres et régal des astronomes amateurs. Cela arrive une douzaine de fois par an. C'est ainsi que les Aquariades, début mai, et les Orionides, en octobre, correspondent à la rencontre avec l'orbite de la comète de Halley. Les Perséides, en août, marquent la rencontre avec la trajectoire de la comète Swift-Tuttle.

Ces noms correspondent au point du ciel dont semblent venir toutes les étoiles filantes de ces averse (constellation de Persée).

pour les Perséides, d'Orion pour les Orionides, etc.). C'est un simple effet d'optique dû au mouvement relatif de la Terre, le même qui donne à l'automobiliste l'impression que les flocons de neige

fait en novembre dernier. Cette conjonction devrait, estiment de nombreux spécialistes, augmenter considérablement la densité des météores.

Certains n'hésitent pas à avancer le chiffre de plus de 100 000 étoiles filantes à l'heure. Un optimisme qui laisse Chantal Levasseur-Regourd dubitative. « Ce n'est que des spéculations », dit-elle. Des études récentes de chercheurs de l'université de Floride ont montré que la répartition des débris



suris d'un point de l'horizon se précipitent sur son pare-brise tout en s'écartant légèrement.

Cette année, les hasards de la mécanique céleste semblent s'être ligués pour offrir un spectacle grandiose. D'une part, les orbites de la Terre et de Swift-Tuttle n'ont jamais été aussi proches (140 000 kilomètres, soit presque rien à l'échelle astronomique). D'autre part, Swift-Tuttle, la comète qui ne nous rend visite que tous les cent treize ans, l'a

dans l'orbite des comètes était beaucoup moins homogène qu'on ne le pensait.

L'observation dépend aussi des conditions météorologiques, et de l'éclat de la Lune, qui risque d'« aveugler » les objets moins brillants qu'elle. En tout état de cause, l'« averse » devrait être plus ou moins visible entre mercredi 11 et samedi 14 août, avec une « pointe » dans la nuit du 11 au 12. Le moment le plus propice à l'observation se situera entre minuit et 4 heures du matin.

Avant d'espérer distinguer le moindre météore, il conviendra de s'éloigner de toute source de lumière parasite (éclairage urbain), de guetter vers le nord-est et d'attendre une bonne vingtaine de minutes, le temps d'habituer les yeux à l'obscurité. « Vous êtes prêts quand vous pouvez identifier la voie lactée », explique M^{me} Levasseur-Regourd. C'est pratiquement impossible en région parisienne.

Une pluie de météores

Ensuite, il suffira d'attendre. Et de ne pas se décourager en cas d'insuccès. « On porte beaucoup d'étoiles filantes en août, parce qu'il fait beau, que les gens sont en vacances et qu'ils ont le temps de les observer. Mais, on peut en voir aussi de jolies en janvier ou en avril », précise un astronome. Raison de plus, peut-être, pour ne pas bouder le rendez-vous de la nuit de mercredi à jeudi. La période s'y prête d'autant plus que tous les amateurs chevronnés sont formels : une pluie de météores ne peut s'admirer qu'en pleine nuit, allongé sur l'herbe ou confortablement installé dans une chaise longue.

Et en cas de malchance, ce sera l'occasion, à défaut de météores, de redécouvrir les étoiles. « Aujourd'hui, tout le monde a entendu parler du Big Bang et a vu des photos du sal de Mars ou de Venus. Mais, si l'on a, avec raison, le même astronomie, le citoyen moyen s'y reconnaît moins que son arrière-grand-père dans la carte du ciel. C'est scandaleux ! »

JEAN-PAUL DUFUR

► L'Association française d'astronomie fournit toutes les indications nécessaires pour une bonne observation sur Minut (3615 BIGBANG), et dans son mensuel *Ciel et espace*. France 2 et France Inter diffusent simultanément vendredi 13 août entre 22 h 15 et 2 h 30 une émission en direct avec des astronomes et des astronomes amateurs intitulée : « La 3^e nuit des étoiles filantes ».

COMMUNICATION

La tournée d'été de la Française des jeux

Les tréteaux du Loto

qui nous a plu, raconte Yves Grasset, directeur du marketing de la Française des jeux, c'est que, parmi la trentaine de projets que nous avons reçus lorsque nous avons choisi d'organiser une tournée, celui-ci ne méritait aucune vedette en avant mais renouait avec le spectacle de rue traditionnel. Or les loto sont nés dans les troupes de théâtre et les bateaux ont toujours organisé des tombolas. Nous retrouvons ainsi nos racines. Redonner, donc, de la présence à un jeu dématérialisé par les enregistrements électroniques, retrouver le sens de la fête, de la liesse, et surtout du rêve... « Chacun comprend ce qu'il veut, et qu'il peut. Nous ne racontons pas une histoire particulière. Nous cherchons simplement à faire naître quelques minutes d'émotions. »

Une diversification des jeux

Donc, pas de tirage spécial ni d'annonces tapageuses. Place, simplement, à l'évasion et aux grands effets. Les deux moteurs en scène, Christian Cottier et Jean-Jacques Blanc, ont beaucoup observé Goudet et Découffé. Comme eux, ils ont su marier les grands mouvements humains et les coups d'éclat de la technologie. La scène, un spectacle à soi seul, est illuminée par des feux d'artifice et des lasers, tandis que se produisent les acteurs venus du cirque, de la danse, de la comédie... ou tout simplement de l'esplanade du Trocadéro. « Cette magie, commente Yves Grasset, correspond à ce qu'est le Loto : un coup de pouce du destin qui peut changer d'un seul coup toutes les données d'une vie. De tous nos produits, le Loto est celui qui s'approche le plus du rêve. »

La création des Nuits fantastiques va donc bien dans le sens de la politique de communication et de marketing lancée à la fin des années 80. Celle-ci s'est fixée deux objectifs : d'une part, faire connaître l'institution qu'est la Française des jeux, en inventant notamment de toutes pièces une « fête de la chance » tous les vendredis 13. Résultat : en six mois, la Française des jeux, qui s'appelait auparavant France Loto, a atteint un taux de notoriété de,

80 %. Mais, d'autre part, il a fallu multiplier les offres : la Loterie nationale, créée en 1933, s'essouffait ; le Loto, créé en 1976, n'aurait visiblement pas le « budget jeu » des Français. Les promesses de gain et les règles pouvaient être diversifiées en fonction des publics : le Millionnaire serait extrême, le Loto sportif viril, le Banco jeune et un rien insolent...

Pour bien marquer ces différences, la Française des jeux a multiplié les sports de public, qui tous jouent sur l'humour et la distance. Elle en produit actuellement une soixantaine par an. « Même si nous confions la réalisation de nos films à des gens de talent, comme Jigot ou Chaillet, nous ne recherchons pas la perfection technique. Nous préférons dix films à 400 000 francs plutôt qu'un film à 4 millions de francs. Parce qu'on se lasse même d'un chef-d'œuvre, mais aussi parce qu'en travaillant vite, les réalisateurs restent plus près de la vie. »

De plus, la part de la communication dite « hors médias » a fait un bond impressionnant : elle était de 5 % il y a quatre ans, elle fait aujourd'hui jeu égal avec la presse et l'affichage. C'est grâce à elle que la Française des jeux s'est rapprochée des trente-six mille

détaillants et des courtiers qui sont ses ambassadeurs. Magazine, réunions, université d'été, congrès, invitation pour des destinations de rêve... Rien n'est trop beau pour les mobiliser, et la Française des jeux y consacre une centaine de millions de francs par an. « Nous nous sommes ouverts », ajoute Yves Grasset, « au moment même où les jeux font appel aux systèmes informatiques et aux satellites, nous devions nous ancrer sur notre terrain. » Les Nuits fantastiques, qui coûtent chaque année une vingtaine de millions de francs, sont la version grand public de ce constat.

Les résultats semblent donner raison à ces orientations stratégiques : en trois ans, le chiffre d'affaires de la Française des jeux a été multiplié par trois. « Et encore, précise Yves Grasset, en l'absence de contraintes législatives, nous nous sommes fixés des règles déontologiques strictes. De toutes façons, nous visons une multitude de petits joueurs plutôt que quelques gros clients. » Reste à savoir, cependant, si cette diffusion des jeux traduit la victoire d'une communication intelligente ou la défaite de nos idéologies...

JEAN-LOUIS ANDRÉ

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 8 août 1993

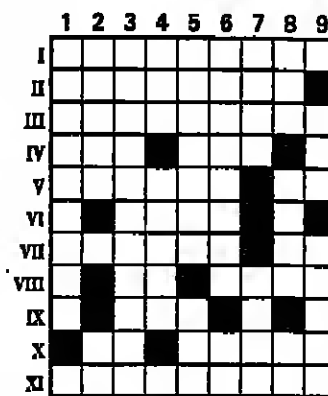
DES DÉCRETS
N° 93-925 du 6 août 1993 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les actions financées par les fonds structurels européens.
N° 93-989 du 6 août 1993 instituant une aide exceptionnelle aux entreprises éditrices de publications de presse nationales et locales d'information politique et générale.

Est publié au Journal officiel du mardi 10 août 1993

UN DÉCRET
N° 93-990 du 3 août 1993 relatif aux procédures de passation des marchés et marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6102



VERTICALEMENT

- Grosset à vue d'œil.
- Peut donc servir de canon. Participe.
- Manque de stabilité.
- Brama. Bordures de routes.
- Pout se dire d'une règle de fer. D'un auxiliaire.
- Lac. Partie de la Beauce.
- Cœur de mère. Mot d'enfant.
- Service à l'ancienne. On peut le rendre après l'avoir encaissé. Symbole.
- Nous fait dresser les cheveux sur la tête. Colle assez forte.

Solution du problème n° 6101

Horizontalement

HORIZONTALEMENT

- Activité d'un port.
- Comme des personnes inévitables.
- N'offre pas de choix.
- Grie. Poudre.
- Résultat d'une division britannique. Démonstratif.
- Groupe d'actions.
- Sa dit d'une voix pas très nette. Cité.
- S'emploie en famille. Œuvre de génie.
- Bien « asé ».
- Contient de nombreuses bulles. Fermeture de sécurité.
- Doivent avoir le sens de l'observation.

- Torturant.
- RR. Anenea.
- Aïe ! Im. If.
- Ignorant.
- Tic. Agira.
- Enlaid. EG.
- Maud.
- Elm. Elne.
- Nial. II.
- T. T. T. Anana.
- Escargot.

Verticalement

- Traitement.
- Originalité.
- Enclume.
- Ta. Id. Lac.
- Unires. Ra.
- Ramage (cf. « ramager »).
- Lotr.
- En. Ni. Si. Ag.
- B. Nefre. Tino.
- TSF. Agnelet.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

Bertrand et Frédérique FRAGONARD, Justine, Alice, David, ont la joie d'annoncer la naissance de

Pauline,

le 7 août 1993, à Paris.

Décès

Le commissaire général de l'air et M^{me} Claude Arin, ont la tristesse de faire part du décès de leur sœur et belle-sœur,

Colette ARIN, conseiller honoraire à la cour d'appel de Rennes,

survenu le 5 août 1993.

Les obsèques ont eu lieu le 10 août.

71, rue Jean-Jaurès, 92170 Vanves.

Le docteur Charles Eyries Et les membres du conseil d'administration de l'Institut Arthur-Vernes ont la douleur de faire part du décès de leur président,

M. Gilbert BEAUJOLIN,

survenu le 6 août 1993.

M. Hugh-Joël Bessis a la douleur de faire part du décès de son frère,

Ronald BESSIS,

survenu le 3 août 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière du Montparnasse.

13, rue Guenbourg, 75015 Paris.

Sonia Rykiel, Jacques Merle, Jeanne et Jacques Stanlow, Françoise et André Zonabend, Danièle Fils, Muriel et Philippe Trèves, ses enfants,

Nathalie et Simon Burstein, Jean-Philippe Rykiel, Patricia et Eric Darmon, Frédéric et Isabelle Stanlow, Mathieu et Agnès Zonabend, Rachel et Jonathan Trèves, ses petits-enfants,

Tatiana et Loïa, Mathias et Jérémie, ses arrière-petits-enfants,

La famille Granat, Testor, Bialeko, Blanc et Avrane, ont l'immense douleur de faire part de la mort, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

Alfred FLIS,

leur père, grand-père, arrière-grand-père et oncle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux, le jeudi 12 août 1993, à 14 h 30.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F

Abonnés et actionnaires 90 F

Communications diverses 105 F

Thèses étudiants 60 F

Anniversaires

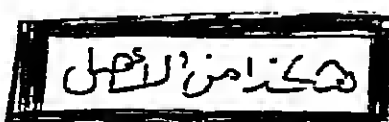
Il y a deux ans, le 10 août 1991, notre amie, notre sœur,

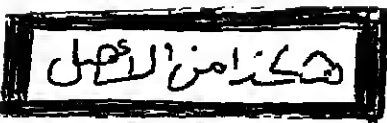
Henriette TAVIANI,

nous quitte.

Il y a des âmes à travers lesquels Dieu nous a aimés.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.





CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er} - **ESSAIS NUCLÉAIRES** : Londres et Moscou décident la suspension de leurs essais nucléaires. Les États-Unis prolongent leur moratoire (2, 3, 6).

2 - **ABKHAZIE-GEORGIE** : les séparatistes abkhazes, soutenus par la Russie et la Confédération des peuples du Caucase du Nord, lancent une offensive contre les positions géorgiennes à Soukhoumi et à Ochamchira. Le 6, le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, décrète la loi martiale. Le 28, un cessez-le-feu est conclu (4-5, 6, 8, 10, 11-12, 13, 14, 16, 22, 27, 29).

7-9 - **G7** : lors de leur sommet annuel, les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés réunis à Tokyo concluent un préaccord commercial sur « l'accès aux marchés » qui permet la reprise des négociations du GATT à Genève le 12 (2, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11-12, 13).

3 - **HAÏTI** : le général Raoul Cédras, auteur du coup d'Etat de septembre 1991, et le président légitime élu, Jean-Bertrand Aristide, contraint à l'exil, concluent à New-York, sous l'égide de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains, un accord qui prévoit le rétablissement par étapes de la démocratie et fixe le retour du Père Aristide en Haïti au 30 octobre (2, 3, 4-5, 6, 11-12, 18-19, 29).

3 - **AFRIQUE DU SUD** : de sanglants affrontements éclatent entre les partisans du Congrès national africain (ANC) et ceux de l'Inkhata dans les cités noires de Kaitshong et de Thokoza, près de Johannesburg ; on dénombre plus de 90 morts en cinq jours. La date des premières élections multiraciales a été fixée au 27 avril 1994 (4-5, 8, 9, 11-12, 15, 16, 18-19).

5 - **CARMEL D'AUSCHWITZ** : appliquant la décision du Vatican du 13 avril, le carmel d'Auschwitz ferme définitivement (8, 10).

7 - **LETTONIE** : l'économiste Guntis Urtanis est élu à la présidence (9).

10 - **ALGERIE** : confrontation à la recrudescence des violences

(15 civils tués dans des attentats attribués aux intégristes depuis le début du mois). L'armée durcit ses positions en remplaçant le général Khaled Nezzar à la tête du ministère de la défense par le général Lamine Zéroual (13, 16).

12 - **RUSSIE** : la conférence constitutionnelle ratifie le projet de Loi fondamentale qui remplace la Constitution (13, 14).

12 - **SOMALIE** : les forces de l'ONU à Mogadiscio lancent un raid contre les partisans du général Mohamed Farah Aidid, provoquant la mort de près de 70 personnes. Quatre journalistes étrangers sont lapidés (4-5, 6, 13 au 17, 18-19, 21 au 23).

13 - **ESPAGNE** : le sixième gouvernement formé par Felipe Gonzalez est dominé par les « rénovateurs » du Parti socialiste (12, 13, 15).

13 - **TADJIKISTAN** : l'attaque lancée par des rebelles tadjiks réfugiés en Afghanistan provoque la mort de 25 gardes-frontières russes et de 200 autres personnes (16, 17, 18-19, 21, 22, 25-26, 28, 29).

14 - **ETATS-UNIS** : Bill Clinton abandonne définitivement le programme d'initiative de défense stratégique (IDS) dite « guerre des étoiles », lancé en mars 1983 par Ronald Reagan (17).

14 - **BELGIQUE** : le Parlement adopte les accords dits « de la Saint-Michel » qui transfèrent la Belgique unitaire en un Etat fédéral aux pouvoirs décentralisés (16, 18-19, 23).

16 - **3^e SOMMET IBERO-AMÉRICAIN** : les 21 chefs d'Etat et de gouvernement clôturent le sommet ouvert par le président brésilien Itamar Franco et le roi d'Espagne Juan Carlos, en demandant unanimement la levée de l'embargo mis en place depuis trente ans contre Cuba (17, 18-19).

18 - **JAPON** : plusieurs partis affrontent le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir depuis 1955, lors des élections législatives, provoquées par la motion de censure du 18 juin. Le PLD, avec 223 sièges sur 511, perd la majorité absolue, ce

Juillet 1993 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

qui annonce une recomposition politique et ouvre la voie à la formation d'un gouvernement de coalition. Tirant les conséquences de sa défaite, le premier ministre Kiichi Miyazawa présente sa démission. Le 22 (16, 17, 20, 21, 23, 29, 30).

16-17 - **ESTONIE** : le référendum sur « l'autonomie nationale territoriale » organisé dans les villes à majorité russe de Narva et Sillame donne la victoire aux partisans de l'autonomie (20, 21).

20 - **ITALIE** : mis en cause dans le cadre de l'enquête « Mains propres », Gabriele Cagliari, l'ex-patron de IENI, société des hydrocarbures d'Etat, incarcéré depuis 133 jours, se donne la mort en prison à Milan. Sur le point d'être arrêté, l'ancien président de Ferruzzi-Montedison, Raul Gardini, se suicide le 23 (22 au 24, 25-26, 29).

21 - **OCDE** : le rapport de l'OCDE « Perspectives de l'emploi » établit qu'il y aura 36 millions de chômeurs dans l'ensemble de la zone, en 1994, contre 32,5 millions en 1992 (22).

21 - **EGYPTE** : le Parlement désigne le chef de l'Etat Hosni Moubarak comme seul postulant à sa propre succession (10, 23).

23 - **GRANDE-BRETAGNE** : après l'approbation par la Chambre des lords, le 20, du traité de Maastricht, John Major obtient la confiance des députés contre les « eurosceptiques » (16, 21 au 24, 25-26).

23 - **AZERBAÏDJAN** : les Arméniens poursuivent leur offensive dans le Haut-Karabakh, et prennent la ville d'Agdam aux forces azerbaïdjaïses (1, 4, 6, 7, 12, 13, 26, 28, 29).

25 - **LIBÉRIA** : l'accord de Cotonou conclu à Genève entre les différentes factions sous l'égide de l'ONU met fin à trois ans et demi de guerre civile (20, 24, 27).

25 - **PROCHE-ORIENT** : en guise de représailles après la mort de sept soldats israéliens depuis le 6, Israël déclenche une offensive aérienne contre les villages chiites du sud du Liban et dans l'ouest de la Bekaa, visant les positions du

Hezbollah pro-iranien. Cette offensive militaire, la plus meurtrière depuis 1982, entraîne un exode massif de la population vers Beyrouth. Le Hezbollah riposte par des tirs de roquettes sur le nord d'Israël (27 au 30).

25 - **AFRIQUE DU SUD** : le massacre, par un commando de 5 Noirs, de 11 Blancs dans une église anglicane du Cap entraîne les pourparlers sur l'avenir constitutionnel. Une douzième victime décède plus tard. Il y a eu 52 blessés (27, 28).

23-24 - **RUSSIE** : le retrait de la circulation des roubles émis avant 1993 décidé par la Banque centrale de Russie pour « éponger » la masse monétaire déclenche les protestations de la population et une crise politique (27 au 29).

26 - **CUBA** : lors de son discours pour le quarantième anniver-

saire de la révolution, Fidel Castro annonce une ouverture économique en autorisant les Cubains à posséder des « devises convertibles », dont le dollar (29).

27 - **ITALIE** : trois attentats à la voiture piégée revendiqués par une « phalange armée », un à Milaa et deux à Rome, causent la mort de cinq personnes et en blessent une vingtaine. La basilique Saint-Jean-de-Latran de Rome est gravement endommagée (29, 30).

29 - **JOHN DEMJANJUK**, soupçonné d'être le « bourreau de Treblinka », pour ses activités supposées dans le camp d'extermination de 1942 à 1943, condamné à la pendaison en 1988 pour « crime contre l'humanité, crime contre le peuple juif et crime de guerre », est acquitté au bénéfice du doute par la Cour suprême d'Israël (30).

Bosnie : le projet de confédération

Le 1^{er}, Vuk Draskovic, chef de l'opposition serbe au régime de Slobodan Milosevic, arrêté dans la nuit du 1^{er} au 2 juin, commence une grève de la faim. Après la visite de Danielle Mitterrand, le 5, en tant que présidente de la fondation Franca-Libérés, et sous les pressions internationales, Slobodan Milosevic fait libérer, la 9, les époux Draskovic, qui arrivent à Paris la 21 pour subir des examens médicaux.

Le 8, réunis à Tokyo, les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 n'excluent pas des « mesures plus fortes » si les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux zones de sécurité ne sont pas appliquées.

Le 11, la présidence collégiale bosniaque, dirigée par Alija Izetbegovic, opposée au projet serbo-croate d'une confédération

composée de trois Républiques (serbe, musulmane et serbe), propose aux négociateurs internationaux, David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU), de transformer la Bosnie-Herzégovine en fédération sans partage ethnique.

Le 12, le général Philippe Morillon quitte Sarajevo : il est remplacé, à la tête des « casques bleus » de Bosnie, par le général belge Francis Biquemont.

Le 16, les Serbes et les Croates concluent un accord sur la réouverture du pont de Maslenica, ce qui permet de rétablir la circulation entre le nord et le sud de la Croatie, de rouvrir l'aéroport de Zadar-Zemunik et d'accéder à la Dalmatie dès le 18.

Le 17, à Genève, en présence des médiateurs David Owen et Thorvald Stoltenberg, le président

serbe Slobodan Milosevic et son homologue croate Franjo Tudjman se prononcent pour « la création de trois Républiques dans le cadre d'une confédération ».

Le 22, la mission « Disciplined Guard » de l'OTAN débute avec le déploiement en Bosnie de soixante avions d'attaque sous le contrôle de l'ONU.

Le 27, pour la première fois depuis trois mois, les dirigeants des trois communautés (serbe, croate et musulmane) de Bosnie-Herzégovine discutent à la même table du plan de division de leur Etat, au premier jour d'une nouvelle session de la conférence de paix de Genève, qui avait été interrompue la 23 à cause de la poursuite des bombardements serbes sur Sarajevo (3, 4-5, 6 au 10, 11-12, 13 au 17, 18-19, 20 au 24, 25-26, 27 au 29).

FRANCE

2-4 - **PS** : les « états généraux » des socialistes, à Châssieu, près de Lyon, permettent à Michel Rocard, président de la direction nationale du PS, de renforcer son autorité sur le parti en lui garantissant, ainsi qu'à ses alliés ex-jospinistes, la majorité au sein du futur conseil national du parti (2, 3, 4-5, 6 au 8, 9).

4 - **Essais nucléaires** : la France prolonge le moratoire annoncé le 8 avril 1992 pour un an. Le 14, François Mitterrand se déclare partisan d'un arrêt des essais nucléaires (6, 7, 14, 16).

7 - **Projet de loi sur la maîtrise de l'immigration** : le Sénat supprime l'amendement Marescaud sur le contrôle des titres de séjour des étrangers. La version adoptée, sur proposition de Paul Masson (RPR) exclut toute référence à la « présomption » de la qualité d'étranger. Le Sénat, approuvé par l'Assemblée, adopte, le 9, en première lecture, par 230 voix (RPR et UDF) contre 89 (PS et PC), le projet de loi sur la maîtrise de l'immigration et les conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France, en le durcissant en matière d'interdiction de séjour, d'expulsion et de regroupement familial et en assouplissant le domaine de l'aide sociale (2, 4-5, 8 au 10, 11-12, 13).

10 - **Le projet de loi sur les contrôles d'identité** présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, est définitivement voté par le Parlement. Le 12, les groupes socialistes et communistes de l'Assemblée nationale déposent un recours devant le Conseil constitutionnel (13, 14).

8 - **Loi Falloux** : Valéry Giscard d'Estaing, d'un point de vue paru dans le Monde, estime que la décision du président de la République de ne pas inscrire la révision de la loi Falloux concernant l'aide des collectivités locales à l'enseignement privé, à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement, constitue un glissement constitutionnel (8 au 10, 11-12, 13, 16, 17, 20).

8 - **URIS-SAGES-BLE** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes renvoie devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc 18 des 21 inculpés dans l'affaire du financement occulte du PS et du PC dans la Sarthe, dont Henri Emmanuelli, ancien président de l'Assemblée nationale et ancien trésorier du PS. Ce dernier rend publique, le 11, sa décision de se démettre de son mandat de député des Landes (9, 10, 13, 24).

8 - **Privatisations** : la motion de censure déposée le 30 juin par les députés de l'opposition, en réponse à

l'engagement de responsabilité du gouvernement (article 49-3) par M. Balladur n'ayant pas été adoptée le 5, l'Assemblée nationale vote définitivement, par 483 voix contre 90, le projet de loi de privatisation, après être parvenue à un accord avec le Sénat en commission mixte paritaire (7, 10).

8 - **Franc** : l'aggravation de la récession (confirmée par la annonce de la révision des prévisions de l'INSEE dans sa note de conjoncture pour 1993 qui prévoit 400 000 chômeurs supplémentaires à la fin de l'année) et une révision des pronostics sur la crise de l'économie allemande entraînent des attaques spéculatives contre le franc. Le 23, Edouard Balladur, qui effectue un voyage au Maroc, décide que « le franc ne sera pas dévalué » (10, 11-12, 14 au 16, 18-19, 22 au 24, 25-26).

10 - **Emprunt Balladur** : l'emprunt d'Etat 6 % 1993 lancé le 25 juin a rapporté quelque 110 milliards de francs (au lieu des 40 fixés). Près de 1,4 million de particuliers y ont souscrit pour un montant moyen de 72 000 francs chacun. Le 28, le surplus des 70 milliards est réparti : 35 sont notamment affectés aux entreprises et aux collectivités territoriales (11-12, 14, 23, 25-26).

13 - **Sang contaminé** : la 13^e

chambre de la cour de Paris confirme pour l'essentiel les condamnations prononcées par la 16^e chambre du tribunal correctionnel, le 23 octobre 1992. Le docteur Michel Garreta, condamné à quatre ans de prison ferme, est maintenu en détention et le docteur Jean-Pierre Alain, condamné à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, est arrêté à l'audience. Tous deux sont reconnus coupables de « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit ». Le professeur Jacques Roux voit sa peine ramenée de quatre ans d'emprisonnement avec sursis à trois ans, pour « non-assistance à personne en danger ». Le professeur Robert Netter, relaxé par le tribunal est condamné à un an de prison avec sursis (15, 21).

13 - **La session extraordinaire du Parlement**, ouverte le 1^{er}, s'achève avec l'adoption définitive de huit textes, dont la réforme de la procédure pénale, la réforme du statut de la Banque de France, la convention Etat-Banque de France, le projet de loi sur la maîtrise de l'immigration et les conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France, le projet de loi sur les pensions et retraites et la protection sociale, et le projet de loi relatif à l'emploi et l'apprentissage (15, 17, 20, 23).

14 - **François Mitterrand**, lors de son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet en direct de l'Elysée, commente : « Il n'est pas seulement que les intérêts de la France sont gravement compromis, je le dirais ». Au chapitre des privatisations, citant la SNECMA, l'Aérospatiale, Elf et Air France, il recommande des « précautions particulières » pour les entreprises qui « touchent à la défense de la France, à la recherche, au cœur même de ce qui fait notre capacité, notre force, notre sécurité, notre intelligence ». Il souhaite voir discuter la deuxième partie de la réforme constitutionnelle portant notamment sur l'accroissement des pouvoirs du Parlement (16).

16 - **Presse** : la prise de contrôle du groupe Hérault des Dernières Nouvelles d'Alsace par le rachat à Hachette-Filipacchi de 51 % du capital du quotidien alsacien relance le débat sur les concentrations dans la presse (18-19, 20 au 24).

16-17 - **Rafle du Vel d'hiv** : la France commémore officiellement, pour la première fois, les « persécutions racistes et antisémites commises sous la responsabilité du gouvernement de Vichy » en application du décret du président de la République instituant le 16 juillet journée nationale, en bonnages aux 12 884 juifs parqués les 16 et 17 juillet 1942 sur les lieux de l'ancien Vélodrome d'hiver à Paris avant d'être déportés (16, 18-19).

19 - **Réforme de la Constitution** :

le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant la Haute Cour de Justice et le Conseil supérieur de la magistrature, voté en termes identiques par les deux Assemblées, le 7 par l'Assemblée nationale en deuxième lecture et le 8 par le Sénat en troisième lecture, est adopté par le Congrès du Parlement, réuni à Versailles, par 833 voix contre 34. En ouvrant la séance, Edouard Balladur estime que le projet portant sur la deuxième étape de la réforme de la Constitution (extension des droits de Parlement) soulève par François Mitterrand n'est pas l'objectif prioritaire du gouvernement (3, 9, 10, 11-12, 15, 17, 20, 21).

19 - **Privatisations** : la loi de privatisation est promulguée et publiée au Journal officiel du 21. Le lendemain, le décret, publié au JO, fixe la liste des quatre premières entreprises concernées : Rhône-Poulenc, Elf-Aquitaine, la BNP (Banque nationale de Paris) et la Banque Hervet (22, 23).

20 - **Affaire de l'hormone de croissance contaminée** : les professeurs Jean-Claude Job, président de l'association France-Hypophyse et Fernand Dray, ancien responsable de l'Institut Pasteur de Paris, de la fabrication de l'hormone de croissance humaine « extractive », sont mis en examen après la découverte de la contamination de l'hormone de croissance par l'agent infectieux de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) (21, 22, 23).

20 - **Code de la nationalité** : le Conseil constitutionnel avise le sensuel de la réforme du code de la

nationalité adoptée définitivement par le Parlement le 24 juin. Sont annulées les dispositions empêchant l'acquisition de la nationalité en cas d'arrêt de reconduite à la frontière ou d'assignation à résidence. La loi est publiée au Journal officiel du 23 juillet (22, 27).

24 - **Mort de Francis Bouygues**, né en 1922, fondateur du premier groupe mondial du BTP (bâtiment-travaux publics, 1952-1989), ancien PDG de TFI (1987-1988) et PDG de Cible 2000 depuis 1990 (27).

25 - **Cyclisme** : l'Espagnol Miguel Indurain remporte pour la troisième année consécutive le Tour de France (5 au 10, 12 au 14, 19 au 24, 25-26).

27 - **Sida** : neuf tests de dépistage de l'infection par le virus du sida, sur les tréfic et un commercialisés, sont retirés du marché en raison de leur médiocre efficacité (28 au 30).

28 - **Enseignement** : le Conseil constitutionnel déclare non conforme à la Constitution le texte de loi adopté le 6 par le Sénat et autorisant les universités à déroger à la loi Savary de 1984 (30).

29 - **Ville** : le Comité interministériel des villes (CIV) réuni sous la présidence d'Edouard Balladur, attribue 5 milliards de francs, issus de l'emprunt d'Etat, au plan d'urgence pour la ville. L'Etat s'engage à consacrer 9,36 milliards de francs pendant la durée du XI^e Plan (1994-1998) pour mettre en œuvre 185 contrats de ville, afin de lutter contre l'exclusion et moderniser les services publics (30).

CULTURE

6 - **Nominations** : Maryvoone de Saint-Pulgent est nommée directrice du patrimoine en ministère de la culture et de la francophonie en remplacement de Christian Dupuy.

15 - **La Villette** : Jean-Claude Walter remplace Christian Gay-Bellile, directeur général de l'Etablissement public du parc et de la Grande Halle de La Villette (9).

21 - **Bibliothèque nationale de France** : Jacques Tonbon annonce la création, avant le 1^{er} janvier 1994, de la BNF (Bibliothèque nationale de France), née de la fusion de la Bibliothèque nationale (BN) avec l'Etablissement public de la Bibliothèque de France (BDF) (23).

23 - **Henri Gail**, actuel directeur du Grand Théâtre de Genève, est nommé à la tête de l'Opéra de Paris en 1995 (25-26).

Toscane à soixante-seize ans (18-19).

14 - **Mort du danseur Jacques Chazot** (28).

L'affaire de corruption présumée du match Valenciennes-OM

Le 6, le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Barnès, en garde à vue depuis le 2 juillet et écroué depuis le 4, est mis en examen pour « corruption active » après le match Valenciennes-OM du 20 mai, une procédure déclenchée par une enquête interne et une plainte de la Ligue nationale de football. Trois joueurs valenciennois, Jacques Glasermann, Jorge Buruchaga et Christoph Robert auraient été sollicités, par téléphone, le 19 mai, par un joueur de l'OM, Jean-Jacques Eydele mandaté par M. Barnès, afin qu'ils acceptent, en échange d'une « enveloppe » de 600 000 francs, de « lever le pied » lors du match.

Le 12, Jean-Jacques Eydele, mis en examen le 27 juin pour « corruption active » par le juge Bernard Baffy, revient sur ses précédentes déclarations et affirme qu'il a agi sur ordre de Jean-Pierre Barnès. Il reconnaît

avoir été l'intermédiaire d'une tentative de corruption des trois joueurs la veille du match. Boro Primorac, l'ancien entraîneur de Valenciennes, affirme avoir été victime d'une tentative de subornation da témoin de la part da Bernard Tapie, le 17 juin : celui-ci lui aurait demandé de « porter le chapeau ». Désormais, six personnes, mises en examen ou témoins (les trois Valenciennnois, l'épouse de l'un d'entre eux, Jean-Jacques Eydele à son épouse), s'accordent sur la même version contredite par Jean-Pierre Barnès. Le 14, les déclarations da Bernard Tapie à l'hebdomadaire VSD, à propos de l'enquête judiciaire « on fait comme pendant la guerre pour les rafles de juifs » et comparant l'action de la justice « aux méthodes de l'Inquisition » et le 16, la Gestapo », provoquent l'émotion de la magistrature. Lors de son entretien télévisé du 14 juillet, François Mitterrand rap-

pella au respect da la présomption d'innocence et du secret de l'instruction et il exprima une forme de soutien à Bernard Tapie.

Le 15, la procureur da la République da Valenciennes, Eric da Montgolfier, est invité à « revenir à un mode da communication plus habituel » par la garde des sceaux Pierre Méhaignerie. Le 16, celui-ci porte plainte pour diffamation envers des fonctionnaires publics contre Bernard Tapie.

Le 22, Jean-Pierre Barnès est remis en liberté sous contrôle judiciaire par la chambre d'accusation de la cour d'appel da Douai, la confrontation l'ayant opposé, la veille au tribunal da Valenciennes, à ses protagonistes n'ayant pas abouti. Le 25, Jean-Pierre Barnès, remet sa démission à Bernard Tapie, qui l'accepte (13, 15 au 17, 18-19, 20 au 23, 24, 25-26, 27, 28).

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Militants du handicap

Dans une « résolution finale » adoptée à Maastricht, 450 personnes non valides, représentant 41 pays, revendiquent citoyenneté et autonomie

MAASTRICHT

de notre envoyée spéciale

LS étaient presque cinq cents, la plupart en fauteuil roulant, arrivés des quatre coins de l'Europe, mais aussi des Etats-Unis, d'Afrique ou d'Asie. Ils étaient fiers de s'être retrouvés là, dans le dédale « accessible » du Palais des congrès de Maastricht (Pays-Bas). La réunion, organisée les 2, 3 et 4 août à l'initiative du Conseil néerlandais aux personnes handicapées, fera date. Car de mémoire de congressiste, jamais on n'avait vu tant de personnes atteintes d'un handicap prendre part à un débat les concernant.

« Nous sommes nos meilleurs experts », a lancé Judith Heumann à la tribune, abandonnant quelques jours son nouveau poste d'ajointe au secrétariat d'Etat américain à l'éducation spécialisée et à la réadaptation professionnelle, pour plaider la cause des organisations du réseau de la « vie indépendante », dite « autonome » (*independent living*). Le congrès européen fait par, et pour, des personnes handicapées, environ 70 millions de personnes sur le continent.

Après trois jours de discussions intenses, les 450 participants ont approuvé et amendé une « résolution finale ». Les signataires demandent que soient insérés, dans la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales d'une part, et dans le traité d'Union européenne de Maastricht d'autre part, des dispositions faisant explicitement référence aux personnes handicapées.

Les états membres des Nations unies ont ratifié de nombreux textes de portée générale concernant les personnes handicapées, la Charte sociale européenne sur la protection des droits sociaux

et économiques de 1961 et la Charte de la Communauté européenne sur les droits sociaux. Fondamentaux des travailleurs de 1989 font mention de ce statut particulier, le programme européen HELIOS commence à porter ses fruits (1), mais cela n'a pas suffi. La requête formulée à Maastricht a valeur de symbole : « Nous sommes enfin que nous sommes réellement des citoyens de l'Europe », plaident l'Allemande Rachel Hurst, présidente de l'organisation mondiale des personnes handicapées (OMPH) (2).

« Nous sommes fiers de nous-mêmes » et « nous rejetons la définition du handicap en tant que tragédie individuelle », annonce la déclaration du 4 août. Le combat de ces hommes et de ces femmes qui souffrent d'affections physiques ou sensorielles, de difficultés d'apprentissage, de handicaps non visibles ou de déficiences dues à l'âge, se veut résolument collectif, multiple, et ancré sur le terrain des droits humains. La soif de reconnaissance animait tous les discours, les orateurs vilipendaient la pitié, la charité, le paternalisme.

« Les frères et les sœurs »

Ravie de « ne pas être le petit singe de service, comme dans les autres congrès », Theresia Degener, consultante allemande du centre pour les droits de l'homme au bureau genevois de l'Organisation des Nations unies (ONU), privée de bras mais très à l'aise avec ses pieds, a dressé la longue liste des discriminations dont sont victimes « les frères et les sœurs ». Citant un rapport de l'ONU sur les droits de l'homme et le handicap (3), M^{me} Degener a dénoncé « la malnutrition, la guerre, la répression militaire, le refus d'assistance ou de traitement » mais aussi « la circoncision, la stérilisation forcée, l'ex-

ploitation sexuelle ou les nouveaux réseaux de trafic d'organes humains », fustigeant à la suite les pratiques discriminatoires plus « subtiles », de la tentation de l'eugénisme aux préjugés nichés dans les regards ou les attitudes, dans les normes légales, médicales ou sociales.

Le droit au travail

Le souvenir des récentes agressions perpétrées par des néonazis allemands sur des personnes handicapées (*le Monde* du 29 décembre 1992 et du 25 janvier 1993) a provoqué des remous d'indignation. Un habitant de Francfort a confié avec émotion que depuis les événements, il hésitait à sortir le soir...

Les revendications de cette nouvelle minorité agissante portent certes sur la reconnaissance de ses droits fondamentaux, mais aussi de sa différence. Les législations dans l'Europe de l'Ouest semblent sophistiquées, quand leur application laisse souvent à désirer. Ainsi, rares sont les pays qui respectent les quotas en vigueur pour l'emploi de travailleurs handicapés. Les 6 % imposés par la législation française de 1975 modifiée, on par une loi polonaise votée en mai 1991, sont, par exemple, loin d'être atteints.

Le chômage frappe aussi de plein fouet cette population d'exclus, avec, notamment, 67 % de chômeurs parmi les handicapés américains. « Il faut inverser la tendance », a martelé Ottmar Miles-Paul, responsable de la branche Europe de l'OMPH. Nous devons nous-mêmes choisir la façon d'organiser notre assistance. Soit nous nous impliquons dans une organisation collective d'usagers de l'aide personnelle, soit nous nous chargeons nous-mêmes d'installer ces services, en tant qu'« employeur d'assistants personnels ».

La question du droit au travail en a souligné une autre, liée à l'évaluation des taux d'invalidité par les organismes sociaux. « On évolue l'incapacité mais jamais la copacité », a souligné l'italien Giampiero Grillo. Et on ne situe jamais l'évolution dans son contexte. L'environnement peut être accessible à certains endroits et semé d'embûches à d'autres. « J'ai passé une semaine à San-Francisco, et pas un instant je ne me suis senti handicapé », confiait de son côté Jean-Luc Simon, le seul représentant français présent, membre du tout nouveau Groupement français des personnes handicapées (GFFH), correspondant de l'OMPH en France.

Question de contexte, en effet. Les travaux d'aménagement des transports en commun, de la voirie en milieu urbain, ou des bâtiments de services publics, ont été largement évoqués lors des débats. Là encore, on s'est interrogé : « Qu'est-ce que la normalité ? Qu'est-ce que l'homme moyen ? » Inversement d'optique : les travaux nécessaires pour adapter l'environnement aux personnes handicapées pouvant être utiles à la collectivité tout entière, des enfants aux personnes âgées, ils devraient être prévus en amont, dans les normes de construction.

Lobbying savant

Sortir du carcan institutionnel des structures spécialisées, pour le droit à l'éducation en milieu ordinaire, évaluer « l'égolité des chances » pour l'acquisition des connaissances... les personnes handicapées réunies à Maastricht n'ont rien oublié. Pas même de convoier des représentants d'autres minorités – féministes, homosexuels – afin de tirer parti de leurs expériences militantes. Des manuels didactiques à l'usage des futurs parti-

sans, édités par les associations membres du programme d'action pour la conscience sur les personnes handicapées (ACH) (4), ont circulé.

Bien décidés à s'imposer au sein du système démocratique, à infiltrer les instances de décisions par un savant travail de « lobbying », les participants se sont accordés à défendre le concept de « vie autonome », développé dans les années 1973-1975 aux Etats-Unis par Judith Neumann et quelques autres, et apparu dès la fin des années 1980 dans les pays scandinaves.

Au Danemark, en Finlande, en Islande, en Norvège et en Suède, des conseils nationaux à vocation consultative, exclusivement composés de personnes handicapées, ont été constitués. Les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont vite été gagnés. La France, et plus généralement l'Europe du Sud, sont encore épargnées par le phénomène, qui se heurte sans doute au rôle tra-

ditionnel et prédominant des associations de parents, de familles ou d'amis, dans la prise en charge des revendications.

Le Danois Holger Kallehauge, président du conseil nordique des organisations de personnes handicapées, qui chapeaute les cinq conseils nationaux scandinaves, a proposé que chaque 3 décembre – journée internationale des personnes handicapées –, une session spéciale du Parlement danois soit consacrée au sujet. Le Français Jean-Luc Simon appelait quant à lui de ses vœux la nomination d'une personne chargée du dossier dans chacun des ministères concernés (transports, logement, aménagement du territoire, emploi...).

« Émancipation » et « autodétermination » étaient sur toutes les lèvres. A Maastricht, trois jours durant, un vent de révolte a soufflé.

LAURENCE FOLLÉA

(1) Lancé en 1988 par la Commission des Communautés européennes le programme d'action en faveur des personnes handicapées HELIOS (*Handicapped People in the European Community living independently in an Open Society*), a notamment permis la création d'une base de données informatisée baptisée HandyNet. Correspondant pour la France : Comité national français de liaison pour la réadaptation des handicapés (CNFLRH), 38, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 45-48-38-00; fax : 45-48-99-21.

(2) Organisation mondiale des personnes handicapées (OMPH), en anglais *Disabled People's International (DPI)*, 101-7 Evergreen Pl., Winnipeg, MB, Canada R3L 2T3. Tél. : 204-287-8010; fax : 204-287-8175. Bureau pour l'Europe (DPI-ECC), Kurt-Schumacher-Strasse 2, 34117 Kassel, Allemagne. Tél. : 49-561-77-97-55; fax : 49-561-71-31-32. Correspondant en France : Groupement français des personnes handicapées (GFFH), ao siège du groupement pour

l'insertion des personnes handicapées (GIHP), 10, rue Georges-de-Porto-Riche, 75014 Paris. Tél. : 43-95-66-36; fax : 45-40-40-26.

(3) *Human Rights and Disability*, préparé par Leandro Despouy, ONU, 1991. Ce rapport s'inscrit dans le cadre du programme d'action mondiale des Nations unies concernant les personnes handicapées (PAM) lancé en 1983 (résolution 37/52) pour une décennie.

(4) Cinq associations internationales participent à l'action pour la conscience sur les personnes handicapées (ACH) : l'OMPH, Impact (un programme de l'ONU, de l'OMS et de l'UNICEF contre les handicaps évitables), la Ligue internationale des sociétés pour personnes avec un handicap mental (LISPHM), Réhabilitation internationale (RI) et la Fédération mondiale des sourds (FMS). ACH, Room 109, 11, Belgrave Road, London SW1V 1RB, Royaume-Uni. Tél. : 44-71-834-0477; fax : 44-71-821-9539.

Les bobines des chercheurs

Les supraconducteurs ont permis de mettre au point un moteur électrique expérimental très compact

UN supraconducteur est un matériau qui laisse passer l'électricité en ne lui opposant pratiquement pas de résistance. Cette propriété qui peut paraître un peu abstraite au non-initié révèle pourtant avec éclat son intérêt concret dès qu'on arrive à l'appliquer dans un moteur : celui qui vient de réaliser des chercheurs grenoblois (1) ne pèse que 36 kilos, là où une technologie classique exigerait 200 kilos pour une puissance équivalente.

Trente ans d'efforts ont été nécessaires pour arriver à un tel résultat. Les matériaux supraconducteurs ne se laissent, en effet, pas dompter facilement. Qu'on en juge : si la supraconductivité fut découverte en 1911, les premières réalisations industrielles ne sont apparues qu'en 1960. Encore s'agissait-il de bobines qui ne fonctionnaient qu'avec du courant continu, et dont l'application était donc limitée. Les premiers câbles capables de supporter le courant alternatif aux fréquences industrielles (50 hertz) ont été mis sur le marché (par la firme française Alstom) en 1984 seulement.

Dans tous les cas, ces matériaux doivent être refroidis à la température de l'hélium liquide (-269 °C). Certes, un nouveau type de supraconducteurs dit « haute température » a été découvert en 1986. Ces matériaux, des céramiques, fonctionnent à -150 °C, et peuvent donc être refroidis à l'aide d'azote liquide, moins cher et plus facile à

manier que l'hélium. Hélas leur durée de vie est plus courte que prévue (*le Monde* du 24-25 septembre 1989). Si quelques applications ont déjà vu le jour, c'est sous forme de films, de plaques ou de « pastilles » massives. Ils ne supportent pas les champs magnétiques intenses, et on ne parvient pas encore à en faire des fils un peu résistants et suffisamment longs pour un véritable usage industriel.

De Cambridge à Grenoble

Ces difficultés n'ont, évidemment, pas empêché les chercheurs de se mettre à l'ouvrage très tôt. Les premières machines à faire l'objet de leur sollicitude furent les alternateurs. En effet, ces appareils tournants, qui transforment l'énergie mécanique en électricité, sont parcourus par des courants très intenses qui, dans les conducteurs de cuivre provoquent un dégagement de chaleur important. Offrant une résistance quasi nulle au courant, les bobines supraconductrices ne chauffent pas. Il était donc inutile le système de réfrigération volumineux et coûteux dont les grosses unités doivent être dotées.

Le premier alternateur utilisant des supraconducteurs fonctionna dès 1969 au MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Cambridge (Massachusetts). Sa puissance était de 45 kilowatts. Mais, comme tous les autres prototypes construits ou

peu partout dans le monde durant les vingt ans qui suivirent, seul le rotor était doté de bobinages supraconducteurs « excités » par du courant continu pour produire un champ magnétique à l'aide d'électroaimants. Il ne pouvait être question, à l'époque, d'utiliser ces mêmes bobinages pour le stator qui, par définition dans un alternateur, reçoit du courant alternatif.

Il fallut attendre les câbles commercialisés par Alstom en 1984 pour surmonter ce handicap. Six ans plus tard, le premier alternateur entièrement supraconducteur était branché sur le réseau électrique français. Le prototype, d'une puissance, modeste de 18 kilowatts, avait été mis au point par l'équipe d'Yves Brunet au Centre de recherches sur les très basses températures de Grenoble, en collaboration avec GEC-Alstom.

« La mise au point de cet alternateur nous avait donné l'idée de réaliser une machine dont le stator serait supraconducteur et le rotor composé d'aimants permanents », raconte M. Brunet. Cette solution hybride, qui vient d'être testée à Grenoble, présente l'énorme avantage d'être beaucoup plus simple. En effet, la partie mobile n'a plus besoin d'être refroidie à -269 °C, et les difficiles problèmes d'étanchéité à l'hélium liquide des joints tournants sont ainsi évacués. En revanche, il ne pouvait s'agir que d'un moteur, car les aimants permanents ne permettent pas le

réglage du courant inducteur sur le rotor, indispensable pour un alternateur, explique M. Brunet.

Grâce à l'utilisation d'aimants à haute performance en néodyme-fer-bore, il devrait être possible d'atteindre des puissances très importantes, estime Jean-Claude Sabonnadière, du Laboratoire d'électrotechnique de Grenoble (CNRS/Ecole supérieure d'ingénieurs électriciens de Grenoble). Ces moteurs pourraient trouver des débouchés partout où une puissance importante doit être conjuguée avec un poids minimum. Les systèmes de refroidissement utilisés ne sont guère volumineux. Ils doublent tout au plus le poids de l'ensemble, qui reste ainsi extrêmement compact comparé aux technologies classiques (moins de 5 kilos au kilowatt au lieu de 13), et peuvent même se limiter à une simple hotte d'hélium pour les petites unités.

Des crédits militaires

Le transport ferroviaire et, surtout, la propulsion navale sont intéressés au premier chef. Ce n'est donc pas un hasard si le premier prototype a été développé dans le cadre d'un contrat passé par les laboratoires grenoblois avec le ministère de la Défense, par l'intermédiaire de sa direction des recherches et études techniques (DRET). Reste que la puissance du prototype mis au point à Grenoble est encore très modeste : 18 kilowatts. Atteindre l'échelle supé-

rieure, 250 kilowatts, ne sera pas simple. « On ignore encore comment une telle machine se comportera. Un grand nombre de phénomènes inattendus peuvent apparaître, et il conviendra de mener de sérieuses études de modélisation avant de passer à la fabrication », estime Jean-Claude Sabonnadière.

Les moteurs et les alternateurs supraconducteurs ont, en effet, un comportement parfois capricieux dont les effets peuvent être redoutables : instabilité de la vitesse de rotation, interférences, « champs harmoniques » etc. « Cela existe aussi sur les machines classiques, mais on ne

s'en aperçoit pas car le fer lisse toutes ces irrégularités de fonctionnement », explique M. Sabonnadière. Ce chauffage supplémentaire un peu plus... » Ce comportement plaide leur vaudra sans doute un sérieux suris, et l'apparition des premiers moteurs supraconducteurs sur un TGV ou un aviso de la Royale n'est, probablement, pas encore pour demain.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Jean-Claude Sabonnadière, Laboratoire d'électrotechnique de Grenoble (CNRS/Ecole supérieure d'ingénieurs électriciens de Grenoble), Yves Brunet et Pascal Tixador, Centre de recherches sur les très basses températures (CNRS).

INSERM

L'INSERM ouvre ses concours annuels de recrutement (*) de chargés de recherche. Ces concours s'adressent aux candidats de toutes nationalités titulaires d'un doctorat d'Etat ou de 3^e cycle, ou d'un DERBH, ou d'un DERSO, d'un diplôme de docteur en biologie, de la recherche médicale et de la recherche en santé publique.

Les dossiers de candidature peuvent être retirés des ministères et devront être retournés à l'INSERM, Bureau des Concours Chercheurs 101 Rue de Tolbiac - 75654 PARIS Cedex 13, au plus tard le 20 Septembre 1993.

Les épreuves se dérouleront entre les mois de novembre 1993 et mars 1994.

Vous pourrez obtenir la liste des groupes de disciplines en composant sur minitel 3616 code JOEL et en sélectionnant les rubriques 11 puis 1, après le 15 Août.

(*) sans réserve des accords administratifs nécessaires.

RECRUTEMENT DE CHERCHEURS

مكتبة الشان

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

International Business Consultants

IT and Telecomms

UK, GERMANY, FRANCE : to \$55,000 + bonus + excellent benefits

Our client is one of the world's foremost information technology and telecommunications providers. A truly dominant force in the Global systems arena with a \$multi-billion turnover and an outstanding record of success.

Consistent, profitable growth and substantial investment in developing leading edge products and services has paved the way for further aggressive expansion into world markets.

The appointment of a number of Senior Industry Business and Technical Consultants is crucial to this strategy. Your brief will be to help develop an already mature customer base and identify new customers in the following industry sectors:

- * Banking and Financial Services
- * Retail
- * Transportation
- * Manufacturing
- * Telecommunications

Industry Business Consultants

(Ref. 31880A)

In this role you will need expert knowledge of one or more of the above sectors and be able to demonstrate success in a Senior IT or Business Management role over more than 6 years.

Helping to develop the business, you will need to show a strong entrepreneurial drive in a sales and marketing led organisation, with the ability to establish client relationships at the highest levels.

In addition you will need specialist knowledge of Systems Development, Analysis, Operational Research or Business Consulting.

A good first degree complemented by an MBA would be ideal. Fluency in English and another major European language is essential.

Above all you will be a highly motivated, creative and credible Business Manager with the ability to identify complex systems opportunities and motivate resources to win in a highly competitive marketplace.

Industry Technical Consultants

(Ref. 31880B)

Success in this role will also be built on strong knowledge of one of the above sectors, enhanced by good commercial acumen and first-class written and verbal communication skills. Fluency in English and another European language is essential. Your project management skills will be highly developed and in addition, you must be expert in at least two of the following technical areas:

- Relational Database, Logical Modelling/SQL/Physical Database Design
- Mainframe Technology including MVS/VM/Transaction Management Systems (CICS, TPF/Application Design and Development)
- PC Hardware and Software (especially Windows/Word/Excel/Powerpoint)
- LAN/WAN Technology
- Strong applications knowledge

In either role you will be joining the European Business Unit at a crucial stage of its development and the rewards for success are considerable. The immediate benefits are also highly attractive and include high basic salaries, performance related bonus, quality car and health care.

Please write - in confidence - with full career and salary details to Sarah Redmond, IT Practice, MSL Group Limited, 32 Aybrook Street, London W1M 3BL. Please quote the appropriate reference number.

MSL International

CONSULTANTS IN SEARCH AND SELECTION

The European Centre for Statistical Development (CESD-Communautaire a.s.b.l.) in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) seeks

ECONOMIST STATISTICIANS (male/female)

for the EC cooperation programme with the republics of the former Soviet Union (FSU). Candidates should be aged between 35 and 50 years, willing to make regular business trips and/or to be part-time residents in the FSU.

Candidates who are ready for team-work and with the ability for communication will receive a motivating salary according to their qualifications.

Candidates should have the following profile:

- Knowledge of Russian and at least one of the three EC languages: English, German or French (English desirable).
- Practical knowledge of the functioning of an economy in transition towards a market economy.
- General knowledge of the FSU statistical system.
- Practical knowledge of European statistical systems.

Please send your application, together with your curriculum vitae and a recent photo, before August 16, 1993, to:

CESD-Communautaire
2-6, Route de Trèves - EBBC B/5 - L-2633 Senningerberg

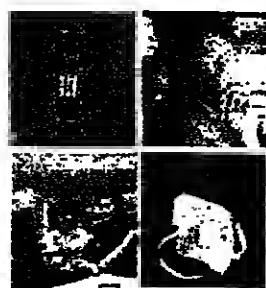
RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français à l'étranger

SECTEURS DE POINTE



L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, notre Centre d'Etudes de Colombes recherche :

1 INGENIEUR CONCEPTION ASIC NUMERIQUE

Vous êtes responsable de la conception hardware d'un ASIC numérique (incluant un DSP) qui assurera des fonctions de traitement du signal pour des équipements de radiotéléphonie GSM.

Dans le cadre de cette mission, vous rédigerez les spécifications de cet ASIC, en assurez le développement en VHDL (avec simulation, synthèse et tests), suivez le travail du

fondeur et participez aux tests de la puce réalisée.

Ingenieur en micro-électronique, vous avez une expérience de 3 années minimum de la conception d'ASIC et avez assumé toutes les étapes du développement d'un ASIC complexe. Vous maîtrisez le langage VHDL et avez travaillé dans un environnement Télécom. Un bon niveau d'anglais est nécessaire. (Réf. 055LM)

2 INGENIEURS INTEGRATION TERMINAUX DE RADIOTELEPHONIE

Au sein de notre équipe spécialisée, vous participez à l'intégration de nos terminaux de radiotéléphonie à partir des éléments radio, matériel numérique et logiciel conçus par les pôles de développement. Cette mission vous amène à définir la stratégie d'intégration, mettre au point et réaliser les tests, puis à assurer le support technique à la production pendant l'industrialisation du produit.

Pour ces postes, nous recherchons deux

ingénieurs Télécom, ayant une expérience de 3 ans minimum dans le développement et/ou l'intégration d'équipements de télécommunications. Vous avez acquis à travers cette expérience une forte compétence soit en radio (900 et 1 800 MHz de préférence), soit en hardware numérique.

Une bonne connaissance du GSM serait appréciée. La maîtrise de l'anglais est indispensable. (Réf. 057LM)

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

La communication au cœur de l'action.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo en précisant la référence choisie à Nicolas PAUQUET - Alcatel Radiotéléphone - 32, avenue Kleber - 92707 Colombes Cedex.



CONSEIL GENERAL

Participez à notre dynamique ! Nous recrutons pour la Direction des Services Informatiques :

INGENIEUR QUALITE Service Méthode et Qualité

En collaboration avec le Chef de Service, vous assurez la mise en place et le suivi de la démarche qualité pour tous nos développements informatiques : création des procédures "qualité" des outils informatiques, mise en place et suivi de ces procédures (formation, conseils...), auprès des utilisateurs et des correspondants "qualité" de chaque service, transmission des informations à la Direction Informatique et aux intervenants extérieurs.

De formation supérieure informatique (Ingénieur ou DUT + 10 ans d'expérience), votre expérience professionnelle vous permet de maîtriser parfaitement la qualité. Pédagogue et doté d'un excellent relationnel, vous avez les qualités nécessaires à la mise en place de nouvelles méthodes de travail. Réf. DS/A/1.

5,5

milliards de Francs de

budget dont plus de

25%

d'investissements,

3500

agents

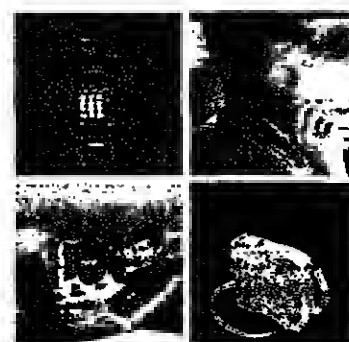
CHEF DE PROJET

En équipe avec un responsable de domaine, vous assurez : l'organisation et la gestion des projets informatiques qui vous seront confiés, le contrôle de la maîtrise d'œuvre, le suivi des évolutions des logiciels par rapport au cahier des charges.

De formation supérieure informatique (Ingénieur ou DUT + expérience professionnelle) vous maîtrisez parfaitement l'ensemble de la gestion d'un projet. Vous avez des connaissances en Merise, PwM, SGBDR, SQL, et une expérience du développement dans un contexte client-servant. Autonomie, créativité, aptitudes à la communication et à l'encadrement (agents et intervenants extérieurs) sont des qualités indispensables pour ce poste. Réf. DS/A/2.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre conseil : Light, Madame Grillon, Parc Tertre de Meudon, Imn. Le Gallée, 5-7 rue J. Braconier, 92366 Meudon-la-Forêt Cedex.

B



INGENIEURS HIGH TECH

Alcatel Radiotéléphone vous propose de partager son esprit de mobilité et vous donne à nouveau rendez-vous mardi prochain dans la rubrique Secteur de Pointe.

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

La communication au cœur de l'action.

هكنا من العالم

CULTURE/L'Été festival

MUSIQUES

LA BOHÈME d'Alkossor (Cortez)

Vérisme champêtre

Une équipe d'iconoclastes britanniques revisite l'opéra de Puccini

LE SAILLANT

de notre envoyé spécial

Le mélomane qui franchit le portail du château de Saillant entre de plain-pied dans l'histoire. Les lazzari du Saillant vivent en effet ici depuis 1371. Edifié à la sortie des gorges de la Vézère, leur château est une grande bâtisse carrée qui porte encore les stigmates des assauts qu'elle dut subir. Sa vaste toiture repose sur une rangée de corbeaux en mâchicoulis, et de larges douves encore en eau la séparent de la terre ferme. Ses jardins, patiemment restaurés, sont plantés de buis taillés et une longue allée de sable, bordée de touffes de lavande, ouvre une perspective qui débouche sur une ancienne bergerie.

C'est là que le Pavillon Opera donnait la *Bohème*, de Puccini, dans une version pour le moins inusitée. Fondée en 1981 par Freddie Stockdale, un Anglais original qui avait édifié un pavillon dans son jardin dans le seul but d'y donner des concerts, le Pavillon Opera s'est donné pour but d'amener l'art lyrique dans des lieux où il ne pouvait justement pas être représenté. Et cette bergerie de trois cent quatre-vingt places en est un.

Ted Fawcette assistait à la première représentation donnée par la troupe. Responsable de la programmation du National Trust - un organisme qui achète, restaure et gère les plus beaux jardins et les plus belles propriétés d'outre-Manche - il fut tellement enthousiasmé qu'il proposa immédiatement à Freddie Stockdale de monter une semaine de représentations à Londres et qu'il l'invita à parcourir la campagne britannique. Douze années plus tard, le Pavillon Opera se produit cent-vingt fois par an et n'hésite pas à franchir le Canal pour jouer en Europe et ailleurs : après les représentations corréziennes, ils partent pour la Jordanie où ils interpréteront *l'Élixir d'amour*, de Donizetti.

C'est la cinquième fois que cette troupe pose ses malles au château de Saillant, dont les propriétaires organisent un festival à la programmation inventive, qui fête cette année ses treize ans. L'expression «poser ses malles» n'est pas exagérée : pas d'orchestre, pas de chœurs, juste une vingtaine de chanteurs, un pianiste et quelques éléments de décor leur suffisent.

Mais cette précarité est voulue, recherchée avec un malin plaisir. Elle

est un artifice qui rend d'autant plus émouvante cette *Bohème* qu'elle est donnée devant un public qui se partage équitablement entre des Corréziens nés et des propriétaires de résidences secondaires. Cette troupe ne joue pas sur une scène : elle déroule juste un tapis là où elle se produit.

Sans être de grands chanteurs, ses interprètes ont de belles voix, dont l'impact émotionnel est décuplé par la proximité du public (le fauteuil le plus éloigné du tapis n'est qu'à une quinzaine de mètres) : décuplé également par une mise en scène qui joue le jeu de la convention et même qui l'exagère en ne reculant pas devant la vérité des scènes, sans aller toutefois jusqu'à distribuer une Mimi qui expire réellement en scène!

Le fait que l'on puisse voir distinctement le visage des chanteurs, voire fugitivement croiser leurs regards, est une expérience qu'on ne vit plus à l'Opéra depuis que les salles sont atteintes de gigantisme. Cela peut même parfois être presque gênant : pour un peu, on se sentirait de trop lorsque Mimi et Rodolphe se déclarent leur flamme. Heureusement, le metteur en scène, Philip Parr, a eu l'idée judicieuse de plonger la bergerie dans le noir après la mort de Mimi et le cri de douleur de Rodolphe. Cela permet au public d'avoir le temps de se sécher les yeux. A la fin de la *Bohème*, on a toujours l'air un peu bête.

Accompagnés de façon exemplaire par Bryan Evans, qui joue avec le raffinement d'un accompagnateur de lieder, Heather Lorimer (Mimi), Cameron Rolis (Rodolphe), Roberto Salvadori (Marcello), Guy Harbottle (Schaunard), Garry Fox (Colline) et Adèle Mason (Musetta) chantent et jouent le jeu mieux que bien des stars. En douze ans d'existence, le Pavillon Opera a formé de nombreux chanteurs qui s'en sont allés nourrir les troupes des théâtres britanniques. C'est qu'en plus d'être une formidable entreprise professionnelle, cette équipe iconoclaste est également une école sacrément formative.

ALAIN LOMPECH

Prochains concerts : le 14 août, à 21 heures, réciteil Bach par Roland Pédoux (voix/cello) et Brigitte Heudobourg (clavier), et le 21 août, à 20 heures, réciteil Chopin et Liszt par François-René Duchâble. Réservations : (16) 65-25-09.

LE SPECTATEUR

UN homosexuel, même à temps partiel, devrait toujours y regarder à deux fois avant d'épouser une femme. Surtout s'il est en début de carrière et promis à un riche et brillant avenir. Encore plus s'il est chanteur. David Bowie en sait quelque chose, qui, après sa séparation d'avec son épouse Angela, la mère de leur petit Zowie, obtint, contre un arrangement sonnant et trébuchant, qu'elle garderait le silence pendant dix ans, et qui peut lire à présent, la déliée étant écoulée, un croustillant livre de mémoires du son ax, intitulé *Backstage*, ma vie avec David Bowie, paru aux éditions Belfond, dans une traduction à six mains de Sarah et Denis Baldwin-Beneich avec la collaboration de Jean Autret. On ignore le style de l'original américain qui fut écrit par Angela Bowie avec Patrick Carr, mais il doit être pour le moins hybride, sinon franchement comique, tant la traduction reflète un mélange de récit assez fluide et d'interventions brutales et vulgaires. On imagine la brève note journalistique déroulant sa copie, anecdotes et portraits assez bien ficelés, décors d'ambiance et, par-dessus son épaule, la mégère parvenue lui ordonnant de rajouter de-ci de-là un peu de poivre, quelques injures bien senties. On dira que nous sommes un peu partisan. C'est vrai.

Ce texte est dangereux dans la mesure où il pourrait rendre certains lecteurs misogynes. L'avant-propos commence gracieusement : «Je me souviens très bien de l'androïde et du jour où David Bowie et moi avons couché ensemble pour la première fois.» Non pas que le sujet ne nous intéresse pas, évidemment, mais la chère Angela accumule les contradictions au point qu'on ne sait plus à quoi s'en tenir. «Celle nuit-là, donc, je fis connaissance, de la manière la plus claire qui soit, de l'un des traits inévitables et fondamentaux de la personnalité de David Bowie : cet homme est un étalon et fier de l'être.» Un peu plus loin, dans la même page : «David, c'était ça : un chat, un vilain chat. C'était sa manière à lui de se comporter. Il se servait de son sexe comme un chat qui marque son territoire à l'arrosant. C'était efficace.» On n'est pas plus galant. Et, page vingt-six : «Au début, David fut un petit

Dessous de lits

ami mardique. On connaît le caractère caméléon de Bowie, mais être en même temps et tout à tour un étalon, un vilain chat et un petit ami mardique, cela relève du prodige.

Il semblerait qu'Angela n'ait jamais compris qu'elle n'avait pas le moindre chemin d'égalité avec ce compagnon avec lequel elle s'identifiait un peu vite. Tous deux bisexuels, se ressemblent étrangement, participant aux fêtes nocturnes du «Swinging London» au milieu d'une foule d'idolâtres de la musique rock, ils ont participé à la création d'une star unique, David Bowie. Mais Angela n'est jamais devenue une star à part entière, au plus de manière empruntée, en inspirant aux Rolling Stones leur chanson *Angie*, ce qui n'est pas rien, certes. Ca coïncide d'ailleurs avec la fin de sa carrière d'admiration, dont elle a brouillé ses mémoires, est pathétique et dérisoire.

Sans doute, elle n'a pas eu le plus fidèle et attentif des maris : sans doute, David était-il égoïste, parano par moment, ambigu, ambitieux, mais elle devait s'en douter au fur et à mesure. On ne devient pas une des dix figures de légende d'une génération sans quelques excès. Alors, nous raconter à quel point le beau David était tombé dans la poudre, comment elle l'a surpris au lit avec Mick Jagger, ça ne grandit personne. D'autant qu'il y a des choses intéressantes et bien venues dans ce livre, lorsqu'il échappe au resserrement : la description de la famille de David, la folie de son demi-frère, sa peur de finir fou lui-même. On préfère Angela quand elle constate que son mari, outre un bon nombre de disques majeurs du rock'n'roll, a donné au monde deux cadeaux très importants. Il a posé publiquement une question gênante : à quel sexe appartenait-il ? Il a donné le ton en matière de mode et de coiffure pour les deux décennies à venir. «Certains papes et certains présidents ont exercé

moins d'influence que lui - franchement, beaucoup moins.»

Sur un ton moins hostile, moins leste, au contraire plutôt empressé, François Joffe et Jean-Claude Gambart ont consacré un ouvrage au leader des Rolling Stones, Mick Jagger, 50 ans, chez le même éditeur, Michel Lafont, où ils ont commis Johnny 50 ans, en creusant un filon qui ne devrait pas se tarir de sitôt. Les auteurs suivent la vie et la carrière de Jagger, du baroque à nos jours, de manière linéaire et sans surprise. On n'y apprend rien de neuf sur le Nouveau rock. Il aime l'argent, les filles, il a un jeu de scène infernal, une grande bouche, soit, on avait déjà remarqué, il est amusant de se replonger un instant dans l'ancienne guerre entre les fans des gentils Beatles et ceux des méchants Stones, de se rappeler qu'à l'époque, en 1964, un proviseur de lycée anglais pouvait renvoyer d'un coup onze élèves parce qu'ils avaient une coupe de cheveux à la Mick Jagger. Et que Mick Jagger, pour passer à la télévision, dut ramper sous les projecteurs de *Let's spend the night together* par «Let's spend sometime together». Il y a un court dégageant judiciaire sur le jeu de guitare de Keith Richards et plusieurs descriptions colorées des tenues vestimentaires de Mick Jagger et du regretté Brian Jones.

Mais, pour autant, que de coulisses à dévoiler... «Ne nous volons pas la face : la majorité des jeunes, à cette époque, a eu moins une fois essayé un joint. Même certains hauts fonctionnaires, ex-fans des sixties, l'avouent d'ailleurs aujourd'hui.» Sans blague. Et des métaphores dignes du comte de Champagnac : «Six ans au rythme d'une boule de billard électrique écrasant les bumpers de la gloire ou rebondissant sur les flippers des disques d'or», ou bien : «Mick se heurte aujourd'hui aux dents de la mer des deux troubles des affaires», le sommet de la naïveté étant atteint au sujet d'Elton John : «Un physique relativement ingrat, une calvitie de plus en plus précoce et une homosexualité à peine cachée l'ont fait basculer dans l'enfer de l'alcool et de la drogue.» Etra chauve ou boire, il faut choisir.

CINÉMA

PARIS QUARTIER D'ÉTÉ au parc de La Villette

Westerns en grande largeur

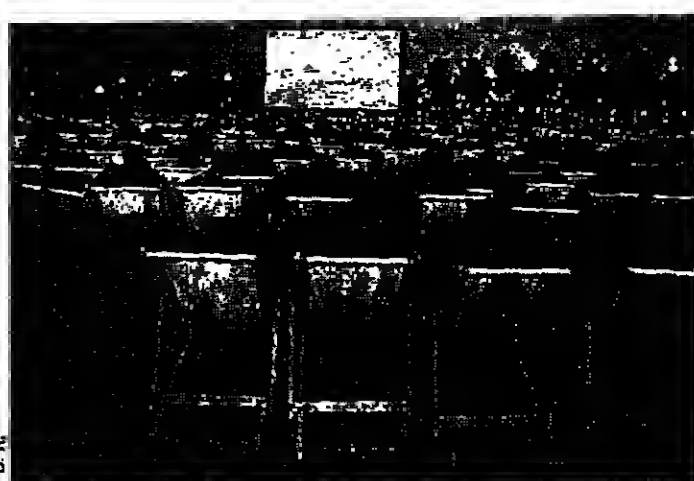
La nuit tombée, place est faite aux meilleures gâchettes. Et le dimanche, on danse.

Et voilà le moment lumineux où le héros tue le bandit. Un pistolet dégainé à la vitesse de l'éclair, et James Stewart récupère d'un coup le cœur de Lola et sa Winchester 73. Tonnerre d'applaudissements. Ici, le public est un enfant dont le cœur maudit les méchants et bénit les bons. Assis sur l'herbe, allongés sur des transats, munis de chaises pique-nique ou attendant le passage du vendeur de chocolats glacés, ils sont de mille à trois mille spectateurs à se planter chaque soir, depuis le 15 juillet, devant l'écran géant du cinéma en plein air. Ici, le thème (le western, après les péplums l'an passé) commande, la clémence des cieux dispose, et le film arrive comme un cadeau.

Paris Quartier d'été et la Grande Halle de La Villette ont imaginé d'offrir aux Parisiens un échantillon des meilleurs films du genre. De *Vera Cruz*, de Robert Aldrich, au remake du *Dernier des Mohicans*, par George Seitz, de *Winchester 73*, d'Anthony Mann, à *La Captive aux yeux clairs*, de Howard Hawks, c'est un vrai festin pour amateurs variés (des jeunes de la banlieue proche, des mamies en promenade, des inconditionnels du cinéma américain). Le 24 juillet, les organisateurs avaient d'ailleurs offert à la foule des spaghetti, à l'issue d'une soirée du même nom, consacrée à Sergio Leone (au programme : *Il était une fois dans l'Ouest* et *Pour une poignée de dollars*).

Entre Zénith et Grande Halle, Kirk Douglas, Gary Cooper, Burt Lancaster embrassent en stéréo (attention à l'écho). Les Cheyennes galopent grandeur nature, les flèches se perdent vers la Cité des sciences, les chariots des pionniers de l'Ouest vont à l'est, à hauteur du boulevard périphérique : l'écran, une structure gonflable, mesure 24 mètres à sa base, et 14 mètres de haut. L'entrée est gratuite, mais les amoureux de confort nocturne peuvent louer transats et couvertures, moyennant le prix d'une séance de cinéma (40 francs). A la fin du film, avant de désertir la prairie, il est de bon ton de faire preuve d'un soupçon de sens civique en ramenant les ustensiles dûment pliés au dépôt voisin.

En voulant reproduire à Paris ce que les Italiens avaient merveilleusement réussi chez eux avec l'Estote romano, l'été romain, Paris Quartier d'été a pris des risques. On se souviendra des pluies diluviennes qui avaient accueilli, il y a



Ici, le spectateur est un enfant...

deux ans, les musiciens dogons venus exécuter des danses sacrées au kiosque du Luxembourg, sure point fort - minuscule celui-ci, mais si captivant - de la programmation en plein air du festival. Mais si des pelouses montent parfois de soudaines humidités, si des nuages surgissent d'inquiétantes

gouttelettes, Paris Quartier d'été a su trouver son public, Parisiens en instance de vacances et touristes bien informés.

Le jardin du Luxembourg a ainsi respiré des airs nouveaux, avec le taogo du Cuarteto Cedron, la harpe du Malgache Juston Vali ou les chansons génoises de La Squa-

dra. Plus au nord, en «labellissant» des opérations menées par le Parc de La Villette, le festival a ouvert le champ de la fréquentation de l'établissement public, aujourd'hui attentif à l'animation de ses espaces. Les bals-concerts (les Maitiens du Rail Band de Bamako, l'Egyptien Ali Hassan Kuban), les parades (la fanfare indienne New Brass Band de Bijapur, l'ensemble d'accordéonistes de Saint-Petersbourg) et les ineffables hommes-orchestres disséminés dans le parc ont ainsi permis aux amateurs d'épopées américaines d'attendre que la nuit tombe pour qu'enfin Paul Newman et Robert Redford créent l'écran, géant.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Westerns : tous les soirs jusqu'au 16 août, à 22 h 15, Parc de La Villette, Prairie du Triangulaire. Tél. : 40-03-75-75. Bal-concert : le 15 août à partir de 17 h 30, Panorama Tropical et Huracan. Parade : le 14 août à 17 heures, Caravane Tango, de Nathalia Clouet, et les Improvisateurs. Hommes-orchestres : les 11 et 13 août, à partir de 15 heures, Vandervorst, Xavier de Sandro et Famille Vermandel. Tél. : 40-03-75-03.

ARTS

UN EMPIRE PERDU SUR LA ROUTE DE LA SOIE à Lugano (Suisse)

Trésors bouddhiques

Venus du Musée de l'Ermitage les vestiges d'un empire vieux de dix siècles

LUGANO

de notre correspondant

La délicatesse du trait des peintures sur soie, l'élégance des couleurs à peine fanées par les siècles, la minutie des miniatures ornant les feuilles oblongues des parchemins, la finesse de l'expression des personnages sculptés se détachant dans la semi-obscurité des salles, tout concourt à faire de l'exposition «Un empire perdu sur la Route de la soie» une superbe réussite.

L'aventure du capitaine Kozlov, qui découvrit, en 1908, les vestiges d'un empire enseveli sous les

sables du désert de la cité de Khara-Khoto, la Ville Noire, ajoute encore au mystère. Cet empire-là fleurit du X^e au XIII^e siècle, entre Gobi et Takla-Makan, aux confins mouvants du Tibet, de la Mongolie et de la Chine ; et dans leurs conquêtes les Tangoutes s'en sont certainement pas dégoûtés. Une année plus tard, la deuxième expédition à Khara-Khoto devait se révéler encore plus fructueuse, puisque ce fut la découverte d'un prodigieux trésor enfoui dans la tour-maître nord-ouest de la ville. Il y avait tout d'objets de valeur dans ce stupa qu'à leur grand regret les explorateurs durent laisser boomeranger sur place, soigneusement enfouis, dans l'espoir de les récupérer plus tard. Mais l'expédition suivante de Kozlov en Mongolie et au Tibet eut lieu qu'en 1913, et à Khara-Khoto, il n'y avait plus trace des statues.

Pourtant, la collection Kozlov du Musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg ne compte pas moins de 3 500 objets divers, dont deux cent-vingt de peintures sur soie, papier et bois, ainsi que des fragments de peintures murales, des xylographes ornant de précieux manuscrits, des pièces de monnaie et quelque soixante-dix statues d'inspiration religieuse ou profane. Le choix proposé au visiteur de la villa Favart donne une idée de la richesse d'une culture médiévale qui a su marier, avec une étonnante habileté, les influences tibétaine, mongole et chinoise pour en faire une synthèse de haute qualité.

Si ombre de *hangkas* et de *mandalas* exposés à Lugano portent irrésistiblement le sceau de l'art religieux tibétain dans l'expression des divinités et les techniques d'exécution, d'autres rouleaux sur soie ou coton témoignent sans conteste de l'influence chinoise dans la perception gauchie des perspectives, la description des personnages et les détails du paysage. Dans le même temps, les uns comme les autres s'enracinent profondément dans une vision bouddhiste du monde, interprétée au gré des sensibilités individuelles de l'artiste ou de l'exécutant. L'ensemble crée une ambiance de beauté sereine, propice à la réflexion et au rêve, au diapason du mirage des sables et d'un sourire fugitif dérobé à l'éternité. C'est la première fois que le Musée de l'Ermitage prête les plus beaux fleurons de cette précieuse collection à l'étranger.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Art bouddhique de Khara-Khoto, Fondation Thyssen-Bornemisze, villa Favart Castagnola, Lugano (Suisse). Jusqu'au 31 octobre, ouvert du mardi au dimanche, de 10 heures à 17 heures. Fermeture le lundi. Tél. : (19) 41-91 516-152.

BILLET

Les dockers toujours...

S'il fallait décerner des « bonnets d'âne » dans la chronique maritime, ce sont Marseille et Le Havre qui en seraient affublés. Les deux plus grands ports français sont, en effet, ceux où la réforme du statut des dockers, entérinée par la loi du 9 juin 1992, s'applique le plus mal. Si les trafics de pétrole, charbon, céréales – ce qu'on nomme le vrac – continuent à s'effectuer normalement, les importations et exportations de marchandises générales, notamment en conteneurs, sont les principales victimes de ratés à répétition. Résultat : les concurrents comme Gênes, Barcelone, Anvers ou Rotterdam en profitent et, du coup, l'économie et l'emploi sur les plates-formes normande et provençale en souffrent dans la mesure où ces marchandises (machines, fruits et légumes, biens de consommation divers) sont les plus créatrices de valeur ajoutée.

Au Havre, alors qu'un schéma de financement du plan social démesurément coûteux (1,3 milliard de francs pour un millier de départs d'ouvriers) s'enfin est trouvé entre l'Etat, les entreprises et les banques, le syndicat local CGT des dockers rend impossible la signature d'un accord partiel sur la réduction des effectifs, en présentant à chaque réunion, prévue pour être la dernière, des revendications nouvelles. La CGT exige que la nombre de dockers mensuels, y compris l'intégration progressive des apprentis, soit de 1 317. Le patronat répond : « Au-dessus de 1 150, nous coulerons nos entreprises ». Frônant les sources, le ministre en charge de la mer, Bernard Bosson, a lancé un avertissement : si le 21 août un arrangement n'est pas trouvé, l'Etat ne se sentira plus dans l'obligation de respecter ses engagements financiers. A Marseille, la situation n'est pas meilleure. Grâce à la signature d'un accord sur l'embauche d'ouvriers occasionnels, les car-ferris de Corse ne semblent pas – du moins jusqu'au début septembre – devoir être empêchés d'effectuer normalement leurs rotations. Mais, pour les autres trafics, la fiabilité est une notion à géométrie variable. Un accord sur les effectifs, certes, est signé en mars, mais, en ce début de mois d'août, la majeure partie des dockers professionnels (mensuels ou intermittents) sont partis en congé, et l'on manque de bras. Les entreprises veulent donc recruter des salariés occasionnels, en contrepartie de durée déterminée pour quelques semaines, mais le syndicat local s'y oppose farouchement. « S'il le faut, nous passerons en force », dit-on au patronat. Navires français et étrangers grillent les escales de Marseille et du Havre ou repartent en laissant des marchandises à quai, vers le Benelux ou... Dunkerque. Dans le port flamand, après une guerre interne au sein du syndicat des dockers, le réforme s'est pris un tour exemplaire.

FRANÇOIS GROSCHARD

o Limitation des importations d'aluminium : satisfaction du ministre de l'Industrie et de l'Énergie. – Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Gérard Longuet, a « pris acte avec satisfaction », lundi 9 août, de la décision de la Commission européenne de restreindre à 60 000 tonnes jusqu'en novembre les importations dans la CEE d'aluminium provenant de la Communauté des États indépendants (CEI). Le groupe Pechiney, numéro un européen de l'aluminium, juge la décision « très positive ». Néanmoins, il estime qu'une solution de fond doit être négociée avec la CEE. Cette réduction des importations

d'aluminium d'août à novembre correspond à une diminution de moitié par rapport au volume importé au cours de la même période l'année précédente.

o Grève des salariés et action judiciaire contre la filiale française de la National Westminster Bank. – Les représentants des salariés des succursales françaises de la deuxième banque de dépôts britannique, le National Westminster Bank, ont annoncé, lundi 9 août, qu'ils confirmeront leur appel à la grève pour le 17 août et leur intention d'entamer une action en justice contre la direction. A l'issue de la réunion extraordinaire du

La crise du SME et le débat sur la construction européenne

Le calendrier de l'union économique et monétaire pourrait être retardé de « un ou deux ans »

déclare le chancelier Kohl

Helmut Kohl a déclaré, lundi 9 août, d'Autriche, à l'occasion d'un entretien télévisé diffusé par le chaîne allemande SAT-1 que le calendrier de l'union économique et monétaire (UEM) inscrit dans le traité de Maastricht pourrait, après le compromis de Bruxelles, être retardé de « un ou deux ans ». La question devrait être abordée lors d'un sommet exceptionnel de la Communauté au mois d'octobre. « Le plus important est que nous ne relâchions en aucun cas les conditions très sévères posées aux économies nationales, à l'état des budgets et des endettements, mais que nous conservions les sévères mesures inscrites dans le traité de Maastricht », a expliqué le chan-

celier allemand, ajoutant : « Si cela devait conduire à repousser d'un ou deux ans le calendrier établi, je me pose la question : qu'est-ce que cela change sur le fond ? »

Commentant le déroulement de la crise monétaire, il s'est affirmé : « En tant qu'Allemands, nous avons prouvé nos convictions européennes. » Il a défendu aussi la Bundesbank, qui « a pris en compte ses devoirs sans la moindre hésitation, soutenue en cela par le gouvernement allemand ». L'élargissement des marges de fluctuation au sein du système monétaire européen (SME) n'est pas, enfin, « une décision contre Maastricht ». L'objectif du traité demeure : « Seule l'union européenne permettra d'éviter la

guerre en Europe. L'union politique en Europe est la chose la plus importante de toutes », a conclu le chancelier.

Lundi 9 août à Londres, John Major, premier ministre britannique, a confirmé son intention de faire, au conseil européen exceptionnel d'octobre, de nouvelles propositions pour relancer la coopération européenne. Il envisage de revenir sur l'idée d'un « écu dur » (« hard ECU »), monnaie commune devant circuler parallèlement aux monnaies nationales. En Italie, le président du conseil, Carlo Ciampi, a, pour sa part, envoyé un courrier à plusieurs responsables européens proposant de « relancer et de réformer le SME » le plus rapidement possible.

Une remise en question

Suite de la première page

N'ont-ils pas à prendre la défense de la Bundesbank (« la bonne et étroite coopération entre la Bundesbank et le gouvernement a prouvé son bon fonctionnement »), il a réaffirmé que « la plus importante est que nous ne relâchions en aucun cas les conditions très sévères posées aux économies nationales, à l'état des budgets et des endettements et que nous conservions les mesures sévères inscrites dans le traité ». Les objectifs de convergence doivent donc être maintenus. Dans son appel, vendredi 6 août, en faveur d'un renforcement de la coopération entre les Douze, la Commission de Bruxelles adopte la même approche (le Monde daté 8-9 août).

Certains dirigeants imaginent déjà un resserrement des bandes de fluctuation (portées de 4,5 % à 30 % lundi 2 août) et un retour au SME d'antan. « Je suis sûr que nous pourrions revenir plus tard à des marges plus étroites », a déclaré le ministre allemand des finances Theo Waigel, dimanche, lors d'un entretien à la télévision publique allemande, ajoutant que, à ses yeux, les marges élargies actuelles « ouvrent la possibilité de voir revenir des pays qui sont actuellement hors du SME, comme la Grande-Bretagne et l'Italie », et ce dès le prochain conseil européen.

Pour donner crédit à cette pers-

pective, plusieurs responsables européens reprennent l'idée de la constitution accélérée d'une Union monétaire restreinte, limitée aux pays satisfaisant déjà certaines conditions économiques. Alors que l'Allemagne et les Pays-Bas ont, à l'occasion du week-end de Bruxelles, formellement maintenu un lien étroit entre leurs monnaies (la marge de fluctuation du florin par rapport au mark est toujours de 2,25 %), la Belgique, le Luxembourg et le Danemark ne cachent pas leur volonté de rejoindre ces deux pays. Soulevant la question de la place de la France, un tel projet – la constitution d'une Europe à plusieurs vitesses, en fait – ne manquerait pas non plus de faire renaitre de nombreuses oppositions, risquant de rejeter hors de l'UEM certains pays pourtant soucieux de rejoindre ce noyau dur, comme l'Italie et l'Espagne.

Le silence de l'Elysée

A ceux qui s'en tiennent au traité de Maastricht, même avec un calendrier un peu moins ambitieux, d'autres dirigeants européens opposent une analyse plus radicale. A l'instar du premier ministre britannique John Major, ils veulent profiter de la crise actuelle pour remettre en cause l'ensemble du processus et notamment la démarche d'union

Lorsque M. Balladur était d'accord avec M. Major

« A la monnaie unique, je préfère la monnaie commune. » Comment Edouard Balladur, l'outre de cette conviction, exprimée avec force dans un point de vue publié par le Monde du 9 septembre 1990, répondait-il aujourd'hui à ceux qui, à l'instar de John Major, estiment que la crise a démontré l'impossibilité de poursuivre le projet de la monnaie unique et qui affirment préférer de revenir à une émission plus modeste, une monnaie commune, l'écu lourd ?

« Une monnaie unique entraînerait la disparition des monnaies nationales, ou alors les mots n'ont plus de sens, et entraînerait la disparition de l'autonomie des politiques économiques et monétaires », écrit Edouard Balladur, alors député (RPR) de Paris, ajoutant : « Une monnaie commune répond aux besoins fondamentaux du grand marché, mais respecte la souveraineté des États. » Il affirmait : « Il faut une monnaie commune, mais cela ne remet pas en cause l'exis-

tence des monnaies nationales qui circuleront parallèlement à cette monnaie commune nécessaire à l'union européenne. »

« Quelle Europe veut-on, une Europe fédérale, rigide et structurée, ou ce que j'appellerais l'union européenne ? », interrogeait l'ex-ministre des finances de Jacques Chirac. Il répondait : « Je suis hostile à la fédération, favorable à l'union européenne, c'est-à-dire à un système simple, diversifié et capable de s'adapter à la variété des situations permettant le progrès de l'Europe. » Exprimées pendant les débats sur le traité de Maastricht, auquel il s'est depuis rallié, ces convictions sont-elles toujours celles du premier ministre ? Ce ne sont pas, en tout cas, celles du président de la République.

E. I.

► Le premier ministre sera l'invité du « Journal » de 20 heures de France 2, jeudi 12 août, en direct de Chamonix où il est en vacances.

comité d'entreprise de NatWest Bank SA (filiale française du groupe à 99,9 %), les responsables syndicaux ont indiqué que le rapport d'expertise comptable du cabinet Legris, présenté lundi au CE, entretient fermement dans sa conclusion le caractère économique des 412 licenciements annoncés en mai pour cause de fermeture de l'ensemble des activités bancaires de NatWest SA en France.

o Indosuez et Lazard seront les banques conseillers du gouvernement pour la privatisation de Rhône-Poulenc et de la BNP. – Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a

contenu dans le traité. Les Britanniques, en particulier, prennent aujourd'hui leur revanche. Ils n'ont jamais vraiment cru à la pertinence du SME. L'explosion du système ne leur donne-t-elle pas raison ? Contraints et forcés, ils avaient repris leur liberté en septembre dernier. La forte baisse des taux d'intérêt et la chute de la livre y ont favorisé la reprise. Ils sont aujourd'hui, en Europe, les premiers à sortir de la récession. Lors des négociations de Bruxelles, ils se sont même offerts le luxe de s'opposer à la perspective d'un flottement généralisé des monnaies.

Aujourd'hui, John Major reprend donc son combat contre l'orientation fédéraliste du traité de Maastricht et en faveur d'une Europe conforme à la vision américano-britannique classique d'une vaste et simple zone de libre-échange. Il a ainsi fait savoir, dimanche, son intention de relancer son idée d'« écu lourd » et de proposer aux Douze, en octobre, de substituer au projet, impossible, de la monnaie unique, une autre perspective, celle de la monnaie commune. Le débat n'est pas nouveau. Lors des négociations du traité de Maastricht, en 1990, M. Major, alors chancelier de l'Échiquier de Margaret Thatcher, avait suggéré l'introduction d'une monnaie qui aurait circulé entre Européens sans remplacer les monnaies nationales. Il n'y aurait pas eu, dans ce cas, de transfert de la souveraineté monétaire à une instance supranationale, la banque centrale européenne.

Alors que les dossiers agricoles et commerciaux risquent à nouveau de provoquer, à l'automne, de violents différends entre Européens, c'est, en fait – les déclarations de M. Kohl et Major en témoignent – l'ensemble du débat sur la construction européenne que la crise monétaire a relancé. S'il l'est au niveau européen, il le sera aussi en France. Jusqu'à présent, l'harmonie a pu être préservée au sommet de l'exécutif – entre l'Elysée et Matignon –, le sera-t-elle longtemps ? Le silence de François Mitterrand laisse interrogatif lorsque l'on sait sa passion pour l'Europe.

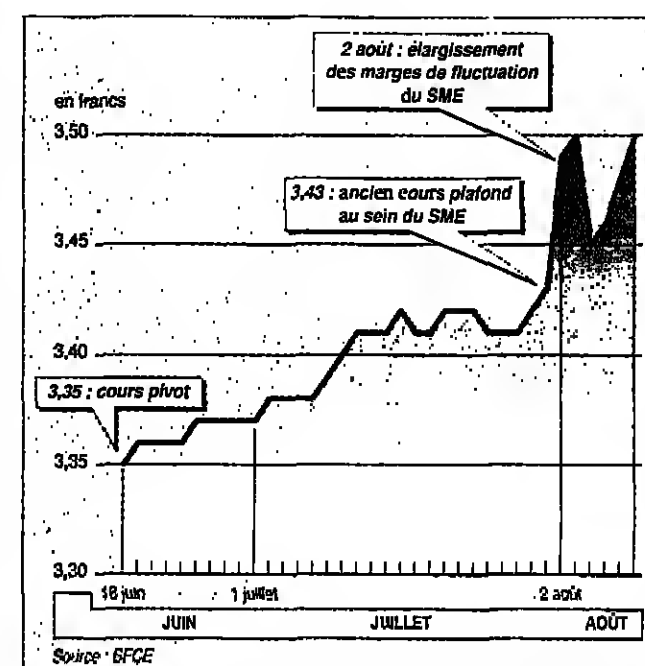
ERIK IZRAELECZ

M. Lamassoure : les échéances pourront être tenues

Le ministre délégué aux affaires européennes, Alain Lamassoure, a estimé, mardi 10 août, sur Radio-France Internationale que le calendrier de l'union économique et monétaire (UEM) prévu par le traité de Maastricht pouvait être tenu. Commentant certains poussaient avoir des « interrogations » à ce sujet, il a ajouté : « On peut aussi s'interroger en sens inverse, et se demander si l'ensemble des mesures prises pour la crise monétaire de la semaine dernière, mais aussi des crises qui, depuis un an, secouent le SME n'est pas plutôt qu'il faut accélérer la marche vers l'union monétaire finale. » Le ministre a en outre insisté sur le fait que « l'Europe a besoin d'une initiative politique, et donc d'une démarche franco-allemande, de façon à pouvoir utiliser enfin le traité de Maastricht ».

confié, lundi 9 août, le mandat de conseil du gouvernement à Indosuez pour la privatisation de Rhône-Poulenc et à Lazard Frères et Cie pour celle de la BNP. Cette désignation a été effectuée sur proposition du comité de sélection présidé par André Blanc, membre de la commission de privatisation. Comme l'avait fait Rhône-Poulenc en juillet, la BNP a annoncé son intention de proposer lors de sa prochaine assemblée générale la division par deux du nominal de son action et de son certificat d'investissement de 50 à 25 francs, ce qui devrait faciliter le placement des titres auprès du public.

Le cours du deutschemark par rapport au franc



Le franc, qui était à son cours-pivot (le parité fixe autour de laquelle il peut fluctuer) le 18 juin, a constamment baissé, pour atteindre son ancien cours-plancher le 30 juillet. Depuis l'élargissement des marges de fluctuation de 2,25 % à 15 %, décidé le 2 août, le franc est sorti de son ancienne bande autorisée. S'il n'a pas chuté brutalement comme la livre en septembre 1992 – elle avait perdu 16 % par rapport au mark – la baisse des taux d'intérêt anticipée par les marchés commence à l'affaiblir depuis le vendredi 6 août. Un deutschemark valait 3,35 francs le 18 juin et 3,50 le 9 août.

ÉTRANGER

Grâce à une importante plus-value

Résultats satisfaisants pour Philips

AMSTERDAM

de notre correspondant

Philips a présenté, jeudi 5 août, des résultats mitigés pour le premier semestre de 1993. Le groupe d'électronique enregistre un bénéfice net tout à fait exceptionnel de 1,3 milliard de florins (3,9 milliards de francs), contre 241 millions lors de la même période l'année dernière. Mais ce très bon résultat apparent est essentiellement dû à la plus-value de 1,1 milliard de florins dégagée par la cession en mai des 35 % détenus dans la contrepartie que formait Philips avec Matsushita Electronics Corporation (MEC). Le résultat net provenant des activités normales du groupe est, lui, passé de 241 millions lors du premier semestre 1992, à 220 millions ce semestre.

La branche électronique grand public, la plus importante de Philips, continue d'être le point noir. Avec un résultat d'exploitation négatif de 150 millions de florins, elle est la seule activité déficitaire. Depuis plusieurs années, elle souffre d'une saturation du marché et d'une diminution constante des prix en Europe. Cependant, grâce à une politique drastique de réduction des coûts et à la fermeture de certaines unités de production, le résultat de cette année est moins mauvais que celui de 1992 (-177 millions de florins).

Le nouveau vice-président et responsable des finances de Philips, Dudley Eustace, s'efforce depuis son arrivée, en octobre 1992, d'assainir les finances du groupe et de réduire l'endettement qui s'élève encore à 13,4 milliards de florins. Des écono-

mies drastiques auxquelles s'ajoute une conjoncture incertaine ont également entraîné une baisse des investissements. D'autre part, les plans de restructuration ont provoqué, cette année, la suppression de 5 800 emplois. Le nombre des employés était de 254 000 fin juin. L'objectif du groupe d'éliminer 10 000 à 15 000 emplois au cours de l'année 1993 sera bien atteint selon Philips, qui a également affirmé que les réductions de personnel se poursuivront lors de l'année 1994. (Infra.)

o Le contrat de vente de la flotte roumaine à un armateur grec est annulé. – Le tribunal de Constanza (dans l'est de la Roumanie) a annulé, vendredi 6 août, le contrat d'association de la compagnie Petromin, qui contrôle trois quarts de la flotte marchande roumaine, avec la compagnie grecque Finarm Maritime, aux termes duquel cette dernière devait acquérir 51 % des actions d'une société mixte créée pour rendre effectif ce regroupement, a annoncé Radio Bucarest. Les termes de ce contrat avaient provoqué un scandale en Roumanie, les milieux politiques et la presse qualifiant cette affaire de « frauduleuse et inacceptable ». Après avoir soutenu l'association de Petromin et Forum Maritime, le gouvernement de Bucarest s'est déclaré en faveur de la conclusion d'un simple « contrat de management » avec l'armateur grec, qui aurait donné son accord à cette formule, selon un communiqué officiel roumain. (AFP)

ÉCONOMIE

Le débat sur la construction européenne

POINT DE VUE

L'Allemagne, la loi et l'après-Maastricht

par Klaus Reeh

EN Europe, la tempête monétaire est finie. Mais une tempête juridique se prépare, impliquant, cette fois, non plus la Bundesbank mais le Tribunal constitutionnel fédéral. Car la ratification du traité de Maastricht n'est pas encore acquise en Allemagne. Le Tribunal constitutionnel fédéral doit se prononcer sur plusieurs recours contestant la constitutionnalité de la loi permettant d'approuver le traité de Maastricht, loi adoptée par le Bundestag et le Bundesrat en décembre 1992. Ces recours, qui concernent les droits civiques, bloquent le dépôt de l'acte de ratification, retenu pour le moment par le président fédéral. Or, pour permettre ce dépôt, le Tribunal pourrait imposer des conditions déclinant une tempête juridique dans la Communauté.

Les questions constitutionnelles sont de la plus grande importance pour la République fédérale d'Allemagne (RFA), car la Constitution est, pour des raisons historiques, le noyau éternel du pays, reflétant et maintenant l'unité culturelle allemande et sa pluralité politique. L'organisation éternelle ne s'appuie pas beaucoup sur la fédération, ses organisations, ses symboles et ses représentants. Elle est plus largement basée sur des valeurs juridiques — qui s'expriment à travers la loi fondamentale — ou économiques, comme l'attachement à la stabilité du D.M. L'idéalisme est une caractéristique essentielle qui a toujours influencé la vie politique allemande pour le meilleur ou le pire.

L'unification et la construction de l'Union européenne, rendent vulnérables l'autorité et la légitimité étatique allemande. Cette vulnérabilité ne peut que s'accroître si la Constitution, ultime ancrage, s'affaiblit. C'est pourquoi la constitutionnalité du traité de Maastricht est plus importante en Allemagne que dans d'autres pays de l'Union européenne.

Un sujet permanent de litiges

Plusieurs recours ont été déposés, le plus célèbre étant celui de Manfred Brunner, ancien chef de cabinet du vice-président de la Commission européenne, Martin Bangemann. Le Tribunal constitutionnel fédéral en juge sur deux aspects : la recevabilité et le fond. Une première audition du Tribunal, fin juin, n'a pas été très favorable au gouvernement. Celui-ci estime cependant que, même si le Tribunal juge le recours recevable, la décision sur le fond n'empêchera ni la ratification du traité ni la continuation de la politique européenne, mais donnera seulement lieu à un délai.

Selon les observateurs bien informés, deux scénarios moins favorables mais plus réalistes sont probables : soit le Tribunal imposera au gouvernement des conditions à respecter dans les négociations prévues pour 1995, ce qui mettra le gouvernement en situation difficile, puisqu'il aura les mains liées et sera pratiquement

obligé d'imposer une volonté politique allemande aux autres membres. Soit le Tribunal fédéral imposera une renégociation immédiate, comme au Danemark.

Au-delà des difficultés de la ratification se cache un problème plus profond. Car, sur un plan purement juridique, la constitutionnalité du traité de l'Union européenne risque de devenir un sujet permanent de litiges, à moins qu'il soit adopté par référendum constitutionnel (1). La Constitution fédérale ne semble pas prête — compte tenu des risques politiques — à demander un référendum qui seul réglerait définitivement le problème de la constitutionnalité du traité. Il devrait se référer, pour les mêmes raisons, de juger lui-même de cette constitutionnalité, ce qui ouvrirait le débat de la Communauté européenne n'e n l'intention ni l'habitude de violer les droits civiques — ce qui constitue le fondement des recours déposés. Mais dans ce dernier cas, il sera conduit, pour éviter de se prononcer sur le fond, à se réserver le droit de suivre de près la législation communautaire dans le domaine des droits civiques.

Cela signifie que chaque Allemand aura le droit, en raison d'un litige concret et pour défendre ses droits civiques, de faire appel aux tribunaux allemands : ceux-ci devraient, en cas de doute sur la constitutionnalité de la législation mise en cause, soumettre cette question à la décision du Tribunal constitutionnel fédéral — selon les procédures d'un contrôle des normes de l'article 100 de la loi fondamentale. C'est pourquoi, même si les difficultés immédiates de la ratification sont surmontées, la constitutionnalité continuera d'être un sujet de contestation permanent à l'occasion de litiges individuels liés à des actes législatifs spécifiques.

Si le gouvernement fédéral est obligé, pour pouvoir ratifier le traité, de reconnaître et ensuite de faire reconnaître aux autres États membres de la Communauté un tel « droit de suivi », le tribunal de Karlsruhe deviendrait l'instance juridique ultime de l'Union européenne pour les Allemands. Les articles 1 à 20 de la loi fondamentale, qui définissent les droits civiques, risqueraient à tout moment de remettre en cause la législation communautaire, et cela jusqu'à ce que l'Union se soit dotée d'une constitution considérée par le Tribunal à la hauteur de la loi fondamentale allemande.

Cela crée un vrai casse-tête pour l'Allemagne et ses partenaires, parce que ce droit de suivi permettrait au Tribunal fédéral d'assumer un rôle de défenseur rigoureux de la Constitution, semblable au rôle de la Bundesbank vis-à-vis de la stabilité monétaire, et étouffant la volonté politique.

En conclusion, même si le gouvernement fédéral gagne devant le Tribunal sur le plan juridique en ce qui concerne la procédure de l'adoption du traité de Maastricht, il perdra probablement sur le plan politique, en tant que moteur de l'intégration européenne. En étant

saisi et indépendamment même de sa décision — sur la recevabilité ou sur le fond — le Tribunal sera obligé de reconnaître que la création de l'Union implique un saut qualitatif par rapport aux anciennes Communautés européennes. Les deux chambres parlementaires, en modifiant la Constitution pour l'ouvrir sur l'Europe, ont couru de la procédure de ratification, ont d'ailleurs déjà reconnu ce changement, puisqu'elles ont introduit dans la loi fondamentale un nouvel article (23 GG) sur l'Union européenne, admettant ainsi que l'article 24 GG, utilisé dans le passé pour les transferts des droits de souveraineté aux Communautés, ne suffit plus pour l'Union. Dès lors qu'il aura implicitement admis cette différence, le Tribunal sera obligé de suivre de près la constitutionnalité des transferts des droits de souveraineté.

Un gouvernement sous haute surveillance

Le choix final face à cette pré-emption juridique sera influencé par les partenaires de l'Allemagne, et par leur désir de voir le traité tel qu'il est entré en vigueur. L'alternative est claire : soit une Allemagne affaiblie sur le plan politique et obligée de freiner l'intégration sous la haute surveillance du Tribunal, soit une Allemagne qui risque de ne pas ratifier le traité.

Les auteurs des différents recours déposés auprès du Tribunal fédéral se contenteront probablement de ne pas que la décision, pourvu que le Tribunal se réserve le droit de suivi. Ils sont certes convaincus de gagner le cas échéant un référendum, mais aussi prêts à se contenter d'un gouvernement sous haute surveillance.

Parmi les partenaires européens de l'Allemagne, les avis sont probablement partagés. Les uns seront prêts à concéder un droit de suivi au Tribunal fédéral allemand, afin de réclamer ce droit pour eux-mêmes ; les autres y seront violemment opposés, craignant d'être obligés de partager le pouvoir non seulement avec des benigneurs centraux indépendants, mais aussi avec des juges tout aussi indépendants. Un compromis entre les deux positions est très difficile à imaginer. Le débat risque en outre de remettre en cause la consensuelle politique interne des autres États membres sur le traité.

Reste à voir cependant si le Tribunal est prêt à saisir l'occasion juridique ainsi créée pour s'arroger de tels pouvoirs. Si tel n'était pas le cas, il paraîtrait avoir cédé aux pressions politiques. Les Allemands ont beau jeu, en regardant en arrière, pourraient conclure

qu'ils ont perdu, avec la ratification du traité de Maastricht, non seulement leur chère Bundesbank, mais aussi leur Tribunal constitutionnel fédéral, qui leur est moins cher, mais qui est plus important.

Dans le cas contraire, le Tribunal paraîtrait avoir résisté aux pressions politiques. Les Allemands, en regardant un beau jour en arrière, pourraient conclure que ce n'étaient pas leurs pouvoirs législatifs et exécutifs, mais les gardiens de leurs idéaux monétaires et constitutionnels qui leur ont échappés prudemment sur la sentier de l'Europe politique.

Qu'une remarque finale soit permise pour mettre en perspective l'enjeu européen de l'identité politique de l'Allemagne. La Bundesbank et le Tribunal l'incarnent très bien. Ce n'est pas par hasard que ce duo est touché au moment où le Communauté européenne s'apprête à créer l'Europe politique. Ils symbolisent les deux idéaux perçus en Allemagne comme en dehors de la politique quotidienne. L'autre idéal de ce type, le fédéralisme, a été soumis à une épreuve depuis toujours et est largement vidé par l'unification allemande. Si ces deux idéaux étaient trop affaiblis et si les institutions qui les englobaient étaient trop vite abandonnées sous la pression de la politique européenne, le résultat risquerait d'être au mieux la banalisation et, au pis, la destruction de l'Allemagne sur le plan politique avec tous les risques que cela comporte. C'est pourquoi il faut éviter de trop bousculer ces institutions, trop importantes en Allemagne pour donner la légitimité à l'Union européenne.

Bien sûr, le rôle de la Bundesbank est actuellement très difficile et le même avis peut s'appliquer au Tribunal. Mais en France, l'autorité politique est l'autorité ultime, capable de légitimer la construction européenne, ce qui n'est pas du tout le cas en Allemagne, en dépit des déclarations de dirigeants politiques allemands. L'Europe politique ne peut pas se faire seulement à travers une volonté politique courte. Les choses sont toujours plus complexes, surtout en Allemagne, trop grande et trop faible, trop fragile et trop immobile, au même moment.

1) Certains articles de la Constitution — portant sur la « dignité de l'homme » et le caractère « fédéral, social, démocratique et d'état de droit » de l'Allemagne — ne peuvent pas être modifiés par le Parlement, seul un référendum constitutionnel le permet.

► Klaus Reeh, économiste de la CEE, s'exprime ici en son nom personnel.

Sous la houlette de son directeur général

Unisys se réorganise et perd son président

Le fabricant d'ordinateurs américain Unisys Corp. a annoncé, lundi 9 août, une réorganisation de ses activités et le départ de son président Reto Braun. Cette réforme prévoit de regrouper les services aux entreprises en trois unités, dont l'une spécifiquement chargée des ventes au gouvernement fédéral américain (un quart du chiffre d'affaires d'Unisys). L'ensemble sera chapeauté par le directeur général, James Unruh.

Cette réforme « permettra de prendre des décisions plus rapides pour répondre aux changements sur le marché », a expliqué M. Unruh. « Notre intention a été de réduire la structure de tête du groupe. Nous avons éliminé le besoin d'une fonction de présidence », a-t-il ajouté lors d'une déclaration reproduite par le Financial Times. Selon le quotidien, l'ancien président, Reto Braun, va entrer le premier septembre prochain chez Moore Corporation, une entreprise basée à Toronto. La réforme n'aura pas d'effet sur l'emploi, selon un porte-parole de la firme.

M. Poperen (PS) dénonce l'« offensive antisociale » du rapport Mattéoli

Le rapport d'étape du groupe d'étude sur l'emploi animé par Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, qui prévoit notamment l'indexation du salaire minimum sur le seul indice des prix et la suppression des contrats à durée déterminée, ainsi que la révocabilité, au cours des dix-huit premiers mois, des contrats à durée indéterminée (le Monde du 5 août), est vivement critiqué à gauche. Pour Jean Poperen (PS), ancien ministre, président de l'association Le Nouveau Monde 1992, ce rapport « apparaît, dans la plupart de ses dispositions, comme une véritable programmation-officialisation d'une offensive antisociale dont le lien, en même temps que le prétexte, est le chômage ». « La seule mesure qui puisse s'annoncer positive dans les propositions Mattéoli est la réduction du temps de travail, mais il n'est en aucune façon indiqué dans quel type de contrat elle pourrait s'insérer », ajoute M. Poperen, dans un communiqué.

En revanche, Guy Aznar, secrétaire national de Génération Ecologie, estime que ce rapport contient « de nombreuses propositions positives, malheureusement ternies par des menaces de dérégulation sociale et l'absence d'un grand projet collectif ». Parmi les propositions négatives, M. Aznar cite la remise en cause du SMIC et l'allègement des garanties pour les contrats à durée indéterminée.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 août — Effrètement

Pour la deuxième séance consécutive, la tendance s'affaiblit mardi matin à la Bourse de Paris sous le poids de prises de bénéfices réalisées après la vive hausse du marché en pleine spéculation monétaire. En baisse de 0,18 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 effaçait en début d'après-midi une partie de 0,33 % à 2 101,56 points.

Le marché était relativement calme jusqu'à la matinée, la volume d'échange sur le marché à règlement mensuel n'étant que de 500 millions de francs. Ce manque d'activité est habituel en cette période de l'année, les opérations étant en général peu nombreuses dans les salles de marché le semaine précédant la fête du 15 août.

La décision de la Bundesbank d'opérer une prise en pension au taux inchangé de 6,50 % ne surprend pas les opérateurs qui n'attendent rien avant la

prochaine réunion de la Bundesbank le 26 août. De son côté, le Banque de France continue à privilégier la politique des prêts par un maintien d'assouplissement du taux de l'argent.

Du côté des plus fortes hausses figurent La Rochette, Olipar et Lagris Industrie. En baisse on note CCMC, Radiotechnique et Salomon. Elf Aquitaine ne décline plus aucun droit de vote dans la Compagnie générale de géophysique (CGG), après avoir cédé sa participation à sa maison-mère, Société nationale Elf Aquitaine, qui l'a rattachée à sa filiale Sogepar. Cette dernière a ainsi franchi en hausse le cap des 20 % du capital et des droits de vote. Sogepar recouvre 13 443 actions CGG supplémentaires à la suite de l'exercice de l'option du paiement du dividende en titres.

NEW-YORK, 9 août — Nouveau record

Wall Street a battu un nouveau record lundi 9 août, porté par la baisse des taux d'intérêt sur le marché obligataire à leur plus bas niveau depuis près de vingt ans (6,48 % pour les bons à terme ans). L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini à 3 576,08 points, en hausse de 15,85 points (+0,44 %). Le précédent sommet remontait au 28 juillet.

Le marché a été plus calme que lors des séances précédentes avec 232 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont largement dépassé celles en baisse : 1 203 valeurs ont gagné, contre 804 valeurs en baisse.

Les bons du Trésor ont été recherchés après l'approbation vendredi 6 août par le Congrès du programme économique du président Bill Clinton, ce qui a provoqué une baisse des taux d'intérêt. Ce programme prévoit de réduire le déficit budgétaire, et donc les besoins de financement du gouvernement fédéral. Les hausses d'impôts et les réductions de dépenses prévues pourraient aussi ralentir la croissance, permettant de garder l'inflation sous contrôle et favorisant ainsi les placements à taux fixe, selon les investisseurs.

Du côté des valeurs, Unilever, qui a annoncé le départ de son président Reto Braun ainsi qu'une réorganisation, s'est apprécié d'un quart de point à 10-14.

VALEURS	Cours du 9 août	Cours du 8 août
Alcatel	71,60	71,10
AT&T	62,12	63,10
Banque	38,78	39,10
Carrefour	33,10	34
Du Pont de Nemours	48,12	49,10
Environnement	58,60	59,10
Exxon	54,70	55,10
Ford	51,50	52,14
General Electric	89,30	90,30
General Motors	47,34	48
Goodyear	42	42,10
IBM	43,14	43,10
ITT	30,50	30,34
Medco	72,68	74
Pfizer	59,10	59,50
Schering-Plough	61,34	61,10
Telex	62	62
UAL Corp. ex-Airline	145,14	146,34
United Technologies	19,30	19,10
United Tech.	57	57,34
Westinghouse	15,30	15,34
Xerox Corp.	73,30	74,30

LONDRES, 9 août — Au plus haut

Les valeurs ont atteint de nouveaux sommets lundi 9 août au Stock Exchange, portées par l'anticipation de baisses des taux d'intérêt en Europe et par la publication de bons chiffres sur les prix des gros et les crédits britanniques. L'indice Footsie a terminé sur un record en clôture pour la deuxième séance consécutive, à 2 986,4 points. Le volume des échanges, tout en demeurant élevé, s'est légèrement accru, passant à 523,8 millions de titres contre 505,4 millions vendredi.

Les investisseurs ont été encouragés par l'annonce d'une hausse de 4,1 % des prix de gros britanniques en juillet en rythme annuel comparé à 4 % en juin. Cet indicateur montre que les pressions inflationnistes restent modérées. Par ailleurs, l'annonce des crédits à la consommation a été une bonne plus forte que prévu de 213 millions de livres en juin. Cette donnée est interprétée par

les investisseurs comme un signe de retour de la confiance des consommateurs.

La plupart des secteurs d'activités ont progressé. Mais les compagnies d'eau ont été affectées par des craintes d'annulation de capital, et les titres du secteur pharmaceutique pâtissent des interrogations sur la réforme du système médical aux États-Unis.

VALEURS	Cours du 9 août	Cours du 8 août
Alcatel	5,90	5,90
B.P.	3,08	3,10
B.T.R.	4,05	4,05
Carbury	1,52	1,52
De Beers	12,25	12,12
Globe	5,20	5,17
G.I.L.	26	26,10
ICI	6,74	6,77
Reckitt	15,38	15,49
RITZ	1,54	1,54
Shell	6,38	6,45
Unilever	5,62	5,60

TOKYO, 10 août — Stable

La Bourse de Tokyo est demeurée stable, lundi 10 août, l'indice Nikkei progressant de 0,03 % à 20 493,76 points. Le volume d'affaires s'est accru par rapport à lundi, passant à 280 millions de titres contre 190 millions la veille. Les valeurs avaient ouvert sur une hausse plus nette, mais elles ont perdu l'essentiel de leurs gains initiaux. Ce piétinement a été provoqué par les propos du nouveau premier ministre, Morihiro Hosokawa, selon lesquels son gouvernement pourrait ne pas recourir à des baisses de taxes pour relancer l'économie japonaise. Les investisseurs

envisagent toutefois positivement la perspective de nouvelles mesures économiques du nouveau gouvernement. M. Hosokawa doit exposer sa politique devant le Parlement le 23 août.

VALEURS	Cours du 9 août	Cours du 10 août
Alcatel	1 300	1 300
Edison	1 250	1 250
Canon	2 900	2 900
Fujitsu	2 500	2 500
Honda Motor	1 300	1 300
Isuzu	1 300	1 300
Mitsubishi Heavy	1 500	1 500
Sony Corp.	4 400	4 400
Toyota Motor	1 600	1 600

CHANGES

Dollar : \$ 985 F ↑

Le dollar a terminé la séance de mardi 10 août à Tokyo à 104,47 yens, en légère baisse de 0,1 yen par rapport à la clôture de la veille. A Paris, le billet vert progressait nettement à 5,935 francs lors des premiers échanges contre 5,935 francs la veille, au cours inchangé de la Banque de France. A New-York, jeudi soir, le dollar cotait 5,960 francs.

FRANCFORT	9 août	10 août
Dollar (en DM)	1,787	1,638
TOKYO	9 août	10 août
Dollar (en yen)	104,58	104,47

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (10 août) : 9 3/4 - 10 %

New-York (9 août) : 3 %

BOURSES

6 août 9 août

ISBF, base 100 : 31-12-81

Indice général CAC : 571,40 538,40

(ISBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 2149,83 2138,52

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles : 3 560,43 3 576,92

LONDRES (Indice Financial Times)

100 valeurs : 2 986,40 2 986,40

30 valeurs : 2 360,80 2 374,30

Mines d'or : 100,39 100,83

Fonds d'Etat : 203,40 208,90

FRANCFORT

Dax : 6 août 9 août

1869,38 1 872,30

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 9 août 10 août

20 493,05 20 493,75

Indice général : 1 659,01 1 661,22

INDICATEURS

CEE

● Prix agricoles : - 9,9 % au premier trimestre. — Les prix agricoles à la production ont baissé en termes réels de 9,9 % dans la Communauté européenne au premier trimestre de 1993, par rapport à la même période de 1992. Dans le même temps, les prix d'achat des moyens de production agricole ont aussi chuté, mais de manière moins significative : - 1,1 %. Les termes de l'échange se sont donc détériorés de 9 % entre les deux trimestres de 1992 et 1993, avec une baisse particulièrement forte pour les fruits (- 32,9 %), les plantes sarclées (- 24,2 %) et le vin (- 14,8 %).

FRANCE

● Prix à la production : - 0,7 % au deuxième trimestre. — Les prix de vente des biens intermédiaires (métaux, matériaux de construction, chimie minérale et organique, papier-carton, caoutchouc) ont baissé de 0,7 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre. En un an (deuxième trimestre 1993 comparé au deuxième trimestre 1992), la baisse de ces prix industriels est de 3,3 %. Ainsi, se poursuit un mouvement de baisse des prix à la production des biens intermédiaires amorcé en 1989 puis confirmé fin 1990 après une éphémère remontée à l'automne de la même année.

GRANDE-BRETAGNE

● Prix de gros : + 0,1 % en juillet. — Les prix de gros ont augmenté de 0,1 % en juillet par rapport à juin. En un an (juillet 1993 comparé à juillet 1992), la hausse est de 4,1 %. Les prix des matières premières utilisées dans l'industrie sont restés stables en juillet par rapport à juin. Ils ont progressé de 6,6 % par rapport à juillet 1992, après une hausse annuelle de 7 % en juin.

BOURSE DE PARIS DU

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 10 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 13 h 30
C 40 : -0,40 % (2129,95)

VALUERS				Règlement mensuel				VALUERS				VALUERS				VALUERS			
	Cours précéd.	Dernier cours	% + -		Cours précéd.	Dernier cours	% + -		Cours précéd.	Dernier cours	% + -		Cours précéd.	Dernier cours	% + -		Cours précéd.	Dernier cours	% + -
147.28	5500	5500	0.00	147.28	5500	5500	0.00	147.28	5500	5500	0.00	147.28	5500	5500	0.00	147.28	5500	5500	0.00
52.29	1100	1025	-6.82	52.29	1100	1025	-6.82	52.29	1100	1025	-6.82	52.29	1100	1025	-6.82	52.29	1100	1025	-6.82
74.05	1200	1000	-16.67	74.05	1200	1000	-16.67	74.05	1200	1000	-16.67	74.05	1200	1000	-16.67	74.05	1200	1000	-16.67
101.75	2120	2125	0.24	101.75	2120	2125	0.24	101.75	2120	2125	0.24	101.75	2120	2125	0.24	101.75	2120	2125	0.24
101.75	2280	2280	0.00	101.75	2280	2280	0.00	101.75	2280	2280	0.00	101.75	2280	2280	0.00	101.75	2280	2280	0.00
101.75	1100	1082	-1.64	101.75	1100	1082	-1.64	101.75	1100	1082	-1.64	101.75	1100	1082	-1.64	101.75	1100	1082	-1.64
101.75	985	995	1.02	101.75	985	995	1.02	101.75	985	995	1.02	101.75	985	995	1.02	101.75	985	995	1.02
101.75	706	700	-0.85	101.75	706	700	-0.85	101.75	706	700	-0.85	101.75	706	700	-0.85	101.75	706	700	-0.85
101.75	706	705	-0.14	101.75	706	705	-0.14	101.75	706	705	-0.14	101.75	706	705	-0.14	101.75	706	705	-0.14
101.75	591	591	0.00	101.75	591	591	0.00	101.75	591	591	0.00	101.75	591	591	0.00	101.75	591	591	0.00
101.75	2280	2240	-1.76	101.75	2280	2240	-1.76	101.75	2280	2240	-1.76	101.75	2280	2240	-1.76	101.75	2280	2240	-1.76
101.75	346	350	1.16	101.75	346	350	1.16	101.75	346	350	1.16	101.75	346	350	1.16	101.75	346	350	1.16
101.75	815	815	0.00	101.75	815	815	0.00	101.75	815	815	0.00	101.75	815	815	0.00	101.75	815	815	0.00
101.75	1510	1520	0.66	101.75	1510	1520	0.66	101.75	1510	1520	0.66	101.75	1510	1520	0.66	101.75	1510	1520	0.66
101.75	54	54	0.00	101.75	54	54	0.00	101.75	54	54	0.00	101.75	54	54	0.00	101.75	54	54	0.00
101.75	1120	1130	0.90	101.75	1120	1130	0.90	101.75	1120	1130	0.90	101.75	1120	1130	0.90	101.75	1120	1130	0.90
101.75	584	582	-0.34	101.75	584	582	-0.34	101.75	584	582	-0.34	101.75	584	582	-0.34	101.75	584	582	-0.34
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00
101.75	159	159	0.00	101.75	159	159	0.00	101.75	159	159									

Comptant

VALUES	% de min.	% de comptes	VALUES	Cours prix.	Dernier cours
Obligations			Ext.Mag. Paris	3000	
Emp.Ext. 10.95% 97	104	10.950	Eldorado Bogdan G.	510	510
Ext. 10.95% 97-99	115.50	11.010	Eldorado Bogdan G2	326	327
Ext. 9.95% 97-99	113.75	2.300	Fininvest	353	
Ext. 9.95% 97-99-97	109.50	0.511	Fininvest 2	143	143
Emp.Ext. 13.45% 94	100.37	0.477	Fininvest 3	102	102
Ext.Emprunt 9.95% CA	110	4.241	Foncière C&L	802	802
Ext. 9.95% 1997 CA	118.10	1.910	Foncière C&L	1630	1630
Ext. TMS 10.95% CA	106.75	5.395	Foncière	405	405
Ext. 10% 10.95% CA	108.20	2.955	France L.A.B.	365.20	
Ext. 9.95% 10.95% CA	109.80	2.560	France L.A.B. 2	2800	2810
Ext. 9.95% 97-99 CA	114	6.802	France L.A.B. 3	2650	
Ext. 9.95% 97-99 CA	116.05	6.700	France L.A.B. 4	2650	
Ext. 9.95% 97-99 CA	111.20	2.682	France L.A.B. 5	2650	
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Grande Victoire	1400	1400
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	S.T.J. Transport	220	
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 2	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 3	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 4	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 5	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 6	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 7	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 8	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 9	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 10	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 11	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 12	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 13	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 14	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 15	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 16	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 17	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 18	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 19	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 20	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 21	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 22	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 23	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 24	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 25	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 26	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 27	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 28	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 29	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 30	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 31	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 32	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 33	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 34	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 35	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 36	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 37	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 38	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 39	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 40	470	450
Ext. 9.95% 97-99 CA	115.20	0.837	Interinvest 41	470	450

[illegible]**Sicav** (sélection) **9 août**

Year	VALUES		VALUES		VALUES		VALUES	
	Emission Price Incr.	Rechat net	Emission Price Incr.	Rechat net	Emission Price Incr.	Rechat net	Emission Price Incr.	Rechat net
Arvision	256,98	250,11	France Pierre	128,87	123,12	Prémière	157,41	158,20
Actionnaires C et D	3181,65	3181,65	Franco-Regions	1240,50	1206,41	Posta Caissecomm	617,89	612,28
Arvision-Geo	1199,45	7674,47	Franch-Associations	30,11	30,11	Posta Gestion	7389,77	7389,77
Amplidex	750,4	750,4	Franch-Cap	40,89	40,11	Promoteur Indus	11697,66	11698,52
Amplidex Inter	788,92	788,92	Franch-Indus	20,11	20,11	Proteas	20,11	20,11
Arbitr. Court Terme	8082,42	8082,42	Franch-Indus	21,22	21,52	Proteas Assoc.	32087,36	32087,36
Associés Promoteur	33857,62	33857,62	Franch-Indus	21,73	20,62	Proteas	10200,6	10200,6
Assoco	1163,74	1163,74	IFM Rodesmar	50,97	50,92	Quart	156,31	150,54
Abut Fourn	327,3	314,06	Geoffroy	11714,54	11116,54	Recherches	177,80	180,00
Aerco	116,35	116,35	Geoffroy	11714,54	11116,54	Recherches	177,80	180,00
Avenir Aéro	1091,41	1092,75	Huron	156,43	152,72	Reverend-Vint	1221,13	1268,26
Aca Capital	265,24	150,04	IFM Marketing	15616,24	15616,24	St Honoré Vn & Sam	1084,45	1030,30
Aux Court Terme	862,76	862,76	Indic	128,02	120,04	St Honoré Paris de l'	12915,12	12950,26
Aux Court Terme	112,69	112,62	Indic-Fin Court T	163,08	163,08	St Honoré Paris de l'	81,08	80,67
Aux Crs de l'Aggrég	55,37	55,37	Indic-Fin Court T	163,08	163,08	St Honoré Paris de l'	81,08	80,67
Aux Crs de l'Aggrég	108,59	108,59	Indic-Fin Court T	11316,00	11070,15	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Aux Invest	133,93	125,89	Interp	17036,52	16999,53	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Aux Inf	138,14	134,50	Interpretation Fca	591,67	590,67	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Aux O&E Indus	152,43	152,43	Jupia	182,22	182,22	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Aux O&E Indus	152,43	152,43	Jupia	182,22	182,22	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Aux P&L Indus	127,62	127,62	Kewington	256,40	256,40	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Aux P&L Indus	127,62	127,62	Kewington	256,40	256,40	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Aux S&P Indus	150,04	150,04	Law Association	1136,32	1099,32	SPH-Off Assn	774,36	751,91
Aux S&P Indus	150,04	150,04	Law Association	1136,32	1099,32	SPH-Off Assn	774,36	751,91
Cadence 1	112,81	1101,77	Lingua	1181,80	1158,42	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 2	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 3	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 4	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 5	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 6	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 7	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 8	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 9	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 10	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 11	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 12	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 13	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 14	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 15	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 16	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 17	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 18	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 19	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 20	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 21	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 22	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 23	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 24	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 25	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 26	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 27	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 28	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 29	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 30	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 31	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 32	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 33	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 34	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 35	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 36	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 37	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 38	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 39	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 40	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 41	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 42	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 43	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 44	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 45	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 46	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 47	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 48	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 49	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 50	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 51	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 52	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 53	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 54	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 55	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 56	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 57	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 58	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 59	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 60	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 61	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 62	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 63	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 64	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 65	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 66	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 67	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 68	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 69	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 70	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 71	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 72	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 73	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 74	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 75	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 76	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 77	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 78	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 79	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 80	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 81	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 82	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 83	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 84	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 85	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 86	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 87	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 88	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 89	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 90	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 91	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 92	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 93	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	16670,15
Cadence 94	112,81	1101,77	Law Thes	2371,24	2371,24	St Honoré Indus	167281,1	

Grain Foods 2.....	4.38	—	SAGE (30).....
and Co.....	212.40	—	SPR "B" SAGE.....
France.....	341	—	Wetmore.....

[illegible]

19.24	Mutuo Ep. Obligaciones	220.27	214.37	St. J.
19.96	Mutuo-Ep. Retirados	145.79	141.80	San J.
19.79	Mutuo Ep. Tránsito	9083.94	9045.05	San J.

[illegible]

Marché des Changes	M
--------------------	---

Cours indicatifs	Cours prés.	Cours 09/08	Cours des billets	
			achat	vente
États Unis (1 USD)	5,9202	5,9380	5,70	6,20
Esc.	0,8725	0,8818		
Allemagne (100 DM)	348,2520	349,8500	339	359
Belgique (100 F)	16,4650	16,5265	15,90	16,30
Pays-Bas (100 fl.)	37,8000	38,1100	300	322
Italie (1000 lire)	3,6955	3,6905	3,50	4
Danemark (100 kr.)	80,0000	80,5700	80	81
Irlande (1 sig.)	8,3846	8,3180	8	8,15
Suède-Suède (1 S)	8,0000	8,0000	8	8
Grèce (100 drachmes)	2,4980	2,5000	2,69	2,69
Suisse (100 fr.)	394,5700	394,9500	381	401
Autriche (100 S)	74,8000	74,8000	78	78
Norvège (100 kr.)	80,4300	80,6200	76	85
Autriche (100 S)	49,8490	49,7380	48,30	51,30
Éspagne (100 pes.)	16,2515	16,2425		
Portugal (100 esc.)	20,4490	20,5250	20,65	
Canada (1 \$ can.)	4,0123	4,5581	4,40	4,85
Japon (100 yens)	6,7035	6,6961	5,50	6,60

Marché libre de l'or	LA BOURSE SUR MINUTE
----------------------	----------------------

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 09/08
en (tels que bureau),	72100	72800
en (tels que bureau),	72400	72300
en (tels que bureau),	401	411
en (tels que bureau),	360	400
en (tels que bureau),	1116	1116
en (tels que bureau),	418	404
en (tels que bureau),	538	528
en (tels que bureau),	2325	2655
en (tels que bureau),	1210	1190
en (tels que bureau),	735	
en (tels que bureau),	2600	2600
en (tels que bureau),	402	475

36-15

TAPEZ LE MOND

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☎ 42-62-72-57

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Mardi : Pourcentage de variation 31/12

Mardi : Mariant du coup

Mardi : Data paiement dernier coupon

Mardi : Compensé

Vendredi : Quotité de négociation

Marché à terme international de Franco)

10 % stimés : 98 446		CAC 40 A TERME Volume : 13 136			
sept. 93	Déc. 93	Cours	Août 93	Sept. 93	Oct. 93
121,92	121,58	Dernier.....	2156	2167	2177
122,14	121,88	Précédent...	2159	2171	2182

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * = valeur digitale au PEA
 ■ coupon détaché - ♦ droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
 ■ offert - d = demandé - † offre réduite - ‡ demande réduite - # contrat d'animation

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

105-111-101

هكذا من السهل

هكذا من السهل

MÉTÉOROLOGIE

1

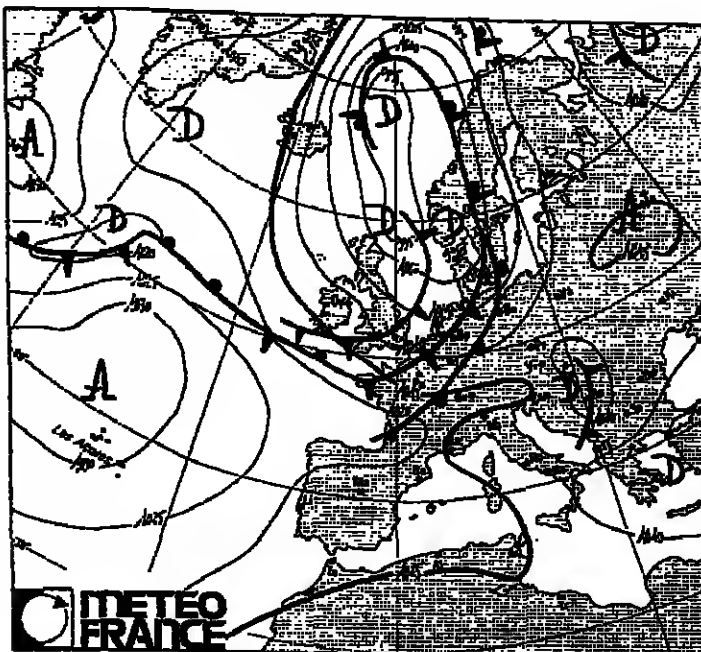
theosophies,

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « Quel reconnaît-on un maître spirituel ? ». Entrée libre à une seule place.

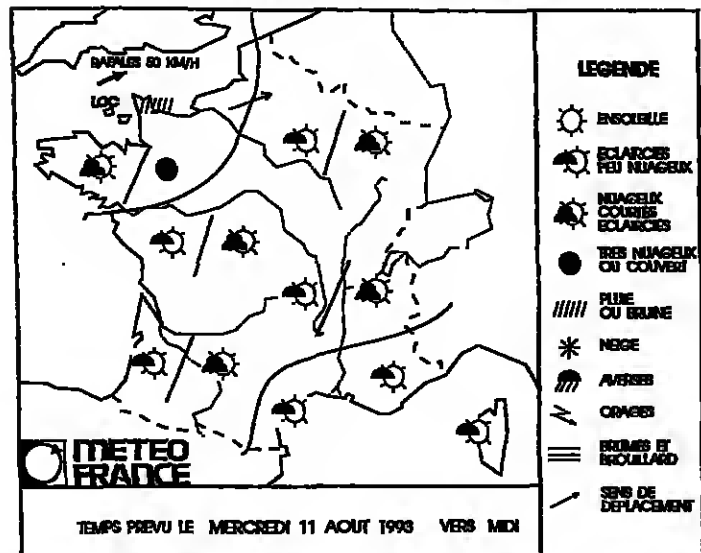
théosophes).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 AOÛT À 0 HEURE TUC

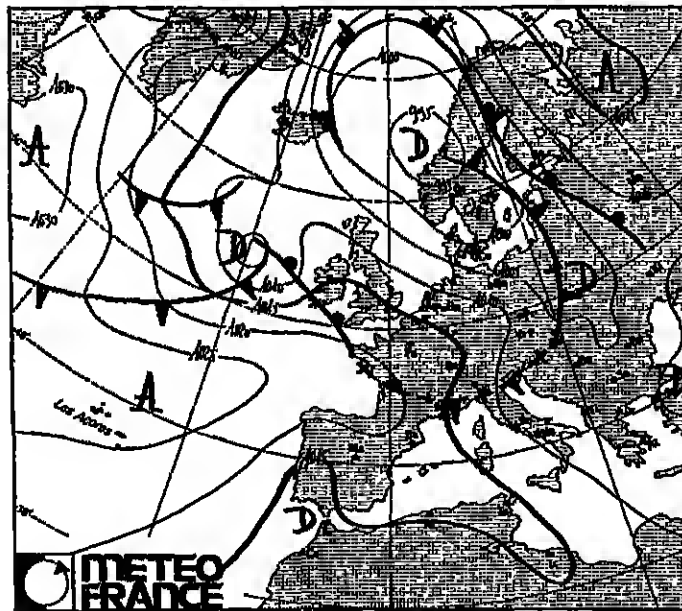


PRÉVISIONS POUR LE 11 AOÛT 1993



Mercredi : beaucoup de nuages du nord-ouest au nord, soleil au sud. Une perturbation donnera beaucoup de nuages sur le Bretagne, les pays de la Loire et la Normandie le matin, puis le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et l'Île-de-France l'après-midi. Quelques gouttes tomberont près de la Manche. Sur les régions méditerranéennes, le soleil brillera largement et le vent se fera nettement. Sur tout le reste du pays, la météo sera assez nuageuse puis, dans l'après-midi, nuages et éclaircies alternent. Les températures maximales seront de l'ordre de 10 degrés à 13 degrés sur la moitié nord du pays, 12 degrés à 17 degrés sur la moitié sud localement, 20 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre atteindra 19 degrés à 24 degrés sur la moitié nord, 25 degrés à 30 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 12 AOÛT 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 08-8-1993 à 11 heures TUC et le 10-8-1993 à 6 heures TUC								le 10-8-1993			
FRANCE											
ALGER	20	17	N	STRASBOURG	25	16	P	MARRAKECH	41	24	N
ANGERS	22	15	N	TOULOUSE	25	16	N	MEXICO	—	—	—
BORDEAUX	24	18	C	TUNIS	22	17	C	MILAN	28	16	N
BRESCIA	24	17	C	ÉTRANGER				MONTREAL	28	16	D
CALVI	21	15	C	ALGER	31	19	D	MOSCOW	23	13	N
CHERBOURG	25	18	C	ANGERS	31	14	N	NABORD	28	13	C
CLERMONT-FR	25	18	C	ATLANTA	30	19	D	NEW-DELAN	36	27	D
DJON	25	17	C	BANGKOK	34	27	C	NEW-YORK	28	21	D
GENÈVE	27	14	C	BARCELONE	30	19	D	PEKIN	29	28	N
LAJAZ	25	18	C	BELGRADE	31	16	C	RIO-DE-JANEIRO	—	—	—
LYON	21	16	P	BREZILIA	31	16	C	ROME	30	20	D
MARSEILLE	26	18	C	BRUXELLES	31	15	P	SINGAPOUR	31	27	O
NANCY	23	16	C	LE CAIRE	34	22	C	SEVILLE	36	21	D
NANTES	20	16	C	COPENHAGUE	29	14	C	STOCKHOLM	22	16	C
NICE	28	19	D	OSAKA	30	15	C	SYDNEY	21	10	N
PARIS-MONT	21	17	C	GENÈVE	26	15	C	TOKYO	23	20	P
PAU	22	14	N	ESPAGNOL	32	21	D	TUNIS	36	24	D
PERPIGNAN	28	20	D	JERUSALEM	34	20	D	VARSOVIE	26	13	N
PORTO-ÉL	31	24	D	OSAKA	30	15	C	VERONE	29	16	D
RENNES	24	16	C	PARIS	28	14	N	VIRGINE	22	17	N
ST-ETIENNE	24	16	P	LIJON	30	19	D				
				LOS ANGELES	34	19	D				
				LUXEMBOURG	30	16	C				
				MADRID	34	16	D				

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS
et SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Adieu châteaux

C'EST une femme blonde et belle, qui pleure parfois dans l'adversité, mais sourit crânement quand il faut affronter les méchants. Une reine attachée à sa terre, à des pierres, à des gens. Avec elle, le « pays » craque sa mémoire, retrouve son histoire, refait son unité.

Bien sûr, ayant manqué quelques épisodes, on ne comprend pas tout de cette saga entre Rhodé et Durand, de ce « Château des Olliviers » estival qui sert la promotion de France 2 et dessert la promotion immobilière. Mais on ne pouvait que se sentir solidaire de ce juste combat pour l'audience, gagné par la deuxième chaîne. Dans cette Provence pestilentielle, brutalement privée de son maire et de son curé, on exultait à l'annonce d'une « population affligée », qui se

couchait devant les bulldozers au nom de la dignité. Foin de l'argent, de la corruption, vive le pardon et que survive cette maison. Racines, que de bonnes actions commises en votre nom...

Et puis, comment ne pas s'identifier à un feuilleton dont une ultime réplique résume une ambition nationale des mieux partagées ? « Pro-priétaire-récoltant », murmure Estelle Laborie-Brigitte Fossey, les yeux brillants, savourant cet idéal sublime et une bouteille du domaine. Douce France.

C'est une femme blonde et belle, qui sourit dans l'adversité - quand celle-ci se mélange aussi à la joie. Et, parfois, on se perd aussi dans son arbre généalogique, malgré les résumés. Tout n'est pas toujours été facile pour Peola. TF1 nous le montrait en noir et blanc, jeune Ita-

lienne d'antan, expliquant : « La première année, c'était dur d'être au centre des regards, des jugements. » Seule France 2 retransmet en direct les images de son mari prêtant serment, une cérémonie à l'évidence faite pour Arte, tant le principal acteur mettait d'attention à s'exprimer en trois langues, deux doigts levés. Sa tête docilement par instants et Albert il semblait un peu embarrassé d'une épée pour lire ses papiers. Mais « un roi sans épée, c'est assez rare », nous apprend Léon Zitron. On n'attendait guère le « Vive la République ! » d'un iconoclaste député, aussitôt couvert par les « Vive le roi ! » et les applaudissements. Parfois, les images parlent, et certains commentaires se taisent. Il faut attendre le soir, sur TF1, pour que soient prononcés les mots de

« maladie de Parkinson » dont souffre, expliquait la chaîne, le nouveau souverain, ou entendre raconter le précédent historique d'un député appelé à lui aussi la République à ses vœux, assassiné peu après son « effort » de 1951. La première chaîne, qui lui avait dénié les honneurs du direct, ne traitait l'investiture d'Albert II qu'après d'autres informations plus quotidiennes. Ayant réuni une éclatante distribution et mobilisé de gros moyens, le feuilleton royal de l'été, on le sentait, allait bientôt laisser la vedette aux incendies de forêt. Adieu, châteaux. Ou peut-être, à bientôt.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 10 août

TF 1

- 20.45 Cinéma : Le Gendarme à New-York. □ Film français de Jean Girault (1965).
- 22.20 Série : Le Triplé gagnant. La Mort du petit chat, de Boremy Tioutong.
- 23.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 20.50 Cinéma : Vanille fraise. ■ Film français de Gérard Oury (1989).
- 22.30 Magazine : De quoi j'ai l'air ? Présenté par Bruno Messure, Philippe Guérin, Philippe Mouton et Danièle Evanou. Liberté ou puritan ? Invités : Catherine Lara, Mimi Mathy, Régine.
- 23.40 Journal et Météo.

FRANCE 3

- 20.40 Série : Guerres privées. La Rançon de la gloire, de William M. Finkelstein.
- 21.25 Planète chaude. L'Histoire oubliée. Documentaire d'Alain de Sélus et de 12 autres. 2. Les guerriers mérovingiens, d'Ahmed El Maouni (rediff.).
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.45 Documentaire : Les Champs des hommes. Roland Petit, de Catherine Dupuis (2^e partie).
- 23.40 Musique : Portée de nuit. Études n° 2 et 7, de Villa-Lobos, par Turibio Santos, guitare.

CANAL PLUS

- 20.15 Sport : Football. A 20.30, Monaco-Bordeaux, en direct.

- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Cinéma : Black Rainbow. ■ Film britannique de Mike Hodges (1989, v.o.).
- 0.15 Cinéma : Les Amusements de la vie privée. ■ Film franco-italien de Cristina Comencini (1990).

ARTE

- 20.40 Soirée thématique : Éloge de la paresse. Soirée conçue par Doris Hepp (ZDF).
- 20.41 Documentaire : Est-ce vraiment un péché ? O'Eve Hiller.
- 21.30 Cinéma : Quelques jours de la vie d'Obolov. ■ Film soviétique de Nikita Mikhalkov (1979, v.o.).
- 23.45 Documentaire : Libre et heureux ! De Jürgen Seidler.

M 6

- 20.50 Série : Les Aventures de Tintin. Le Crabe aux pinces d'or ; Le Secret de la Licorne.
- 22.15 Série : Mission impossible. Avec la série : Destination danger.
- 0.00 Informations : Six minutes première heure.
- 0.10 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE

- 20.50 Les Rencontres de Pétrarque. Qu'allons-nous transmettre à nos enfants ?

- 2. Quels savoirs et quels goûts ? débat animé par notre collaborateur Thomas Ferenzi.
- 22.40 Musique : Nocturne. Cinq opus à la une. Ahmed Essyad, compositeur (rediff.).
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Surya (Georges Bataille, la mort à l'œuvre, 2, rediff.).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert (donné le 5 août lors du Festival Pablo-Casals de Prades) : Concerto pour violon et cordes op. 3 n° 12, de Locatelli ; Crisantemi pour quatuor à cordes, de Puccini ; Concerto pour violoncelle et cordes en si bémol majeur, de Boccherini ; Concerto pour flûte et cordes en ut mineur, de Vivaldi ; Quatuor à cordes en ré mineur n° 9 (version pour orchestre de chambre), de Donizetti, par l'Orchestre régional d'Avignon, dir. : Jean-Jacques Kantorow ; sol. : Jean-Jacques Kantorow, violon ; Arto Noras, violoncelle ; Robert Aitken, flûte.
- 21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Trente-deux variations sur un thème original en ut mineur WoO 80, de Beethoven ; Étude en ut dièse mineur op. 25 n° 7, barcarolle en fa dièse mineur op. 60, ballades en la bémol majeur op. 47 et en sol mineur op. 23, de Chopin ; Six préludes, de Debussy, par Ivan Moravec, piano.
- 0.35 Bleu nuit. Dave Brubeck and The Dolphins, à Nice, en juillet 1990.

Mercredi 11 août

TF 1

- 15.20 Série : Hawaii, police d'État.
- 16.10 Jeu : Une famille en or.
- 16.40 Club Dorothée vacances.
- 18.05 Série : Chips.
- 18.55 Série : Premiers baisers.
- 19.25 Série : Hélène et les garçons.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Poker d'amour à Las Vegas. De Buzz Kutz (1^{re} partie).
- 22.35 Magazine : 52 sur la Une. De Jean Bertolino. J'ai vingt ans de plus que lui et on s'aime, de Sylviane Schmitt.
- 23.30 Magazine : Formule foot. Championnat de France.
- 0.10 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 15.25 Série : Les deux font la paire.
- 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.40 Série : L'Équipe du Poney Express.
- 17.25 Magazine : Giga.
- 18.30 Série : Ripôle.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Jeu : Fort Boyard. Avec l'équipe de Trans-forme, association des sportifs transplantés et dialysés.
- 22.30 ► Première ligne. Terre humaine. 1. Le désert des déserts. documentaire de Jean-Claude Luyet, d'après l'ouvrage de Wilfried Thiesker.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.40 Série : Un privé sous les tropiques. Muddy Waters (2^e partie).
- 0.35 Musique : Jazz à Antibes.

FRANCE 3

- 15.40 Série : La croisière s'amuse.
- 16.30 Variétés : 40 à l'ombre. En direct de Bandol. Avec le Bande à Basile.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Feuilleton : Une famille pas comme les autres (27^e épisode).
- 20.40 Feuilleton : Le Roi Mystère. Le Parroquet, de Paul Planchon, d'après Gaston Leroux (2^e épisode).
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.35 Série : Les Mystères de l'Ouest. La Ruée du poison, d'Alan Crosland Jr.

- 23.20 Magazine : Aléas. Rue des plantes ; Michel et son double ; Le vin retrouvé ; Le secrétaire et son double.
- 0.15 Musique : Portée de nuit. Préludes n° 1 et 2, de Villa-Lobos, par Turibio Santos, guitare.

CANAL PLUS

- 15.15 Téléfilm : Jugement aveugle. De George Kaczender.
- 16.45 Les Superstars du catch.
- 17.35 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 21.00
- 18.30 Série animée : Batman.
- 18.55 Le Top.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Magazine : Nulla part ailleurs.
- 20.15 Le journal du cinéma du mercredi.
- 21.00 Cinéma : Maria, justice criminelle. ■ Film américain de Roger Donaldson (1989).
- 22.45 Flash d'informations.
- 22.50 Magazine : Jour de foot. Championnat de France : extraits des matches et les buts de la 4^e journée de D 1.
- 23.35 Cinéma : Rien à perdre. Film américain de Gary Sinise (1980) (vo).
- 1.20 Cinéma : Sam suffit. □ Film français de Virginie Thévenet (1991).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier (rediff.).
- 17.55 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).
- 18.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
- 19.00 Magazine : Rencontre. Renzo Piano/Pontus Hulten (rediff.).
- 19.30 Documentaire : Portraits. O'Alain Cavalier. La Corsetière.
- 19.40 Documentaire : Vivre en Inde. De Jürgen Schneider.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Musique : Didon et Enée. Opus in focus. Série proposée par Mildred Clary ; avec William Christie, les Arts Florissants.
- 21.40 Opéra : Le Couronnement de Poppée. Opéra de Monteverdi (extraits). Mises en scène de Michael Hofme. Avec Patricia Schuman, Richard Croft, Kathleen Kuhlmann, Jeffrey Gail, Harry Peeters, l'Orchestre de l'Opéra de Cologne.

- 21.50 Documentaire : Retour au baroque. 2. Vers l'opéra, de Stéphane Loison.
- 22.45 Documentaire : Les Vies d'Allen Ginsberg. De Jerry Aronson.
- 0.15 Magazine : Intérieur nuit. L'Europe à Bruxelles. Johnny Clegg. Jours de fête, Jan Decorte.

M 6

- 15.30 Magazine : Fréquentstar. Françoise Hardy.
- 16.30 Magazine : Noubia.
- 17.05 Variétés : Multitop.
- 17.35 Série : Rintintin Junior.
- 18.00 Série : O'Hare.
- 19.00 Série : Deux flics à Miami.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Magazine : École 6 (et à 0.05).
- 20.45 Téléfilm : Le Complot du silence. De Jeffrey Woodcock.
- 22.30 Série : Mission Impossible. Illusion.
- 23.35 Magazine : Vénus.
- 23.55 Informations : Six minutes première heure.
- 0.10 Magazine : État de choc. Présenté par Stéphane Paolet. Reconstitution de faits divers.

FRANCE-CULTURE

- 20.50 Les Rencontres de Pétrarque. Qu'allons-nous transmettre à nos enfants ? 3. Quelles expériences et quels projets ? débat animé par Marc Riegler.
- 22.40 Musique : Nocturne. Cinq opus à la une. La Fête du chant marin à Reims (rediff.).
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Sarah Kofman (Explosion, 1, rediff.).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert (donné le 4 août lors du Festival Pablo-Casals de Prades) : Quintette pour deux violons, alto et deux violoncelles en ut majeur op. 163, par le Quatuor Chilingirian et Arto Noras, violoncelle ; Quintette pour piano et cordes en la majeur op. 114 « la Trinité », de Schubert, par Gérard Poulet, violon ; Vladimir Mendelssohn, alto ; Truls Mork, violoncelle ; Marc Merder, contrebasse ; Christian Iveld, piano.
- 21.30 Concert (en direct de Montpellier) : Chants et dances de la mort, de Moussorgski ; Symphonie n° 5 en si bémol majeur, de Bruckner, par l'Orchestre Gustav Mahler, dir. : Claudio Abbado ; sol. : Dmitri Hvorostovski, baryton.
- 0.35 Bleu nuit.

En Turquie

Les quatre otages français détenus par le PKK ont été libérés

Les quatre touristes français détenus en Turquie depuis le 24 juillet par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - Pierre Fix, quarante-trois ans; Michel Coudray, cinquante-deux ans; Robert Audin, cinquante et un ans et Fernand Heron, soixante-et-un ans - ont été libérés durant la nuit du lundi 9 au mardi 10 août dans la province anatolienne de Van.

ISTANBUL

de notre correspondant

Selon Pierre Fix, l'un des otages, que nous avons pu joindre dans son hôtel à Van, la libération a eu lieu en trois ou quatre étapes, des « sauts de puce » le long d'une piste de montagne. Les quatre hommes ont ensuite été transférés par véhicule jusqu'à la route principale, près de l'endroit où ils avaient été interceptés à un barrage routier du

PKK. « Nous avons été largués en pleine nature, à 90 kilomètres de Van, vers minuit et demi », a déclaré M. Fix. Deux camionneurs qui passaient les ont rapidement trouvés et amenés au poste de garnison le plus proche.

M. Fix et ses compagnons se sont déclarés « euphoriques ». Les quatre otages avaient été informés il y a quatre ou cinq jours de leur libération prochaine, mais n'étaient pas au courant des efforts de médiation déployés par un journaliste turc, Ismet Inset, du Turkish Daily News, l'organisation Médécins du monde et la Fondation turque pour les droits de l'homme.

Après avoir obtenu l'accord de principe du PKK pour la libération des six otages - les quatre Français ainsi que l'ingénieur britannique et son amie australienne - la délégation s'est rendue dans le Sud-Est anatolien. Les conditions de sécurité et la présence, peut-être pas fortuite, des forces de l'ordre dans les zones désignées par le PKK pour le transfert des prisonniers,

s'avaient freinés les médiateurs à abandonner leurs efforts et à quitter la région lundi, après plusieurs tentatives de contact.

Traité

« avec prévenance »

Les quatre touristes sont évidemment épuisés, ayant souffert de la soif au cours de « marches horribles dans la rocaïe et les charbons, de nuit ». Robert Audin, qui devait subir une opération du pied prochainement, « a très bien tenu le coup à tel point qu'il se demandait si l'opération « n'était pas », a déclaré M. Fix. C'est avant tout de fatigue mentale que les quatre hommes souffrent, après deux semaines d'émotions fortes et d'espoirs déçus. « Personnellement, j'ai eu des moments de bas très durs », a avoué M. Fix.

Les quatre hommes ont cependant été traités « très correctement, avec prévenance » par leurs ravisseurs, avec lesquels ils communiquaient par signes. Par la suite, ils

s'avaient établi un petit lexique qui leur permettait d'échanger quelques mots avec les combattants kurdes. La nourriture « à laquelle nos estomacs et nos poplites n'étaient pas habitués » était plutôt « sommaire ». Après la première semaine, la responsabilité des otages a été confiée à un groupe « plus primitif, plus rude, plus guerillero », avec lequel le contact s'est avéré plus difficile.

De temps à autre, les otages étaient autorisés à écouter la radio, mais la réception était mauvaise dans les vallées encaissées où leur groupe se cachait.

Pour les trois épouses, Ginette Coudray, Josette Audin et Feuille Heron qui se trouvent encore à Ankara, ainsi que pour les parents de Pierre Fix en France, la longue attente est désormais terminée. Les quatre hommes sont attendus à Ankara en début d'après-midi et ils seront rapatriés rapidement.

NICOLE POPE

En dépit de leur caractère spectaculaire

Les accidents de montagne restent moins nombreux que durant l'été 1992

Cinq personnes se sont tuées en montagne, depuis le dimanche 8 août, lors de courses ou de simples randonnées pédestres dans les massifs du Mont-Blanc (Haute-Savoie) et de l'Oisans qui s'étendent sur les départements de l'Isère et des Hautes-Alpes. En dépit du caractère spectaculaire de certains de ces accidents, leur nombre reste moins élevé que pendant l'été 1992.

GRENOBLE

de notre correspondant

Une jeune fille de dix-huit ans, qui s'était égarée en descendant d'un modeste sommet, le Pied Moutet (2 340 mètres), situé au-dessus de la station des Deux-Alpes (Isère), a été retrouvée morte, lundi 9 août, au

plaid d'une barre rocheuse. Dans le même massif, un alpiniste confirmé, originaire de l'Isère, a glissé dans un couloir de neige, situé à proximité du col des Ecrins. Sa course mortelle s'est achevée sur des rochers. Un autre alpiniste qui progressait sur l'arête Midi-Plan à Chamonix a fait une chute de 500 mètres.

Mais les accidents les plus nombreux se sont produits sur la voie normale d'ascension du mont Blanc. En moins de quarante-huit heures, deux personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessées à l'aiguille du Goûter (3 835 mètres). La « route » qui permet d'accéder au refuge du même nom, d'une capacité de 250 places, est depuis de nombreuses années la plus meurtrière du célèbre massif. Lors de grandes périodes de beau temps, trois à quatre cents personnes empruntent quotidiennement, à la

montée et à la descente, cette face rocheuse recouverte par endroits de névés. L'affluence record sur cet itinéraire, qui ne présente pas de grandes difficultés, est à l'origine de très nombreux accidents mortels. Chaque année une dizaine de grimpeurs sont fauchés par des pierres, en équilibre instable tout au long de la face, qui se décrochent lors du passage des groupes d'alpinistes.

Les alpinistes doivent également affronter dans cette face un redoutable piège, la traversée du « grand couloir ». Celui-ci strie, sur une grande partie de sa hauteur, l'aiguille du Goûter. Là aussi des pierres le traversent, mais celles-ci se décrochent sous l'action, naturelle, du soleil qui les désolidarise de leur gangue de neige ou de glace. La trentaine de mètres qui sépare ses deux rives est franchie en un peu plus d'une minute grâce à un câble fixe. « Ici on

joue à la roulette russe. En milieu de journée les chutes de pierres sont permanentes », affirme un guide de Saint-Gervais.

Selon les gendarmes-scoutistes de Chamonix le nombre des morts dans le massif du mont-Blanc est, cet été, nettement inférieur à celui de la saison précédente. En 1992 ils avaient enregistré 28 décès. Cette année le nombre des victimes atteint huit morts sur le versant chamoniard du mont Blanc. Six autres victimes ont été recensées sur les faces qui dominent la ville de Saint-Gervais dont cinq dans la seule aiguille du Goûter. Les sauveteurs attribuent cette baisse des accidents de montagne à une diminution de la fréquentation liée aux mauvaises conditions météorologiques pendant le mois de juillet.

CLAUDE FRANCHILLON

Après un rappel à l'ordre du ministère du travail

Virgin suspend l'ouverture de son magasin parisien le dimanche

Virgin a décidé, mardi 10 août, de suspendre l'ouverture de son magasin des Champs-Élysées à Paris, dans un souci d'apaisement après avoir fait l'objet, quelques heures plus tôt, d'un rappel à l'ordre du ministère du travail. « Le gouvernement rappelle Virgin ou respect de la loi », indiquait en effet, lundi 9 août, le ministre du travail Michel Girard, avant d'ajouter que « rien n'aurait été particulièrement le magasin Virgin Megastore, ou aucun autre établissement, à se soustraire aux dispositions voulues par le législateur et dont l'administration, et éventuellement le juge, assurent l'application ».

L'affaire d'espionnage industriel au profit de Volkswagen

M. Lopez reconnaît avoir détenu des documents de General Motors

José Ignacio Lopez de Arriortua, devenu directeur des achats et de la production chez Volkswagen (VW) en mars et reconnu avoir pu détenir des « informations critiques » sur General Motors (GM) peu de temps après avoir quitté ce groupe. Cette information tirée d'un document interne de VW, cité lundi 9 août par l'agence de presse DPA, confirme les soupçons de l'américain GM selon lesquels M. Lopez et six de ses collaborateurs seraient partis en emportant les plans de la future mini Opel.

A l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil de surveillance le 9 août, Volkswagen avait blanchi son nouveau directeur des accusations d'espionnage tout en reconnaissant l'existence de documents venant de chez GM mais qui auraient été détruits (le Monde du 10 août). Selon le document interne de VW, préparé pour cette

Le ministre rappelait que « le Portement débaucha, dès le début du mois d'octobre, de la loi quinquennale (pour l'emploi) et que, dans ce cadre, les conditions d'exercice des activités salariées le dimanche, sujet dont la portée dépasse de beaucoup les questions d'emploi, seront examinées ».

Le tribunal de grande instance de Paris devait se réunir mercredi 11 août pour examiner la demande de liquidation (le paiement) de l'astreinte (1 million de francs au total par jour d'ouverture prohibée) faite par la CGT et la CFDT. Leur avocat demandera le doublement de cette somme.

réunion, M. Lopez a également fait détruire, plus d'une semaine après son passage chez VW, outre des périodiques et extraits de périodiques, des lettres avec des sous-traitants et d'autres lettres remontant à son travail précédent. Plutôt que leur restitution, la destruction lui a paru « le moyen le plus sûr et définitif d'empêcher toute diffusion ».

Le Monde ÉDITIONS
FRANÇOIS MITTERRAND
Président républicain.
Connaissez-vous le candidat socialiste ?
Consultez
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR
pages 807 et 811

ITALIE : eau jaunâtre, lait plein de germes...

La municipalité de Naples suspendue pour incurie

ROME

de notre correspondant

A Naples, cette fois la coupe est pleine ! La dernière patraque d'eau à faire déborder la vase et à mener la ville au bord de l'émotion a justement été... l'alimentation en eau potable ! Fatalista et plutôt débrouillard, Naples, qui vient de s'offrir tout à la fois une grève des employés municipaux et des barrages routiers dressés par les camionneurs au col de la colline, a mis la ville en coupe réglée. Au passage tous les anciens « vicerois » de Naples qui avaient régné sur la politique napolitaine, tel l'ancien ministre de l'intérieur Antonio Gave, l'ex-ministre du budget Paolo Cirino Pomicino, ou l'ex-ministre de la santé Francesco De Lorenzo, accusés, entre autres, d'avoir touché de l'argent pour faire augmenter la prix de certains médicaments, sont tombés, sous la coup d'enquêtes judiciaires.

Après tout, la centrale laitière locale ne venait-elle pas d'écouler en toute tranquillité quelque 28 000 litres de lait plein de germes ? Seulement, cette fois, croyant bien faire, un arrêté municipal établissait, jeudi 5 août, que l'eau, « pleine de streptocoques et lourde de manganèse » était impropre à la consommation. Arrêté contredit dès le lendemain par un autre, qui effaçait, exactement la contrainte : « l'eau est potable », avec une nuance d'humour involontaire qui a fait bondir les habitants : « Si vous lui trouvez une couleur vraiment trop jaune, évitez quand même d'en boire ».

De quel sa moquerait-on ? Surtout en pleine canicule, et tandis que plages et piscines, trop polluées pour la plupart, sont impraticables. L'adjoint au maire, Roberto Corrao, avait beau déguster devant des caméras de télévision complètes l'eau des fontaines de la ville, personne ne s'y est laissé prendre, et les bouteilles d'eau minérale sont vite épuisées. Une dernière rareté, bref, l'effacement de la scène, que, fait unique dans des années italiennes particulièrement chargées, le préfet de la province, en accord avec le ministre de l'intérieur, a suspendu, samedi, la conseil municipal pour « motifs d'ordre public ».

Parallèlement était réservée jusqu'ici aux municipalités trop accommodantes avec la Mafia. Encore que, sur ce plan-là, Naples ait déjà beaucoup donné : l'évent-dernier maire, le socialiste Nello Poleo, ainsi qu'une bonne moitié du conseil d'ailleurs ont pris le chemin de la prison au mara d'arrêter (le Monde du 1^{er} avril) lors de la découverte d'une véritable « coupole » affiliée-mafieuse qui, avec la complicité active de certains hommes politiques, avait mis la ville en coupe réglée. Au passage tous les anciens « vicerois » de Naples qui avaient régné sur la politique napolitaine, tel l'ancien ministre de l'intérieur Antonio Gave, l'ex-ministre du budget Paolo Cirino Pomicino, ou l'ex-ministre de la santé Francesco De Lorenzo, accusés, entre autres, d'avoir touché de l'argent pour faire augmenter la prix de certains médicaments, sont tombés, sous la coup d'enquêtes judiciaires.

Alessandra Mussolini candidate

Un commissaire chargé de gérer les affaires courantes a été nommé. Il aura du pain sur la planche : avec 2 000 milliards de lire de dettes (environ 3,7 milliards de francs), la municipalité est en pleine banqueroute. On compte près de 300 000 chômeurs dans la province, nombre de chantiers fantômes ou jamais achevés ont laissé des cratères béants dans une ville asphalée par la circulation qui, de troisième cité d'Italie par son importance, se retrouve à la soixante-dix-neuvième place pour ce qui est du revenu par habitant. Petite heure d'espoir : le 21 novembre, Naples, à l'instar de Rome, Florence et Venise votera, pour désigner un « directement » son maire, selon les nouvelles règles.

Parmi les premières candidates à s'être fait connaître, Alessandra Mussolini, députée néofasciste du MSI, et petite-fille du « Duce » qui a décidé de venir remettre un peu d'ordre.

M.-C. D.

SOMMAIRE

RENCONTRES DE FRANCE

2. - Les « petits lions » de Malek ... 2

ÉTRANGER

Le Conseil de l'Atlantique nord demande aux Serbes de Bosnie de lever le siège de Sarajevo. ... 3
La presse algérienne entre deux cultures ... 4
Tchad : le massacre dans la Ouaddaï et les affrontements à Ndjamena ... 4
Liban : le déploiement de l'armée nationale dans le Sud suscite les craintes de la Syrie ... 6
Réunion à l'UNEP, dirigeants et représentants de l'OLP tentent de minimiser leurs divergences ... 6
Le voyage du pape en Amérique ... 7

SOCIÉTÉ

Médecine : le saturnisme affecterait 10 % des enfants à Paris ... 8
Une filière d'importation d'héroïne a été démantelée à Marseille et Paris ... 8
Racisme et antisémitisme dans les universités américaines ... 8

COMMUNICATION

Les tréteaux du Loto ... 9

SCIENCES • MÉDECINE

• Militants du handicap : 450 personnes non valides de 41 pays revendiquent citoyenneté et auto-

nrmis • Les bobines de char-
chaure : moteurs à électroaimants
supraconducteurs ... 11

CULTURE

Cinéma : wasters en plein air à Paris ... 14
Musiques : La Bohème, de Puccini, à Altesse ... 14
Le Spectateur : « Dessous de l'ins », par Michel Braudou ... 14
Arts : trésors bouddhiques à Lugano ... 14

ÉCONOMIE

La crise du système monétaire européen et le débat sur la construction européenne ... 15
Point de vue : « L'Allemagne, la loi et l'après-Maastricht », par Klaus Reeh ... 16

Services

Abonnements ... 8
Annonces classées ... 12 et 13
Cartes ... 9
Chronologie ... 10
Marchés financiers ... 16 et 17
Météorologie ... 19
Mots croisés ... 9
Radio-télévision ... 19
Spectacles ... 18

La thématique du Monde :
3815 LEMONDE
3816 LM

Le numéro du « Monde »
daté 10 août 1993
a été tiré à 460 188 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Arts et Spectacles » : Pedro Almodovar

Pedro Almodovar tourne à Madrid. Kika, son dernier film, est une satire féroce des reality-shows diffusés par la télévision. Et aussi : un drôle de personnage surgi au Festival du film de La Rochelle, le réalisateur russe Alexandre Soukourou, qui brouille les pistes entre fiction et documentaire avec un talent rare ; le chanteur Vusi Mahlasela, venu de Mamelodi, un ghetto noir de la banlieue de Pretoria, et qui réinvente la folk music, version sud-africaine. Avec guitare sèche et rythmes zoulous.

Le Monde ÉDITIONS

Enquêtes sur la droite extrême

René Monzat

Où l'on s'aperçoit que la pire hypothèse est souvent la bonne.

La République menacée

Dix ans d'effort Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

Pour qu'on ne puisse pas dire, on ne s'en va pas...

40

PHILAT